Rapport de la Cinquième Conférence Africaine sur la Population

Du 10 au 14 décembre 2007

Arusha International Conference Centre
ARUSHA – TANZANIE

Thème

QUESTIONS ÉMERGEANTES DE LA POPULATION ET DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE.

Union pour l'Etude de la Population Africaiue
National Population Council Building
Rooms 105, 106, 107
Ministries, Accra
P.O.Box A 408
La, Acccra
Ghana

Table des Matières

La Declaration D'arusha - - - - - - - - -8
Introduction 11
Ceremonie D'ouverture 11
Reception Par Le Gouvernement De La Republique De Tanzanie. 14
Participants A La Cinquieme Conference Africaine De La Population 14
Deliberations De Conference 14
Theme De Conference 14
Resumes Des Sous Themes 16
Assemblee Generale De L'uaep 31
Reunions En Marge 33
Rapports Sur La Reunion Des Parlementaires Et Des ereChefs De Secretariats De Population34
Couverture Mediatique 35
Ceremonie De Cloture 36
Evaluation De Conference Et Statistiques 41
Autres Commentaires Sur La Conference 42
Annexes 44
1.sommaire Du Programme 44
2. Galerie Photos 50
3. Programme Pour La Ceremonie D'ouverture 53
4. Les Discours De La Ceremonie D'ouverture 53
Discours - Programme 53
5. Programme De La Ceremonie De Cloture 77
6. Discours De Cloture 78
7. Les Membres Du Comite National D'organisation 94
8. Les Membres Du Comite International D'organisation 95
9. Liste D'exposants96
10. Liste Des Sponsors 97

La Déclaration d'Arusha

Nous, participants de la cinquième conférence africaine sur la population qui a eu lieu du 10 au 14 décembre à Arusha en Tanzanie reconnaissons que :

a) les pays africains ont réalisé de gros progrès en ce qui concerne les défis de la population et de développement auxquels est confronté le continent.

- Le taux de fécondité a baissé dans plusieurs pays pour atteindre environ 3 enfants par femme. Le taux de . fécondité dans certaines sous populations est actuellement en dessous du niveau de remplacement

- Il existe des signes visibles de croissance économique et des indicateurs d'une amélioration du bien être humain partout dans le continent. A titre d'exemple, les niveaux de revenus, l'espérance de vie, et l'alphabétisation sont en hausse dans plusieurs pays. Il est nécessaire de protéger ces acquis.

- Certains pays en Afrique de l'est et australe sont sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs Millénaire du Développement, surtout l'objectif numéro 4. Il est nécessaire de suivre et évaluer les processus qui ont abouti à ces acquis afin que d'autres pays puissent profiter de l'expérience.

- Les taux de prévalence du VIH sont en cours de stabilisation dans de nombreux pays alors que les antirétroviraux deviennent plus accessibles, prolongeant ainsi la vie des personnes atteintes du HIV.

b) Tout en saluant les progrès réalisés sur le continent, il n'en demeure moins que L'Afrique reste confrontée à plusieurs défis:

- Plus de 250,000 femmes africaines meurent chaque année des complications de grossesse et de l 'accouchement. Moins de la moitié des femmes enceintes en Afrique sont assistées par les accoucheuses traditionnelles et la plupart d'elles accouchent à domicile.

- 170 sur 1000 enfants nés en Afrique sub-saharienne meurent avant d'atteindre l'âge de cinq ans.

- Environ un quart des femmes souhaitant retarder ou arrêter l'accouchement n'ont pas accès à la contraception. Le nombre élevé de grossesses non planifiées est à la base de la lente transition vers un faible taux de fécondité dans le continent.

- Plus de 29 millions d'Africains vivent avec le virus du VIH et le nombre des nouvelles infections va grandissant, surtout parmi les jeunes personnes. Le VIH constitue un fardeau pour les systèmes sanitaires africains.

- L'impact de la croissance démographique rapide sur l'environnement entrain des conséquences comme la déforestation, l'épuisement des ressources et des conditions climatiques néfastes.

- Alors que l'Afrique connaît l'urbanisation accélérée, le développement des infrastructures urbaines est resté l argement en deçà de la population urbaine. Les conséquences sanitaires de la pauvreté urbaine peuvent nuire aux OMD en matière de santé.

- Les niveaux de scolarisation restent inférieurs par rapport à d'autres régions du monde. Dans certains pays, seul un quart des femmes sont alphabètes tandis que les écarts entre les sexes sont plus importants aux niveaux de l'enseignement secondaire et supérieur.

- L'une des principales conséquence de la fécondité élevée est l'explosion de la jeunesse. Toutefois, de nombreuses jeunes personnes en Afrique n'ont qu'un accès limité à des vraies opportunités d'emploi et à des programmes de santé sexuelle et reproductive.

- Après d'énormes efforts consentis par les pays africains pour développer leur capital humaine, il y a un exode de nombreux Africains qualifiés vers les pays occidentaux aux dépens des pays africains.

- En raison de l'insuffisance d'opportunités économiques sur le continent africain, de nombreuses personnes, principalement en Afrique de l'ouest et du nord ont recours à l'immigration clandestine et dangereuse vers l'Europe. Face à cette situation, il y a lieu d'adopter des solutions socio-économiques en vue de remédier à cette tendance alarmante.

Appel à l'action

Nous, ayant noté non seulement ces défis mais aussi les cas de succès, lançons cet appel à l'action:

Chercheurs, décisionnaires, le secteur privé et les bailleurs des fonds doivent travailler ensemble afin de relever les défis démographiques et du développement auxquels est confronté le continent. A cet égard, nous lançons un appel aux gouvernements africains pour qu'ils:

- reconnaissent dans leur planning, les liens entre les dynamiques démographiques, le développement durable et l'environnement.
- travailler à réduire les niveaux élevés de fécondité dans le continent en mettant la contraception à la disposition de tous ceux qui en ont besoin.
- renforcer les systèmes sanitaires de la région et accroître l'accès aux médicaments essentiels don't les antirétroviraux du VIH.
- augmenter le nombre d'accoucheuses traditionnelles en vue de réduire la mortalité maternelle.
- Investir dans l'éducation et réduire l'écart entre les sexes surtout au niveau de la participation à l'enseignement post-primaire.
- renforcer l'enseignement supérieur et les centres de recherche dans le continent, étant donné que le développement des ressources humaines et la recherche constituent des conditions sine qua non pour résoudre les problèmes socio-économiques du continent.

Nous faisons appel aux savants afin qu'ils conçoivent des programmes de formation adaptés aux priorités socio-économiques et sanitaires du continent, et pour qu'ils mènent des recherches qui propulsent la politique et la pratique.

Maintenant c'est le moment d'agir

Introduction

La cinquième conférence africaine sur la population a eu lieu du 10 au 14 décembre 2007 à Arusha International Conférence Centre, à Arusha en Tanzanie. Organisée conjointement par le Gouvernement de la République Unie de la Tanzanie, l'Union Africaine des Etudes de la Population et le Centre de Recherche sur la Population et Santé en Afrique, la conférence a réuni 788 délégués et hôtes de 57 pays d'Afrique, d'Asie de d'Australie, d'Europe, d'Amérique Latine et d'Amérique du Nord. Les participants comprennent des membres de l'UAEP, chercheurs, députés, membres du Corps Diplomatique, fonctionnaires, gestionnaires de programmes, exposants et journalistes. La séance d'ouverture a été présidée par son Excellence Amani Abeid Karume Président du Zanzibar et Chef du Conseil Révolutionnaire.

La conférence avait pour thème dominant les questions émergeants de la démographie et le développement en Afrique. Un programme intensif de cinq jours a permis aux délégués d'examiner le thème et les sous thèmes de la conférence, dont le développement humain, l'environnement et leurs liens avec tous les aspects de la dynamique démographique (voir le résumé de programme en Annexe1). Les objectifs spécifiques de la conférence étaient les suivants:

- assurer un forum pour la diffusion et évaluation des nouvelles recherches sur les liens entre les questions démographiques et le développement socio-économique de l'Afrique;
- faciliter la mise en réseau aux niveaux individuel et institutionnel des décisionnaires, chercheurs prestataires des services et d'autres acteurs ;
- promouvoir une approche intégrée à l'étude et l'application des connaissances de la dynamique démographique dans la planification du développement;
- rendre plus visibles les questions relatives à la population africaines dans les forums scientifique et de développement;
- identifier les écarts en matière de savoir et méthodologie et les moyens d'améliorer la qualité de recherche scientifique et son application aux processus décisionnels en Afrique.

Cérémonie d'ouverture

Au nombre des principaux intervenants lors de la cérémonie d'ouverture le 10 décembre 2007 figurent:

- Son Excellence Amani Abeid Karume, Président du Zanzibar et Chef du Conseil Révolutionnaire.
- Excellence le Dr. Juma Ngasongwa (Député), Ministre du Planning et de l'Economie de la République de Tanzanie.
- Le Professeur Koffi N'Guessan, President de l'Union Africaine des Etudes Démographiques.
- Le Dr. Eliya Zulu, Vice-President, President de l'Union Africaine des Etudes Démographiques.
- Dr. Benson Morah, Fonds des Nations Unies pour la Population () Equipe des services techniques, antenne d'Addis Abéba et chef de délégation de l'UNPF à la 5ème Conférence sur la Population.
- Son excellence David H. Mwakyusa (député), Ministre tanzanien de Santé et Sécurité Sociale. Ci-dessous figurent des resumés des discours dans l'ordre chronologiques. Les textes intégraux des discours sont reproduits à l'annexe 4.

Après les salutations, Son Excellence le Dr Juma Ngasongwa, Ministre du Planning et de l'Emancipation Économique a donné un bref aperçu historique de l'UAEP et des conférences africaines sur la population, en spécifiant les thèmes et objectifs de la 5ème Conférence Africaine sur la Population et a donné une vue d'ensemble du programme de la conférence.
Il a annoncé la fête nationale de Tanzanie prévue pour le 10 décembre au soir et invité les conférenciers à assister aux séances en vue de s'informer d'avantage sur la population et le développement en Tanzanie. Son Excellence Ngasongwa a achevé son discours en invitant d'autres invités d'honneur à prendre la parole.

Le professeur Kofi N'guessan, président de l'UEPA a justifié la création de l'UEPA: apprécier les questions relatives à la population et leur évolution, et renseigner les décisionnaires sur leur impact sur le développement et la croissance économique. Il a indiqué que la conférence arrivait à point nommé, étant donné que la durée prévue pour atteindre les OMD est moitié écoulé. Aussi, les conclusions de la conférence aideront les chercheurs et décisionnaires à évaluer les progrès réalisés. Il a également affirmé que l'on devait suivre l'exemple des pays qui semblaient maintenir le cap sur les OMD. Le Professeur N'guessan a également fourni des explications au sujet de certains changements survenus au niveau du Secrétariat, dont le plus important est le déplacement du siège de Dakar au Sénégal à Accra au Ghana.

Le Docteur Eliya Zulu, vice président de l 'UEPA a donné une présentation générale sur les questions relatives à la population et le développement. Au cours de sa présentation, il a souligné les progrès réalisés en matière de la réduction des taux de fécondité et de

croissance démographique depuis les années 1950. Toutefois, il a noté, exemples à l'appui, que ces progrès n'ont pas été uniformes puisqu'il existe des disparités dans la région et même à l'intérieur des pays. En ce qui concerne la mortalité, le docteur Zulu a signalé la montée comme conséquence du VIH et du SIDA mais aussi à l'augmentation inquiétante de la mortalité infantile dans certains pays après des décennies à la baisse. Il a souligné les conséquences de l'urbanisation accélérée, en s'appuyant sur les prévisions des Nations Unies relatives à la croissance des populations urbaines. Il a démontré, à l'aide des graphiques et des photos, l'état de santé et la condition de vie des pauvres urbains dans la ville de Nairobi. Le docteur Zulu a achevé sa présentation par inviter tous à reconnaître le besoin urgent non seulement d'améliorer le mauvais état de santé sur le continent mais aussi de réduire les inégalités majeures à l'intérieur des pays et sur l'étendu du continent. Aux chercheurs et décisionnaires son message est clair: c'est maintenant le moment de se serrer les coudes en vue d'intégrer la recherche à l'action.

Le Docteur Benson Morah, chef de la délégation onusienne à la cinquième conférence africaine sur la population a débuté son intervention par présenter les excuses de Madame Thoraya Ahmed Obaid, Directrice Exécutive de l'UNFPA et Madame Fama-hane Ba qui n'ont pu effectuer le déplacement. Il a salué le choix du lieu de la conférence en précisant que le Plan d'Action Kilimanjaro de 1984 avait également été formulé à Arusha. Le docteur Morah a signalé les défis auxquels le continent est confronté, surtout en ce qui concerne des taux de mortalité et de fécondité très élevés. Toutefois, il s'est félicité non seulement de la stabilisation apparente de la prévalence du VIH dans plusieurs pays mais aussi de la disponibilité (ininterrompue) accrue de la thérapie anti-rétrovirale. Il a également cité de nouvelles initiatives internationales comme le Partenariat pour les Soins médicaux maternels, Infantiles et Nouveau-nés, le Partenariat International pour la Santé, the Thematic Trust Fund on Reproductive Health Commodity Security et le partenariat des huit principaux organes onusiens oeuvrant dans le domaine de la santé. Au niveau régional, le docteur a signalé l'adoption par l'Union Africaine d'un cadre politique continental sur la santé sexuelle et reproductive. Le Plan d'Action de Maputo est preuve de son engagement. Le docteur Morah a rappelé le problème des réfugiés et des déplacés internes qui, selon lui, est preuve qu'il existe encore des conflits internes et sous-régionaux. Autre sujet abordé dans son intervention était l'exode des professionnels vers les pays nantis. Pour finir, il a réitéré l'engagement de l'UNFPA en faveur des questions démographiques et des conclusions de la Cinquième Conférence Africaine sur la Population.

La dernière intervention, avant celle de l'invité d'honneur, était par son Excellence le Professeur David Mwakyusa, ministre tanzanien de Santé. Celui-ci a fait un compte rendu, statistiques relatives à santé et population à l'appui, des quelques initiatives entreprises par son gouvernement en vue de réduire le taux de mortalité élevé du VIH/ SIDA et de la mortalité maternelle. A titre d'exemple, le professeur Mwakyusa a cité des initiatives de proximité visant à réduire les mortalités maternelle et infantile évitables, et le lancement en 2007 de la campagne national de dépistage volontaire. Il a fini par exprimer ses attentes par rapport à la 5ème Conférence Africaine sur la Population: jeter les jalons pour la formulation des politiques et l'échange d'idées et d'expériences en vue de résoudre les problèmes de la population et du développement en Afrique.

Son Excellence Amani Abeid Karume, Président du Zanzibar et Chef du Conseil Révolutionnaire a débuté son discours par souhaiter la bienvenue à tous les délégués et a salué le choix de la Tanzanie comme pays hôte. Le Président Amanu Abeid Karume a ensuite résumé les problèmes démographiques en Afrique en mettant l'accent sur la croissance démographique rapide, les taux de fécondité élevés actuels et les niveau élevés de mortalité et de morbidité. A titre d'exemple, il a cité le cas de la Tanzanie où le taux de fécondité demeure inacceptable et ce, malgré la baisse enregistrée entre 1996 et 2004.

Après ces remarques préliminaires, Son Excellence Amani Abeid Karume à réaffirmé les liens entre les problèmes démographiques et le développement en accentuant la croissance démographique élevée dans les villes, où les pauvres urbaines sont moins bien lotis que leurs homologues ruraux en matière d'indicateurs de santé. Dans ses observations finales, Son Excellence Amani Abeid Karume a prévenu contre les conséquences de la dégradation environnementale et la diminution des ressources en eau, tout en indiquant l'impact de la croissance démographique élevée. Il a ensuite déclaré la conférence formellement ouverte.

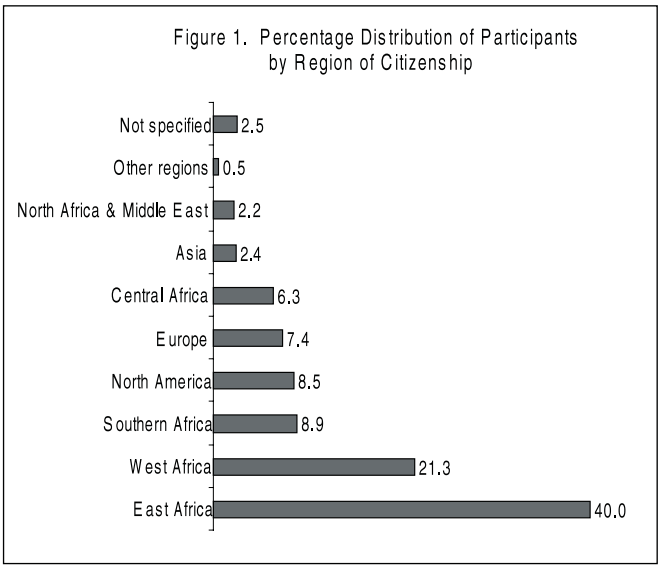
Reception par le gouvernement de la République de Tanzanie.

Le 10 décembre au soir, le gouvernement de la république de Tanzanie a organisé un cocktail en l'honneur des délégués. Dans son discours d'accueil, Son Excellence le Docteur Juma Ngasongwa, ministre de Planning, de l'Économie et de l'Emancipation Economique a remercié les délégué pour avoir accepté l'invitation. Il a réitéré l'importance de la 5ème conférence africaine sur la population dans la résolution des difficultés du continent en matière de population et de développement. Il a aussi invité les délégués à jouir de l'hospitalité et de la culture tanzaniens en signalant quelques monuments culturels et sites touristiques. Le docteur Ngasongwa a achevé son discours par porter un

toast en l'honneur de l'Afrique et de la Tanzanie.

Participants à la cinquième conférence africaine de lapopulation

Au total, 788 délégués venus 57 pays au monde ont participé à la conférence (Voir Figure 1). Environ 60% d'eux étaient issus des institutions académiques et des organisations non-gouvernementales (ONG), 11% des ONG de la place et environs 2% des bailleurs des fonds. Environ 69% des conférenciers étaient anglophones tandis que 12% étaient bilingues (anglophone et francophone) et 12% étaient francophones. Par conséquent, un service de traduction a été assuré pendant la plupart des séances.
(Graphique)



Délibérations de conférence
Thème de conférence

Les questions émergeantes de la population et du développement en Afrique.

L'Afrique du 21e siècle est confrontée non seulement à de nombreux défis en matière de population et de développement, mais aussi a des opportunités. Plusieurs pays ont profité des opportunités mondiales et locales pour effectuer des reformes économiques qui ont à la fois augmenté les revenus et réduit la pauvreté. En outre, des progrès ont été réalisés en matière de développement humain dont l'augmentation du taux de scolarité, reduction de la mortalité infantile ainsi qu'une baisse du taux de fécondité. Des succès ont également été enregistrés dans l'allégement des fardeaux épidémiologiques comme le VIH et le SIDA. Les taux d'incidence et de prévalence du VIH connaissent un début de réduction dans de nombreux pays avec un recul de la mortalité infantile dû à des maladies à prévention vaccinale. Toutefois, ces progrès en matière de population et de développement humain n'est guère uniforme ni à travers le continent ni à l'intérieur des pays. Il existe des disparités énormes entre hommes et femmes, entre les plus pauvres et les plus nantis du continent. Au moment où les pays évaluent leurs progrès vers les Objectifs Millénaires de Développement, il est clair que l'éradication de l'extrême pauvreté par une meilleure santé, l'éducation et la durabilité environnementale ne peut être atteinte qu'avec des investissements importants et des reformes en termes d'équité.

Avec la population estimée à 1,7 milliards dans les quarante ans, le marriage précoce, des familles nombreuses, l'iniquité des sexes, usage insuffisant des contraceptives sont à la base des taux de fécondité élevés persistants en Afrique.

Cette croissance démographique rapide s'inscrit dans un contexte des niveaux de pauvreté élevés, enseignement peu performant, croissance économique insuffisante, dégradation environnementale et insécurité alimentaire.

Néanmoins, il n'existe qu'une connaissance empirique limitée du rôle potentiel de la dynamique démographique dans l'éradication de la pauvreté, surtout dans le contexte des OMD. Bien que la mondialisation crée davantage d'opportunités pour la croissance économique et l'accès à l'information et à la technologie, l'Afrique n'a pas su profiter pleinement de ce processus. Le secteur agricole, pilier de plusieurs économies africaines, est largement sous-développé et peu doté de fonds. Etant donné qu'il existe de moins en moins d'opportunités économiques dans les zones rurales, il y a un exode des nombreux jeunes adultes vers les villes à la recherche de meilleures conditions de vie. Cependant, les villes et agglomérations n'ont ni l'aménagement adéquat, ni la capacité d'accueillir ces vagues migratoires. Par conséquent, la majeure partie de la population urbaine vit dans des bidonvilles sans aménagements. Avec l'augmentation de la population urbaine – plus de la moitié de la population du continent vivrait dans les zones urbains à l'horizon 2030 – les conséquences sanitaire et sociale de la pauvreté urbaine se feront sentir non seulement dans les populations fines mais dans le reste du continent et au-delà. Des taux de mortalité élevés, surtout chez les enfants et les nourrices, ont caractérisé le continent africain pendant des décennies. En dépit de la baisse quasi universelle des taux de mortalité infantile entre les années 1970 et le début des années 1990, il existe aujourd'hui preuve d'un renversement de la tendance surtout dans les pays disposant des systèmes sanitaires inadéquats et ceux le plus touchés par le VIH/SIDA.

Des maladies endémiques comme le paludisme et la recrudescence de la tuberculose ont rendu plus complexes la tâche de freiner l'avancée du VIH et atténuer l'impact du SIDA. Bien que plus de 20 millions d'Africains vivent avec le VIH, seul un nombre insignifiant d'eux ont accès aux traitements antirétroviraux. Même dans les situations où il existe un meilleur accès à ces traitements, la faim et la pauvreté généralisée font toujours du VIH et le SIDA les plus gros défis auxquels est confrontée l'Afrique. L'Afrique sub-saharienne est toujours en proie à des maladies non-transmissibles comme les maladies cardio-vasculaires, l'hypertension et le diabète.

La 5ème Conférence Africaine sur la population a été tenue en vue d'examiner non seulement ces problèmes mais aussi bien d'autres thèmes démographiques connexes. La conférence avait pour sous thèmes :

- Croissance démographique, pauvreté, et bien-être
- Santé reproductive et planning familial
- Migration et urbanisation et leurs effet sur le développement.
- Santé maternelle et survie d'enfant et le développement.
- Scolarité et emploi
- HIV/AIDS
- Transition sanitaire
- Comportement sexuel et sexualité
- Famille, gendre et ménages
- Population, environnement, et développement durable
- Nouvelles approches innovatrices de collecte et d'analyse des données

Résumés des sous thèmes

Tanzania Day (fête nationale tanzanienne)

Les séances du premier soir ont été consacrées à des exposés sur la Tanzanie et l'Afrique de l'Est, avec des sujets allant de l'impact de la croissance démographique sur l'environnement, gendre et pauvreté, santé reproductive, VIH/SIDA, interventions contre le paludisme, migration et urbanisation et gestion des ressources en eau. La croissance démographique a été perçue comme une préoccupation non seulement en Tanzanie, mais dans toute la région. Les chercheurs se sont prononcés sur l'impact de la croissance démographique rapide sur l'environnement et le développement. Une autre séance s'est penchée sur l'immigration et l'urbanisation en Tanzanie, en analysant une gamme de problèmes dont le bien-être des immigrés dans leurs pays d'accueil; l'impact sur le pays hôte, des politiques gouvernementales en matière du développement rural; et le bien-être des Massai, peuple traditionnellement nomade mais qui alimente de plus en plus le flux migratoire vers les villes. La pénurie des terres dans les zones rurales a été identifiée comme l'un des facteurs alimentant l'exode vers les zones urbaines tandis que les fonds envoyés par les immigrés vers les zones rurales constituaient un stimulus important pour les ménages ruraux. Les conférenciers ont appris que bien que le gouvernement tanzanien ait essayé par le passé de limiter l'exode rural, cette stratégie semble avoir échoué.

Un sujet qui a suscité la polémique vive était l'intégration de l'éducation sexuelle dans le programme scolaire. Les participants ont appris que bien que la mobilité des enseignants et l'indisposition des parents constituaient un défi au programme, ces défis ne sont pas insurmontables. Autre sujet évoqué était le suivi et l'évaluation du programme. Les participants ont appris que les statistiques comme le nombre d'enseignants formés et celui d'élèves couverts sont destinés à des fins d'évaluation et les responsables pédagogiques locaux ont assuré l'intégration de la santé sexuelle et reproductive dans le programme scolaire.

Des présentations sur le VIH/SIDA ont analysé la prévalence du VIH au Zanzibar; le comportement sexuel des étudiants des universités; et l'entrejeu de la pauvreté, l'éducation et le VIH/SIDA. Les chercheurs ont attribué le taux de prévalence relativement faible au Zanzibar (par rapport à la Tanzanie continentale) à des nivaux élevés de circoncision des hommes et l'acceptante de la polygamie sur l'île. En ce qui concerne le comportement sexuel des jeunes personnes, les conférenciers ont appris que les étudiants des universités ont une disposition négative vis-à-vis l'usage des préservatifs. Près de 40 pour cent des étudiants interrogés ont affirmé n'avoir pas l'intention d'utiliser les préservatifs bien que ces étudiants soient exposés à l'information relative aux risques du VIH et l'efficacité des préservatifs comme moyen de prévention.

Il s'est avéré, après évaluation de la participation de communautaire dans la gestion des ressources en eau, que la gestion de telles ressources peut être confiée aux membres de la communauté. Cependant, la définition de « participation communautaire » a donné lieu à des interrogations, ce qui a mené certains conférenciers à mettre en garde contre le risque d'un terme « passe-partout » à multiples interprétations, comme fut le cas avec « intégration des gendres. »

Recommandations principales:

- Toute recherche doit spécifier son contexte et conceptualiser des termes comme « participation communautaire», «intégration des gendres » et « pauvreté ».
- Le gouvernement tanzanien devrait formuler

des politiques visant à développer les communautés rurales et à résoudre le problème de l'exode rural.

- Il nécessaire d'intensifier la recherche en vue de mieux comprendre les variations des taux de prévalence en Tanzanie et partout dans le continent.

Croissance démographique, pauvreté et bien-être

Il y a eu neuf séances dans le cadre de ce sous thème dont un débat sur la croissance démographique, les liens entre croissance démographique et pauvreté et les rapports entre croissance démographiques et les OMD. Au total, il y a eu trente-et-une communications.

Des communications ont identifié l'usage insuffisant de la contraception et la non évolution de l'âge de mariage et, dans certains pays comme le Kenya, une augmentation du taux de mortalité infantile. Ayant conclu que le rapport entre le VIH/SIDA et les variations des taux de fécondité est plutôt flou, les participants ont recommandé l'intensification de recherche en vue de mieux saisir ce lien. De même, il a été conclu que l'effet des difficultés économiques sur le taux de fécondité n'a pas été prouvé de façon nette et consistent. Les chercheurs ont remis en question la théorie de la transition démographique comme cadre théorique pour étudier la baisse de fécondité en Afrique, et ont recommandé davantage de recherches en vue de définir un cadre pour la transition démographique en Afrique. D'autres chercheurs ont déploré la surconcentration des études quantitatives sur les intentions de fécondité au dépens des approches qualitatives détaillées et approfondies. Les chercheurs ont passé en revue les spéculations de Lesthaeghe dans le années 1980, selon lesquelles la fécondité en Afrique se stabiliserait aux alentours de 4 à 5 enfants, en raison du fait que les enfants constituent une prévoyance contre la vieillesse.

Le rapport entre population et croissance démographique a été largement abordé aux termes de ce sous thème. Il a été démontré qu'il existe un écart grandissant entre les niveaux de revenus des populations rurales et urbaines, avec des disparités correspondantes des taux de fécondité entre les populations rurales aisées et les populations rurales démunies. Le cas spectaculaire de l'Ethiopie a été cité à titre d'exemple. En effet, il existe un écart phénoménal entre le taux de fécondité d'Addis Abbéba et les zones rurales voisines. D'autres preuves apportées impliquaient une analyse de rentabilité du planning familial du point de vue des OMD. Cette analyse a démontré que le planning familial reste largement inaccessible en Afrique sub-saharienne, une situation qui a pour conséquence de nombreuses grossesses inopportunes et non voulues. Combler ce vide aidera les pays africains à atteindre les OMD, a-t-on affirmé.

Un débat dont le sujet était « la croissance démographique est-elle un atout ou un fléau ?»a été organisé par le comité scientifique sur la croissance démographique et le bien-être humain en Afrique de l'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population. Avancés par Mlle. Patience Stevens, les arguments contre la croissance démographique ont été basés sur les effets de la forte croissance démographique sur les ressources insuffisantes, l'impact des grandes populations sur les services sociaux et les systèmes sanitaires qui sont restés insuffisants par rapport à la croissance démographique. En revanche, selon le Professeur Francis Dodoo, partisan des principaux arguments en faveur de la croissance démographique, la fécondité élevée est un phénomène rationnel chez les familles africaines qui, tout en étant conscientes du contrôle de fécondité, préfèrent avoir environ cinq enfants. En outre, la fécondité élevée assure le capital humain requis pour lancer le développement économique du contient. En ce qui concerne le public, qui a participé au débat, les avis étaient partagés, comme l'a montré un vote à main levée.

Recommandations principales:

- Vue la pression démographique continue dont font objet plusieurs pays africains, il est nécessaire de freiner la croissance émographique ;
- Combler la demande élevée pour des méthodes de planning familial dont l'indisponibilité entraîne des milliers de grossesses inopportunes et non voulues;
- Les gouvernements devraient investir dans l'éducation des jeunes puisque une population instruite pourrait propulser les pays sur le chemin de la croissance économique
- Fournir un plus grand accès aux méthodes de contraception mâle afin d'assurer aux couples plus de choix.
- Intensification de recherche en vue de mieux saisir les lien entre fécondité et difficultés économiques, aussi bien que les liens entre la fécondité et le VIH/SIDA

Santé reproductive et planning familial

Dans le cadre de ce sous thème, qui a regroupé huit séances, environ vingt-deux communications ont été présentées dont, les enseignements à tirer de l'intégration du planning familial et les services du VIH/SIDA; les droits et choix en matière de santé reproductive; la méthode de contraception de protection mixte et double; et une attention particulière sur le planning familial au Kenya.

Les éléments de preuve apportés lors des séances ont

mis en exergue les avantages potentiels de l'intégration, dont le renforcement du système sanitaire, rentabilité, une demande accrue pour le planning familial et les services du VIH et une meilleure qualité d'information. Il a été signalé que les efforts sont en cours pour encourager l'intégration des services dans le cadre des modèles récents d'appui budgétaire. Toutefois, l'intégration semblait augmenter la charge de travail des fournisseurs de services et pourrait éventuellement marginaliser des maladies spécifiques. Les chercheurs ont également fait remarquer que de nouveaux modèles destinés à l'évaluation des programmes s'imposent en vue de faire face aux complexités des services intégrés. Les participants ont examiné les moyens de mieux impliquer les hommes dans les soins de santé reproductive et d'assurer la durabilité des programmes intégrés actuellement financés par les bailleurs des fonds.

Les droits et choix de la santé reproductive ont également constitué un autre sujet de discussion. Les communications de ces séances ont souligné les écarts criants entre les droits, la législation et la réalité. Cependant, il a été noté que le domaine de recherche étant relativement nouveau, il n'existe pas suffisamment de preuves. Il a été noté en particulier qu'il existe une appréciation erronée des droits relatifs à la santé reproductive dans le contexte africain. Pire, cette impression erronée est aggravée par de faibles niveaux d'instruction des femmes.

Les chercheurs et programmateurs ont exprimé leur inquiétude face à l'affaiblissement du programme du planning familial et son profil relativement bas dans le cadre des OMD. Les participants ont noté que le fait de combler le déficit en planning familial peut favoriser la réalisation des OMD en matière de santé maternelle et infantile. Un autre débat important a porté sur le besoin insatisfait et le peu d'attention consacrée à la nécessité de rendre accessible aux femmes les services planning familial post-partum. Au centre des discussion étaient les problèmes relatifs à comment mesurer le besoin, y compris de meilleurs moyens de collecte de renseignements sur les intentions de fécondité, et la nécessité d'améliorer la prise de mesures en vue de prendre en compte l'échec des contraceptives. Les participants ont également noté que l'infécondité constituait un problème souvent marginalisé en Afrique.

Également à l'affiche était la méthode de contraception double et mixte pour laquelle des preuves ont été fournies. Selon les communications, l'usage des préservatifs en Afrique sub-saharienne serait globalement restreint et limité aux jeunes célibataires sexuellement actifs. L'usage des préservatifs parmi les jeunes hommes était considéré comme une protection contre les MST et le SIDA. Les moyens d'encourager l'usage accru des préservatifs ont été examinés, y compris l'usage des préservatifs pour la prévention de grossesse. Il y a eu une discussion sur les conclusions plutôt contradictoires proposées: alors que certaines études qualitatives faisaient état d'un usage des préservatifs peu répandu, d'autres indiquaient une tendance à la hausse. Il a été noté que la facilité d'accès et l'anonymat associés aux programmes de marketing social, la crainte des effets non-désirés des méthodes hormonales et la rareté des rapports sexuels, entre autres, ont une préférence pour les préservatifs par rapport à d'autres méthodes de contraception. Les concepteurs des programmes sont encouragés à effectuer un changement d'attitude vis-à-vis la contraception et l'usage des préservatifs. Les participants n'ont pu s'empêcher de noter que la plupart de communications étaient consacrées aux filles et peu de recherches semblaient avoir abordé l'infécondité et la conception assistée.

Recommandations principales :

- créer de clairs systèmes de suivi et d'évaluation en vue de déterminer l'efficacité et efficience des services intégrés;
- Les services de santé reproductive doivent être financés avec des ressources locales au lieu de l'actuelle dépendance absolue sur les fonds externes.
- Le planning familial devrait se repositionner sur le programme de développement.
- rectifier la méthode de contraception mixte faussé par encourager les méthodes terminales pour les couples en fin d'accouchement.
- S'adresser au problème des besoins insatisfaits en assurant un meilleur accès à la contraception à des femmes souhaitant retarder ou mettre fin à l'accouchement.
- mener des recherches sur la fécondité en vue de résoudre le problème à l'aide des programmes adaptés.

Conséquences de la migration et de l'urbanisation sur le développement

Au total dix-neuf communications ont été présentées dans le cadre de ce sous thème. Les domaines abordés étaient: conséquences de l'urbanisation rapide et de l'immigration interne; immigration internationale et ses conséquences; populations dans des situations de conflit. Lors des séances de ce sous thème, les participants étaient globalement de l'avis que l'immigration a été reléguée au second plan. Aux dires d'un professeur, « lors de la cérémonie d'ouverture de cette conférence, il n'y a pas eu de discours d'ouverture accentuant les problèmes émergeants de l'immigration ». Les conférenciers ont également noté que l'immigration est le troisième plus important composant d'évolution démographique et que son lien

dynamique avec la mortalité, fécondité et santé reproductive n'avait pas été pleinement analysé.

Il a été noté que bien que ni l'immigration interne ni l'immigration internationale ne constitue un nouveau phénomène, il existe peu d'information sur leur impact sur les ménages, les communautés et les pays. Les communications sur l'immigration internationale ont porté sur les envois de fonds. Toutefois, il a été noté que les envois de fonds étaient souvent sous-estimés puisque d'importantes sommes d'argent étaient souvent envoyées par des voies informelles ou par personnes interposées. Autre idée au centre des discussions est le déplacement international des étudiants en Afrique et dans le monde. Le manque de données constituait un obstacle majeur à une estimation juste des déplacements estudiantins. Lors des discussions, il a été noté que les études sur « la fuite des cerveaux » comme les professionnels de santé se sont limités à analyser le nombre de départs au niveau des pays individuels, sans privilégier la gamme des effets dynamiques sur la formation et les marchés de travail. De même, la contrebande et le trafic de femmes et de mineurs ont été reconnus comme des problèmes mondiaux dont les conséquences touchent un matrice de pays d'origine, pays transitaires et pays de destination en matière des relations internationales, de sécurité et d'économie. Toutefois, les données sur l'ampleur du problème n'étaient pas disponibles. Peu de communications présentées ont abordé l'impact social de l'immigration internationale.

Bien qu'il ait été reconnu qu'il existe un rapport entre l'immigration et la santé, les éléments de preuve apportés étaient plutôt restreints et ne se prêtaient pas souvent à la généralisation. A titre d'exemple, il existe une base de connaissance inadéquate sur le lien entre les maladies du VIH et l'immigration. L'on a également identifié l'absence de distinction entre l'immigration des hommes et celles des femmes comme un autre écart de recherche. En effet, des recherches menées dans d'autres régions du monde (Asie du Sud-Est, par exemple) précisent que les déterminants et les conséquences peuvent ne pas être identiques.

En conclusion, l'immigration, qu'elle soit volontaire ou forcée, légale ou clandestine, interne ou internationale, constitue un processus de plus en plus complexe régi par des environnements historique, géographique, économique et politique. La recherche sur l'immigration est entravée par le manque de données d'intérêt chez les spécialistes des sciences sociales.

Recommandations spécifiques :

- Les bailleurs des fonds devraient appuyer des recherches sur la migration et l'urbanisation.
- Les gouvernements devraient porter l'attention sur les données relative à l'immigration générées par leurs statistiques et utiliser les renseignements en vue de re-examiner les politiques d'immigration.
- Les chercheurs devraient développer des méthodes pour estimer l'ampleur du trafic humain.
- L'intensification de recherche en vue d'apprécier la féminisation de l'immigration et les conséquences de l'émigration des étudiants.
- La recherche doit évaluer les conséquences de l'exode des professionnels de santé de l'Afrique sub-saharienne.

Santé maternelle et survie de la petite enfance et développement

Sept séances regroupant vingt-cinq communications ont été organisées dans le cadre de ce sous thème. Au nombre des sujets abordés figurent l'évaluation des programmes de santé infantile, les progrès réalisés par des pays par rapport aux OMD, les approches communautaires pour améliorer la santé infantile et maternelle, la protection et développement de l'enfant, l'accès inégal aux services de santé maternelle et les problèmes liés à la méthodologie pour estimer la mortalité maternelle.

Plusieurs auteurs ont relevé le manque de progrès dans la lutte contre la mortalité infantile dans certains pays d'Afrique. Toutefois, il a été noté que des problèmes de données ont été identifiés dans certains pays (e.g. Ghana) où la tendance à la baisse a été interrompue, ce qui pourrait mener à conclure que ce manque de progrès pourrait être dû à une sous-estimation de la mortalité infantile dans les enquêtes précédentes. Une enquête sur la mortalité périnatale a montré que le manque de progrès par rapport à la réduction de la mortalité infantile au Kenya pourrait être réal, avec une proportion importante de mortinaissances et de naissances avant terme probablement dû au VIH et au SIDA.

Le travail des enfants est un domaine sur lequel il n'existe pas assez de recherches. Une des communications a révélé certains dangers auxquels sont exposés les enfants travaillant dans l'industrie de pêche. L'exposé a révélé les tensions associées au travail des enfants – le survie contre les droits – et a préconisé la sensibilisation des communautés sur les questions liées à la protection des enfants.

Cinq communications ont abordé les interventions de proximité visant à améliorer la santé infantile et maternelle. La plupart de ces communications n'ont fourni que des résumés des programmes communautaires. La plupart de ces programmes n'ont pas fait objet d'une évaluation soignée permettant

l'identification des meilleures pratiques ainsi qu'une appréciation de ce qui marche et ce qui ne marche pas. Les participants à ces séances se sont déclarés en faveur de l'institution d'un cadre pour définir et évaluer la participation des communautés à des interventions sanitaires.

Quatre présentations ont centré sur les inégalités d'accès aux services de santé en Afrique. La moitié des accouchements ont lieu hors des institutions de santé tandis que la plupart de femmes n'ont pas accès aux soins post-partum. Bien que le rapport population-services de santé est moins élevé dans les zones urbaines que dans les zones rurales, il existe une population fine urbaine grandissante (les pauvres urbains) de plus en plus marginalisée. Les chercheurs ont également relevé que bien que certains pays aient mis en place un service des soins obstétriques d'urgence pour faire face aux défis de la mortalité maternelle, il existe encore des iniquités en ce qui concerne ces services, auxquels une proportion importante de la population n'a qu'un accès limité. Une étude à dessein quasi expérimental a démontré, preuve à l'appui, l'importance des accoucheuses traditionnelles pour la réalisation du 5ème OMD en Afrique subsaharienne.

Déterminer les taux de mortalité maternelle en Afrique a toujours été un défi. Quatre communications ont été présentées sur quelques unes des approches méthodiques basées sur des sources de données existantes, ainsi bien que sur des nouvelles approches de collecte des données. Il apparu clair que les données et renseignements générés par des recensements peuvent servir à estimer les décès maternels. Bien que le ??? soit la source principale d'estimations, ses faiblesses et biais n'ont pas été reconnus. Il a été accepté que des systèmes d'enregistrement complets et vitaux constituent la meilleure source pour les statistiques sur la mortalité maternelle.

Recommandations principales :

- Les gouvernements devraient améliorer les systèmes d'enregistrement et de renseignement sanitaires vitaux en vue d'assurer la justesse des estimations de mortalité maternelle.
- Le prochain cycle des recensements et d'enquêtes doit viser à améliorer l'accès aux services de santé infantile et maternelle chez des personnes démunies.
- Les Programmes doivent viser à améliorer l'accès aux services de santé infantile et maternelle chez des personnes démunies.
- Les chercheurs doivent savoir pourquoi la distance à parcourir pour accéder à ces services semble constituer un obstacle dans certains pays mais pas dans d'autres.

Etudes et emploi

Ce sous-thème a regroupé cinq séances de quinze présentations au total, dont l'évaluation des interventions en faveur de la promotion des études ; l'évaluation des politiques d'éducation, la scolarité des enfants pauvres dans les centres urbains ; la violence dans les écoles, et l'effet du VIH/SIDA sur les résultats scolaires. En ce qui concerne l'évaluation des politiques et des interventions, le manque d'un budget de base constituerait un facteur restrictif pour la plupart des études présentées. Néanmoins, des résultats importants (des recherches) ont été présentés et des recommandations faites.

Les recherches menées sur les enfants pauvres de la ville montrent que les familles de ces enfants payent souvent des frais de scolarité pour une éducation de qualité inférieure dans les bidonvilles, tandis que les enfants des familles aisées ont accès gratuit à l'éducation primaire. De par l'expérience des pays de l'Afrique de l'Est, l'interdiction de ces écoles n'est pas la solution puisque ces familles n'ont pas souvent le choix. Au contraire, les gouvernements doivent travailler avec les propriétaires de ces écoles en vue d'améliorer la qualité d'enseignement. Les questions de violences dans les écoles ont également été abordées, avec à l'affiche, les expériences de l'Ouganda où un projet de signature d'un accord sur la sécurité à l'école a été conçu pour enseignants et élèves à titre d'essai. Cela a provoqué une vive discussion sur l'importance accordée aux garçons comme auteurs des violences contre les filles alors que les garçons sont aussi vulnérables.

Les discussions portant sur effets du VIH sur la scolarité ont centrées davantage sur les enfants que sur les enseignants. La plupart des présentations ont utilisé le terme « vulnérabilité” sans le définir dans le contexte de leurs études. Généralement, il a été relevé que le VIH et le SIDA ont un effet dévastateur sur la fréquentation des écoles dans les pays comme le Swaziland, le Malawi, l'Ouganda, et la Zambie. Toutefois, un certain nombre de présentations n'ont pas pris en compte la situation socio-économique des foyers dans leur analyse des résultats scolaires des orphelins de sorte que leurs conclusions sont peu robustes. Une autre question relative à la méthodologie était celle des échantillons trop petits aboutissant à des résultats statistiquement non significatifs.

Les chercheurs ont présenté les résultats des analyses en vue d'examiner les bénéfices accrus à l'enseignement et ont conclu qu'il y a un effet bénéfique sur les études au niveau individuel, surtout pour l'enseignement secondaire. Ceux qui ont réalisé des études secondaires sont beaucoup mieux placée pour trouver un emploi de bureau mieux rémunéré que leurs homologue dont le niveau d'instruction est moins élevé. A l'aide des simulations, une présentation sud-africaine a montré la

race constitue un facteur clé: les enfants noirs ont moins de chance d'avancer à l'école secondaire. Au nombre des éléments qui déterminent l'accès ou non à l'école secondaire en Afrique du Sud figurent la qualité des études primaires et le revenu familial. Les enfants noirs sont justement défavorisés par rapport à ces éléments.

Recommandations Clés

- Les chercheurs devraient se servir des méthodes robustes dans l'évaluation des interventions. L'usage des valeurs de base pour la comparaison est primordial.
- Les orphelins ne constituant pas un groupe homogène, certains orphelins sont plus vulnérables que les autres. Par conséquent, les programmateurs et chercheurs devraient en tenir compte.
- Les chercheurs devraient porter plus d'attention sur le contexte d'étude lors de l'analyse des résultats de leurs projets et lors de la formulation des recommandations décisionnelles.
- Les gouvernements devraient travailler avec les propriétaires des écoles informelles en vue d'améliorer leur niveau, plutôt que de ne rien faire ou de fermer ces écoles.
- l'enseignement primaire performant est indispensable à la progression des élèves et à leur travail à l'école secondaire et au-delà.
- La scolarisation étant cruciale pour le continent africain, aucun effort ne doit être épargné pour assurer à chaque enfant l'accès à l'enseignement primaire, au minimum

Le VIH/SIDA

Dans le cadre du sous thème du VIH/SIDA, trente six présentations au total ont été faites en neuf séances. Pour ces discussions il s'agissait d'identifier les facteurs qui sont à la base des écarts des taux de prévalence du VIH aux niveaux national et sous national. La détermination des taux de prévalences et le changement de comportement ; les effets du VIH/SIDA sur la fécondité, les effets sur les enfants et les personnes âgées ; le dépistage volontaires. Il y a eu des discussions vives sur le dépistage volontaires en faveur de, et contre la ligne directrice de l'OMS portant sur le «la liberté de participer ou non ». Les chercheurs ont également signalé des expériences visant à encourager davantage des couples célibataires à recourir au dépistage volontaire (ex : encourager les couples à subir ensemble un examen prénatal en Zambie), et une évaluation qualitative d'un programme semblable au Malawi rural, qui semblait réussir à convaincre les couples à passer ensemble le test du VIH. Les questions déontologiques du dépistage comme le traitement des personnes séropositives étaient également au centre des discussions.

Les chercheurs ont aussi présenté un travail sur les orphelins et leur placement en famille d'accueil tout en soulignant l'existence d'un système de soutien à la famille très élargie en Afrique. Il n'y avait pas de preuves pour soutenir la pensée que les orphelins ont très peu de chance d'aller à l'école et les chercheurs ont été déconseillés de faire une généralisation à l'emporte-pièce sur le bien-être des orphelins. Les participants ont discuté de la différence entre les orphelins sidéens et les autres orphelins, et se sont demandés s'il est approprié de tenir compte de cette distinction pendant la prise en charge. Par exemple, ils ont discuté de la méthodologie, les voies et moyens pour définir le placement familial dans le contexte africain, où la pratique est très courante, et comment estimer le nombre d'enfants orphelins.

Un sujet qui n'a pas fait objet de beaucoup de recherches est l'effet du VIH/SIDA sur le bien-être des personnes âgées en Afrique. Les chercheurs ont montré qu'il y a une augmentation du nombre d'enfants placés sous les soins des grands-parents prennent au Kenya, en Zambie, et en Afrique du Sud. Ils ont également discuté des personnes âgées qui disent être inquiète d'avoir à s'occuper des orphelins et des personnes infectées. L'absence des recherches sur le bien-être global des personnes âgées en Afrique a rendu difficile l'évaluation du vrai effet du VIH/SIDA sur ces sous-groupes.

Des modèles pour estimer l'effet du VIH/SIDA ont été présenté et débattus lors des séances de VIH/SIDA. Les conclusions de recherches présentées lors des séances attestent à l'importance des analyses à multiples variants, en tenant compte éventuels confondeurs lors de l'estimation de différentiels et d'impacts. Par exemple, les écarts régionaux dans la prévalence du VIH en Zambie étaient en partie en raison des différentes structures d'âges ; et l'effet de l'éducation au Cameroun a été éliminé après vérification d'âge et d'autres caractéristiques de fond. L'accent a été mis sur l'importance de posséder de vraies données pour évaluer les effets du VIH et du SIDA. En effet, bien que les modèles soient utiles pour présenter divers scénarios, ils ne sont capables de capter le comportement humain, surtout les partenariats et le comportement sexuel. Les méthodes longitudinales ont été considérées comme très importantes pour la compréhension des effets du VIH/SIDA. A l'aide de cette approche, une baisse de fécondité a été enregistrée au Malawi rural chez des personnes informées de leur séropositivité

Recommandations clés.

- Des méthodes pour mieux comprendre les effets sociaux, démographiques et économiques du

VIH/SIDA s'imposent.

- Des analyses à multiples variants, qui permettent aux chercheurs de prendre en compte des confondeurs potentiels, sont essentiels pour l'évaluation des vrais effets du VIH/SIDA.
- l'intensification de recherches en vue de comprendre le bien-être des personnes âgées et les effets du VIH et du SIDA sur cette sous population.
- Définitions une acception unique de « personnes âgées » afin de faciliter les comparaisons d'études.
- La prise en charge des enfants orphelins ne doit pas être aux dépens des orphelins non-sidéens.
- Lesprogrammes doivent encourager le dépistage volontaire, et doivent essayer des méthodes novatrices telles que ; encourager les hommes à faire se faire dépister au VIH en même temps que leurs épouses enceintes

La Transition Sanitaire

Il y eu environ vingt présentations réparties en sept séances dans le cadre de ce sous thème et. Les présentations ont abordé la question des personnes âgées et les voies et moyens pour mesurer leur bien-être, la mortalité des adultes, la transition épidémiologique, et le paludisme. Faute des systèmes d'enregistrement essentiels complet dans presque tous les pays africains, la mortalité des adultes doit être estimée par le biais des recensements et d'enquêtes menées auprès de ménages. Plusieurs présentations ont montré que les estimations fournies par les recensements et les enquêtes auprès de ménages sur la mortalité de l'année précédente produisent des résultats assez cohérents.

L'appréciation du bien-être des personnes âgées en Afrique a fait le sujet d'une autre séance. Les chercheurs ont signalé le décès d'un nombre grandissant avant leurs parents, une situation qui découle de l'épidémie du VIH. L'effet économique du VIH/SIDA aurait touché le bien-être des personnes âgées. Même en Afrique du Sud où il existe des régimes de retraite non contributifs, les besoins des personnes âgées dépassent les pensions de retraite.

La transition épidémiologique, qui explique l'évolution de la morbidité dû à des maladies largement transmissibles vers une proportion élevée de maladie non transmissibles, a été au centre des discussions pendant une séance. Les preuves présentées ont attestent la montée des maladies cardio-vasculaires, le diabète et l'hypertension dans les grandes villes d'Afrique du Sud et de Maroc. Ceci est un nouveau domaine de recherche en Afrique.

Recommandations clés

- Utilisation éventuelle des renseignements obtenus des recensements et des enquêtes de l'année précédente pour estimer les tendances de mortalité chez les adultes. Des estimations provenant de plusieurs sources sont requises pour assurer la cohérence des estimations de mortalité.
- Intensification des recherches sur le bien-être des personnes âgées en vue de bien évaluer la situation des personnes âgées et l'effet du VIH/SIDA.
- Intensification de la recherche en vue de mieux saisir la transition épidémiologique en Afrique pour mieux aider les gouvernements à résoudre le problème de double fardeaux que sont les maladies transmissibles et non transmissibles.

Comportement Sexuel et Sexualité

Trente présentations regroupées en neuf séances ont été présentées aux termes de ce sous thème. Les présentations ont examiné le comportement sexuel des adolescents et couples mariés, La violence par sexe, le comportement sexuel masculin, et l'intersection des systèmes modernes et traditionnels de l'éducation sexuelle. Des témoignages provenant de certaines parties du Nigeria indiquent que les rapports de pouvoir dans les partenariats sexuels sont plus égaux chez les couples qui communiquent fréquemment. Quant à la question des rapports en dehors du mariage, les témoignages du Nigeria et de Tanzanie ont montré que les hommes qui ont eu des rapports sexuels avant l'âge de 18 ans et ceux qui sont toujours ivres sont plus susceptibles d'avoir des rapports sexuels hors mariage que les autres.

Comme prévu, les questions de violence par sexe et de contrainte sexuelle ont été source de polémique, une situation aggravée par définitions divergentes de « violence par sexe » et « contrainte sexuelle. Les participants ont discuté de la répugnance générale des femmes à exposer les abus sexuels et violences perpétrées par leurs partenaires, ce qui ne fait qu'encourager le comportement violent chez ceux-ci. Un point de vue qui fait objet de consensus est que la responsabilisation économique des femmes est un facteur favorisant l'égalité de sexes.

Il a été relevé que malgré le nombre élevé d'adolescents sexuellement actifs sur le continent, la contraception est peu pratiquée. Pour certaines filles adolescentes, initiation sexuelle et grossesse ne sont que des moyens pour se garantir une proposition de mariage. Cependant, à l'ère du VIH/ SIDA, les rapports sexuels non protégés sont assortis de gros risques. Les chercheurs ont relevé que dans plusieurs pays africains,

les adolescents ne se confient pas souvent aux adultes ne ce qui concerne leurs besoins en santé reproductive, en raison des tabous socioculturels. Des expériences relatives aux programmes d'éducation sexuelle par le bien des contes populaires au Nigeria semblaient approfondir les connaissances et encourager la communication entre les élèves de du primaire et leurs parents. Ceci est l'une des évaluations de programme adéquate signalées lors de la conférence. Les analyses qualitatives et quantitatives ont montré l'importance du contexte et de l'environnement dans lesquels grandissent les adolescents. Par exemple, des témoignages du Cameroun ont montré que les adolescents issus de familles stables à deux parents sont moins susceptibles de s'initier au sexe que d'autres adolescents. Bien que plusieurs présentations aient péché par des échantillons peu représentatifs de leurs pays ou région, celles-ci ont fait des recommandations générales pour l'ensemble du continent.

Recommandations clés:

- Vu la divergence d'opinion sur l'abus sexuel et la coercion, il y a lieu de définir des cadres et des acceptions moins controversés.
- Assurer aux davantage de renseignements sur la santé sexuelle et reproductive en vue les protéger contre les conséquences non souhaitées du comportement sexuel.
- Exécution d'efficaces programmes visant à promouvoir des comportements et pratiquent en matière de santé et sexe.
- Encourager les hommes mariés à rester fidèles à leurs partenaires sexuelles. Améliorer la communication conjugale pourrait améliorer les rapports de force et la fidélité dans les unions conjugales.
- Les chercheurs doivent éviter des généralisations et conclusions hâtives, surtout en cas de petits échantillons peu représentatifs.

Famille, genre et foyers

Au total trente-et-une présentations regroupées en neuf séances ont été organisées dans le cadre de ce sous thème, dont des domaines clés comme cohabitation et mariage, VIH/SIDA et familles, le évolution des structures et rôles socioéconomiques des foyers, iniquité et inégalité des sexes et les liens entre les questions relatives au de genre et la réalisation des OMD. Le mariage est fondamental à l'appréciation non seulement des dynamiques de population mais aussi les dispositions de vie des familles et des foyers. Trois présentations ont mis en exergue la transformation du mariage en Afrique sub-saharienne. Selon les discussions, le divorce, le remariage, les nouvelles modes de cohabitation seraient des menaces émergeants auxquelles font face des familles et des foyers, et qui déstabilise la structure familiale traditionnelle.

Les présentations ayant utilisé des données quantitatives pour analyser les modes de mariage ont préconisé la ré-examination urgente des données relatives aux études sur le mariage en Afrique. De toute évidence, le mariage en Afrique est un processus plutôt qu'un événement ponctuel à un moment donné. Les facteurs qui influent sur le mariage sont variés, englobant des questions socio-économiques relatives au changement de comportement, qui à leur tour influent non seulement sur la structure familiale mais aussi sur les orphelins et le VIH/SIDA. D'autres facteurs qui changent la formation et dissolution des foyers sont les conflits et la migration.

Le manque de données sur le mariage a été désigné comme un facteur restrictif dans l'étude du mariage. Cependant, une étude explicative utilisant des données du DHS a montré que des informations considérables existent pouvant servir à examiner des typologies des foyers, l'appartenance ethnique et certaines influences fondamentales qu'exercent les évaluations de foyer sur les questions de fécondité et de santé reproductive.

Recommandations Clés

- Les chercheurs devraient définir des cadres pour l'étude des typologies de foyers et familles et des déterminants qui sous-jacent l'évolution de la formation et la dissolution des familles.
- Les chercheurs sont encouragés à se servir des données qui existant pour évaluer et modeler les structures des foyers et des familles et les effets sur la fécondité et la santé reproductive.

Population, environnement, et développement durable

La dynamique de la population, la pauvreté, le changement environnemental est liés par plusieurs mécanismes sociaux et économiques à des niveaux géographiques différents. La plupart des théories sur le lien entre population et environnement sont expliquées essentiellement par rapport à l'usage des ressources agricoles, bien que ceci pourrait s'appliquer à toute catégorie de ressources naturelles. Au total il y a eu dix-sept présentations sur les thèmes suivants : population et changement environnemental en Afrique ; preuves des pressions Malthusiennes sur l'agriculture de subsistance ; population et ressources en eau ; réalisation des OMD par la réduction des iniquités ; et le besoin en capital humain pour réaliser les OMD en Afrique.

Bien que cela ait été la préoccupation majeure de la

dernière décennie, pratiquement aucun effort n'a été fait pour mener des recherches dans ce domaine. Un certain nombre de pays ont aussi intégré dans leurs programmes intersectoriels les questions relatives à la population, à l'environnement et au développement même si cela s'est avéré inefficace en raison de financement insuffisant.

Les présentations et les discussions qui ont suivi souligné la nécessité d'accorder plus d'attention au changement climatique et ses répercussions sur la population. Le changement climatique rapide semble impacter négativement sur la production alimentaire entraînant des conséquences néfastes impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les chercheurs ont mis en exergue l'importance des approches interdisciplinaires pour apprécier les liens entre la population et l'environnement. Par exemple, l'utilisation de GIS et de la télédétection était vivement recommandée.

Recommandations clés

- la recherche doit privilégier les rapports entre population, santé et environnement.
- davantage de financement pour la recherche en vue de mieux saisir l'effet de changement climatique sur le développement, la production alimentaire et l'environnement.
- Des progrmmes visant à mettre fin à la dégradation environnementale s'imposent de toute urgence.

Approches nouvelles et novatrices dans la collecte et l'analyse des données

Quatre séances ont été organisées sous ce sous-titre. Des documents ont été présentés sur thèmes suivants: L'appréciation des questions de santé et de la dynamique démographique à travers des systèmes longitudinaux de surveillance démographique, l'évaluation du degré de pauvreté et du bien être social, et des enseignements à tirer de la création et l'exploitation des systèmes d'état civil en Afrique. La multiplication des sites de surveillance démographique (SSD) pour la collecte des données longitudinales a été bien accueillie par les participants car ces sites représentent une source il a été convenu que les plates-formes SSD devraient examiner de plus près des problèmes liés à la fatigue des personnes interrogées et les avantages qui leur incombe.

Le manque de données adéquates pour l'évaluation des taux de mortalité et de bien-être social était le fil conducteur tout au long de la présentation. La triangulation du processus des recensements, les enquêtes menées sur des foyers et sur des données du SSD révèlent de nombreux cas de non déclaration de décès d'adultes et que les cas particuliers de décès étaient difficile à estimer en raison de l'insuffisance d'information sur la mortalité. Même dans les lieux où de nouveaux recensements se déroulent (Afrique du Sud), les certificats de décès sont de mauvaise qualité. De nouvelles approches innovatrices ont été présentées, par exemple la surveillance des sites d'enterrement afin d'estimer le taux de mortalité.

L'obstacle à l'appréciation des concepts comme la pauvreté, le bien être, et l'exclusion sociale a également fait objet de discussion aux termes de ce sous-titre. Plusieurs présentations ont employé des méthodes fiables pour déterminer comment la population locale comprend ces termes et comment la participation des communautés pourrait influer sur la collecte et l'interprétation des données. Les chercheurs ont présenté les résultats des initiatives visant à disséminer la recherche et d'impliquer le public dans le processus de recherche. Ils ont insisté sur l'importance de cet engagement à la surveillance à long terme.

Recommandations Clés

- L'importance de développer les systèmes de recensement en Afrique a été accentuée. bien que les recensements et les enquêtes au niveau des foyers puissent servir à estimer le taux de mortalité, ceux-ci ne sauront remplacer les registres d'état civil.
- Il est nécessaire d'utiliser convenablement les données issues de surveillance démographique pour analyser les tendances des indicateurs démographiques et aussi pour la suivie et l'évaluation des programmes de santé.
- La certification des décès est très médiocre et dépend de la bonne volonté des médecins. Des meilleurs enregistrements de causes de mortalité s'imposent afin d'identifier avec justesse les causes de décès.
- La définition des concepts comme la pauvreté et le bien être social exige des approches multidisciplinaires. Les chercheurs sont encouragés à appliquer de telles approches et à impliquer le public profane dans le processus de recherche.

Assemblée Générale de l'UAEP

L'Assemblée Générale de l'UAEP s'est déroulée en deux séances. Une première séance qui s'est tenue le 11 décembre 2007 et une deuxième le 13 décembre 2007. Lors de la première réunion, les membres du conseil de l'UEPA ont soumis à l'Assemblée Générale des rapports sur les activités de l'union depuis début de ses opérations en janvier 2004. Le président de l'UEPA, le Dr. Kofi

Nguessan a présenté une vue d'ensemble des acquis des quatre dernières années, y compris les réformes à aboutissant à l'attribution des pouvoirs exécutifs au Secrétaire Exécutif, avec pour résultat l'élaboration du nouveau plan stratégique pour la période 2007-2011. Le président a également informé l'Assemblée Générale du transfert du siège de l'Union de Dakar (Sénégal) à Accra (Ghana). Il a remercié les bailleurs de fonds qui ont financé les activités de l'union pendant cette période, y compris la Foundation Hewlett, FNUAP et SIDASARE. Il a aussi exprimé sa reconnaissance envers tous les bailleurs de fonds qui ont financé la Cinquième Conférence sur la Population Africaine.

Le Secrétaire Général, Dr Béchir Mongi a soumis un rapport sur les activités principales de l'Union, en l'occurrence :

1) L'organisation d'ateliers de formation technique pour améliorer les capacités de recherche ;
2) L'organisation d'ateliers avec des parlementaires afin de les sensibiliser et de les encourager à bien intégrer les questions de population dans leurs plans de développement.
3) L'organisation des séminaires sur les différentes questions démographiques, y compris la vieillesse, le VIH/SIDA et les questions de genre.
4) La publication de la revue biannuelles l'Etude de la Population Africaine.

L'union a également participé à plusieurs réunions et tables rondes organisées par l'Union Africaine, divers organismes de l'ONU, et d'autres associations partisanes de la population comme l'UIESP et Population Association of America, l'Association Américaine de la Population.

Le trésorier général, le Dr Laurent Assogba a présenté le rapport financier pour les quatre ans et les détails des fonds mobilisé par l'union en faveur de Cinquième Conférence sur la Population africaine. L'union a pu réunir une somme totale d'un million de dollars pour la conférence.

Le vice-président, Dr. Eliya Zulu a fait une présentation détaillée du plan stratégique 2008-2011, qui met en évidence les réformes visant à renforcer la capacité du secrétariat à bien coordonner les affaires de l'Union. L'Union s'est donnée la mission « d'être l'acteur principal de la transformation des questions démographiques au centre du processus de développement social en Afrique » Pendant ce temps, sa mission est : d'encourager la mise en réseau des scientifiques, décideurs et d'autres acteurs en vue d'améliorer les capacités de recherche et promouvoir des programmes et politiques fiables destinés à la population en Afrique. L'objectif primaire de l'Union est de promouvoir la recherche et l'application des résultats pour améliorer les politiques et programmes de développement et de population en Afrique. Les activités de l'union sont axées sur quatre domaines :

- Former la prochaine génération d'experts en matière de population.
- Promouvoir des politiques et programmes basés fiables.
- Promouvoir la visibilité des recherches scientifiques sur la population africaine.

Lors des discussions qui ont suivi la présentation du nouveau plan stratégique, les membres ont approuvé à l'unanimité les efforts du Conseil dans la création du plan stratégique. Toutefois, ils n'ont pas approuvé la proposition du Conseil visant à modifier la constitution et à élire un nouveau Conseil conformément aux dispositions du plan stratégique. L'Assemblée Générale a donné le feu vert au nouveau Conseil pour l'intégration des commentaires de l'Assemblé Générale dans la révision du plan stratégique et à l'amendement des textes constitutifs de l'Union

Le jeudi 13 décembre 2007, l'Assemblée Générale s'est consacrée à l'élection des membres du nouveau Conseil. Les personnes suivantes ont été élues membres du conseil :

- Président : le Dr. Eliya Msiyaphazi Zulu (Malawi) qui passe automatiquement du rang de vice- président à celui du président.
- Vice-président : le Dr. Jean-François Kobiane (Burkina-Faso)
- Trésorier: le Prof. Kofi Awusabo-Asare (Ghana)
- Secrétaire Général : le Dr. Anne Khasakhala (Kenya)
- Rédacteur en chef : le Prof. Cliffort Odimeguru (Nigéria)
- Représentant en Afrique Central : le Dr Gervais Beninguisse (Cameroun)
- Représentant en Afrique de l'Est : le Dr. Honorati Masanja (Tanzanie)
- Représentant en Afrique de l'Ouest : le Dr. Amadou Mouftaou (Bénin).
- Le représentant en Afrique du Nord : le Dr. Bouraoui Amir (Tunisie)
- Le représentant en Afrique du Sud : le Dr. Henry Doctor (Malawi).

Réunions en marge

La Cinquième Conférence sur la Population Africaine a également été le lieu de nombreuses réunions en marge initiées soit par des individus soit par des institutions. La liste des réunions en marge est la suivante :.

- S'abstenir de la Réalité : restrictions de l'USA

(R. Mugand, Actions Internationales pour la population)

- Questions démographiques émergents et leurs impacts sur le develeoppement économique : Opportunités et défis, Banque Africaine de Développement (P. Poukouta, BAD)
- La présentation du CEPED (W. Molmy, (CEPED)
- Vers une meilleure formation des cadres dans les Universités Africaines (C. Kabiru APHRC)
- La dissemination de preuves révolutionnaires sur la jeunesse et la prévention du HIV en Afrique sub-saharienne. Projet de protection de la prochaine génération (R. Oronje, APHCR)
- Echange des expériences de la Quatrième Conférence sur la Population Africaine (B. Massaoud ONFP)
- Seance spéciale du Fond des Nations Unies pour les activités de population (Samson Lamlenne, FNUAP)
- Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (Y. Hassan)
- Organisation Mondiale de la Santé (Akim Mturi)
- Association de la Jeunesse Tanzanienne (TAYOA)
- Les Chefs d'antenne nationaux de Coordination de la Population (B. Koyugi Agence National de Coordination pour la Population et le Developpement)
- Les présentations de la Banque Mondiale Sud. – (John May, Manque Mondiale)
- Connaître les droits sur la santé sexuelle et de reproduction chez les populations pauvres et vulnérables. – (Institut Hilary Standing pour l'Etude de Développement)

Rapports sur la réunion des parlementaires et des Chefs de Secrétariats de Population

Les personnages suivants ont participé à la réunion : L'honorable Gaudense Kayombe, Ministre adjoint de Planification, d'Economie et de Responsabilisation de la République Unie de la Tanzanie ; Dr. Eliya Zulu, Vice Président de l'UAEP ; et le Dr. Jotham Musinguzi, Directeur de Partenaires en Population et Développement (Partners in Population and Development), (Afrique). Au total, 13 parlementaires ont participé à la réunion. L'honorable Kayombe a exprimé sa joie à l'ouverture réussie de la conférence et au thème qui tombait à point. Il a dit avoir appris que alors que les gouvernements canalisent des ressources vers le développement des zones rurales, la pauvreté ne cesse de grandir dans les zones urbaines, une situation qui mérite de l'attention. Il a lancé un défi à ses collègues parlementaires de s'attaquer aux problèmes soulignés au cours de la conférence, surtout la croissance démographique rapide et les taux élevés de mortalité maternelle et infantile.

Dr. Zulu a parlé non seulement de l'importance d'intégrer les résultats des recherches à la formulation des politiques, et à la pratique mais aussi de la volonté des chercheurs à aider les décideurs politiques à obtenir et exploiter les preuves. Il a exprimé l'espoir que la conférence mettrait à la disposition des décideurs politiques de nouveaux témoignages les permettant avoir où obtenir des preuves de recherches pour les politiques et décisions.

Dr. Musinguzi s'est concentré sur les liens entre la recherche et la prise de décision. Il a mis en exergue l'importance de recherches dans les politiques et programmes, citant comme exemple l'introduction de l'éducation primaire gratuite en Ouganda, dont l'exécution s'est heurtée à des défis parce que les autorités du pays n'a fait aucune recherche en vue d'apprécier l'ampleur de ressources requises pour bien exécuter une telle politique. Il a lancé un défis aux chercheurs et aux décideurs politiques : les chercheurs ont la responsabilité de mener la recherche au profit des pour décideurs politiques, et les décideurs politiques devraient se montrer plus réceptifs aux résultats des recherches. Il a cité certains problèmes qui rendent certaines recherches inexploitables y compris l'utilisation des données peu fiable, mauvaise présentation, et des recherches ayant peu de rapport avec les réalités et défis de la région.

Dr. Musinguzi a intimé qu'étant donné que les parlementaires se font élire par ces mêmes personnes qui rencontrent les problèmes soulevés par les recherches, ils ont intérêt non seulement à lire mais aussi à comprendre les recherches en vue de renforcer leurs discours politiques avec des preuves. Il a conclu par affirmer que les décideurs politiques aussi bien que les chercheurs sont essentiels à l'appréciation des rôles des uns et des autres et au travail collectif requis pour relever les défis auxquels est confrontée la région.

Après la présentation du Dr. Musinguzi, la parole a été donnée à l'audience pour d'éventuels questions et commentaires dont les suivants :

- Certains ont exprimé la nécessité d'avoir des organisations reconnues qui fourniront des recherches crédibles au profit des décideurs politiques. En réponse, il a été noté que de nombreuses institutions de recherches et universités mènent des recherches crédibles. En outre, les organismes des Nations Unies et la Banque Mondiale fournissent aussi des travaux de recherches utiles à la formulation des politiques.
- La volonté politique est indispensable à la

résolution des problèmes auxquels font face leurs électeurs - ce qui manque actuellement. La classe dirigeante africaine privilégie les postes politiques au détriment des vraies questions de développement.

- Les parlementaires n'ont pas d'assistants en recherche pour leur faciliter l'accès aux travaux de recherche. De nombreux parlements en Afrique n'ont qu'un seul assistant en recherche censé servir tous les parlementaires, ce qui est impossible.
- L'accès aux données est coûteux. Toutefois, il a été noté que au cours des dix dernières années, l'Internet fournit de plus en plus d'accès gratuit à des données de qualité.
- Des rapports réguliers entre les décideurs politiques et les chercheurs s'imposent– une fois en quatre ans est insuffisant – tout comme la nécessité de créer des liens efficaces entre les décideurs politiques et les chercheurs.
- Il y a lieu de doter les universités de plus de financement destiné à la recherche.

Couverture Médiatique

74 journalistes ont assisté à la Cinquième Conférence sur la Population Africaine, dont la plupart venus de la Tanzanie (continentale et le Zanzibar), mais aussi des journalistes venus du Burkina Faso, du Niger, du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda, du Kenya, du Malawi et du Cameroun. Bien que les journalistes de la presse écrite aient été en majorité, on remarquait également une forte mobilisation des correspondants des médias électroniques. Le 9 décembre, le président du Comité National d'Organisation (M. Elisa Mjema), le président sortant de l'UEPA (le Professeur Kofi N'guessan) et le président du Comité Scientifique (le Professeur Nyovani Madise) se sont adressés aux journalistes. Ils ont défini les objectifs de la 5e Conférence sur la Population Africaine et ont répondu aux questions des journalistes sur l'état de la population africaine. Les trois ont également accordé des interviews individuelles diffusées sur les radios locales et internationales.

La presse écrite en Tanzanie a été parcourue chaque jour de conférence. Les organisateurs s'informaient sur de nombreux articles auprès des journalistes eux-mêmes pendant la conférence. Ils sont également rester en contacte avec les journalistes pendant les mois suivant et ont navigué l'Internet. Les journalistes et correspondants ont envoyé des dépêches dans leurs pays, ainsi assurant la couverture de la conférence Afrique de l'Est et de l'Ouest. En plus, la conférence a été diffusée au moins trois diffusions sur des grandes chaînes internationales (une fois en France, deux fois sur BBC World Focus on Africa).

En résumé, 89 reportages sur la conférence ont été identifiés dont :

- 52 dans la presse écrite locale de partout dans la région (en Anglais et Swahili).
- 7 dans la presse écrite francophone locale
- Au moins 15 à la télévision locale (en Anglais et Swahili)
- au moins 1à la télévision locale (en Anglais)
- 11 dans la presse écrite anglophones en ligne
- 1 dans la presse écrite francophone en ligne pour les agences de presse internationales
- Deux sur BBC World Focus on Africa (en Anglais et en Swahili)

Cérémonie de clôture

La 5e Conférence sur la Population Africaine a été clôturée le 14 Décembre 2008 par l'Honorable Shamsi Vuai Nahodha, Premier Ministre du Zanzibar. Les interventions des personnages suivants ont précédé celle de Monsieur le Ministre :

- M. Khamis Mussa Omar, Directeur de Cabinet, Ministre des Finances et des Affaires Economiques, Zanzibar
- Prof. Nyovani Madise, Chef Rapporteur
- Prof. Koffi N'guessan, Président de l'UEPA
- Dr. Eliya Zulu, Vice Président de l'UEPA
- L'Honorable Gaudence Kayombo, Vice Ministre de la Planification Economique, et de la Responsabilisation, République Unie de Tanzanie
- M. Elisa Mjema, Président du Comité National d'Organisation, Ministère de Planification Économique, et de la Responsabilisation, République Unie de la Tanzanie.

Les discours complets des dignitaires susmentionnés sont reproduits à l'Annexe 6. En voici un résumé :

Dans son discours de clôture, Excellence Shamsi Vuai Nahodha, Premier Ministre du Zanzibar, a revenu sur les conséquences largement discutées de la croissance démographique comme le rôle de la croissance démographique comme stimulant de la croissance économique, et l'argument contraire de ses conséquences négatives particulièrement sur les ressources naturelles. Il a remarqué que quelle que soit la position des participants, les débats sur les questions relatives à la population doivent se centrer non seulement sur les chiffres mais aussi la qualité de vie humaine. Il a réaffirmé la position de la Banque Mondiale selon laquelle l'éducation, surtout l'éducation des femmes, et l'accès à la contraception et aux services de santé reproductive serait une condition nécessaire à la réduction du taux de croissance démographique.

L'Honorable Shamsi Vuai Nathodha prétend que la croissance démographique et la pauvreté sont à la base des principaux problèmes environnementaux en Afrique, car au fur et à mesure que la population croît, les pauvres sont obligés à abuser des ressources naturelles pour des gains à court termes, avec des conséquences toujours plus néfastes pour l'environnement. Les résultats des problèmes de l'environnement ne sont pas seulement sentis au niveau local, mais aussi aux niveaux régional et international, a-t-il dit. Il a cité les exemples du fleuve Victoria et le Basin du fleuve Nil ou le Soudan et l'Egypte se rivalisent dans l'exploitation abusive de l'eau du Nil et que ces problèmes de l'environnement seront la source future des conflits internationaux parmi les pays qui partagent ces ressources.

L'Honorable Shamsi Vuai Nahodha, a rappelé aux participants que la conférence a eu lieu à un moment critique dans le développement de l'Afrique et aussi au moment où nous approchons le mi-chemin vers 2015, la date cible pour la réalisation des objectifs Millénaires de Développement. Son message principal est que les pays africains doivent réfléchir sur les répercussions de la dynamique démographique sur leur programme de développement puisqu' en Afrique sub-saharienne, la population croît très rapidement. Donc, afin d'accélérer la réalisation des OMD, les questions démographiques doivent être intégrées dans les politiques et plans de développement de l'Afrique. Mais il a averti que la réalisation des OMD ne sera pas possible tant que le VIH/SIDA et le paludisme se poursuivent sans relâche. Il a donc demandé à ce que les ressources soient investies dans les programmes de prévention surtout ceux des jeunes. En concluant son discours, il a rappelé aux participants que la conférence a été un mémo appel sur l'ampleur du VIH/SIDA et il est temps de l'aborder. Il a donc conseillé aux gouvernements africains, sociétés civiles et aux partenaires en développement de participer activement à la lutte contre ce fléau et libérer l'Afrique de la maladie. Selon lui, bien que la tâche soit difficile à remplir, il est possible de trouver un moyen si nous travaillons ensemble, comme le dit le proverbe, « vouloir c'est pouvoir ».

Pendant la cérémonie de clôture, le Chef de Cabinet du Ministère des Finances et des Affaires Economiques du Zanzibar, M. Khamis Mussa Omar a noté que si les résolutions de la Cinquième Conférence sur la Population Africaine pouvaient être intégrées dans les programmes nationaux de développement social et économique, y compris les OMD, ces actions seraient susceptibles d'accélérer la réduction de pauvreté et en fin de compte améliorer le bien-être du peuple africain. En particulier, les questions démographiques assument de plus en plus d'importance dans les plans de développement nationaux, même si cela n'a toujours pas été le cas par le passé. M. Mussa a salué, au nom du Zanzibar, la contribution continue de la communauté internationale au renforcement de capacité permettant l'intégration des questions démographiques dans la Stratégie pour la Croissance Économique et la Réduction de la Pauvreté du Zanzibar.

Le président de l'UAEP, le Prof. Koffi Nguessan, a remercié l'invité d'honneur et le Gouvernement Tanzanien pour avoir organisé la conférence. Il a également remercié les autres qui ont apporté leur concours à la conférence. Il a loué les participants pour leurs contributions de haute qualité et a exprimé l'espoir que le nouveau conseil de l'UAEP dirigera l'Union vers de grandes réalisations dans l'avenir. Le Président de l'UAEP a souligné la contribution du Professeur Elizabeth Annan-Yao, la Secrétaire Executive, pour ses efforts inlassables. En présentant le nouveau président de l' UAEP, le Dr. Eliya Zulu qui conduira les affaires de l'Union de 2008 à 2011, il a encouragé tous les membres de lui donner leur soutien afin que se réalisent les réformes lancées visant à renforcer l' UAEP. Il a conseillé au Dr. Zulu d'oeuvrer de sorte que l'UAEP soit effectivement au service de l'Afrique et ses leaders dans la recherche des stratégies appropriées pour le développement. Il a également conseillé aux parlementaires et aux responsables politiques présents à la conférence d'aider l'Union à nouer un dialogue avec les gouvernements sur la population et le développement.

Le nouveau président de l' UAEP, le Dr. Eliya Zulu a débuté sa présentation par citer des exemples des difficiles décisions que l'Afrique doit prendre pour freiner la croissance démographique et tout en stimulant le développement. Il a demandé aux leaders de faire le choix entre un milliard d'habitants illettrés, pauvres, vivant dans des circonstances économiques désastreuses et un milliard d'habitants instruits à même de contribuer au développement économique. En ce qui concerne l'urbanisation rapide, il a déclaré que l'Afrique a le choix entre des villes où règnent l'insécurité, la pauvreté et des conditions de santé précaires, et des villes motrices de croissance économique et l'industrialisation. Selon le Dr Zulu, bien que les participants à la conférence aient accepté de travailler ensemble pour faire face à ces réalités, l'expérience passé montre qu'il n'existe qu'un dialogue très limité entre les chercheurs et les utilisateurs potentiels des résultats de leurs recherches. Par conséquent, il souhaiterait voir l'UAEP faciliter les partenariats entre les scientifiques, les décideurs politiques et d'autres partenaires en vue d'améliorer la production de recherches et leur utilisation dans la formulation des politiques.

Dr. Zulu s'est engagé à poursuivre les reformes approuvées par le Conseil sortant de l'UAEP. Il a promis

particulièrement de continuer les suivants :

- Le renforcement des capacités administrative et financière du secrétariat ainsi que sa capacité à mobiliser des fonds ;
- Le renforcement des programmes de l'Union visant à former la prochaine génération d'experts en matière de population, par le bien de dons, d'ateliers de formation technique et de séminaires.
- Le renforcement des liens entre l'Union et les institutions nationale et régionale de formation et de recherche, dans le but d'encourager la propagation d'informations.
- L'application améliorée des recherches à la formulation de politiques, la conception et l'exécution des programmes, tout en facilitant le partenariat entre les chercheurs, les initiateurs de programme et les décideurs.
- Accroître la visibilité des recherches sur la population en Afrique par une meilleure qualité et disponibilité de la revue Etudes de la Population.

Le rapporteur, Prof Nyovani Madise a présenté un résumé des délibérations. Depuis la journée de la Tanzanie, le message clé des décideurs est devenu la résolution des questions de croissance rapide de la population ; le développement des zones rurales afin de minimiser l'exode rural ; et la résolution des problèmes de pauvreté dans les grandes villes.

Prof Madise a signalé que dans l'intension d'atteindre les objectifs millénaires de développement, le planning familial a été mis à touche malgré les évidences qui existent sur la manière dont le planning familial peut contribuer à atteindre les objectifs millénaires de développement. Elle a aussi ajouté que l'arrêt du déclin de la fécondité est le résultat de l'affaiblissement et le mauvais financement des programmes de planning familial en Afrique, mais qu'il n'était pas sûr si la crise économique a eu des impacts sur la fécondité ou non. Les chercheurs ont été encouragés à analyser cette association davantage.

En résumant la séances sur la migration, Prof Madise a fait remarquer que la petite étude faite au niveau de la migration était centrée sur l'Afrique Occidentale et l'Afrique du Sud avec un tout petit regard sur l'Afrique Centrale. Elle a aussi noté que les données sur la migration internationale de la région étaient entrecoupées. Les gouvernements ont été encouragés à fournir de telles données aux chercheurs pour qu'ils puissent analyser les impacts de la migration en utilisant de ces données fiables.

Dans son rapport, Prof. Madise a souligné l'importante Croissance du taux de mortalité d'adultes dans plusieurs pays africains, mais elle a précisé qu'il était difficile d'obtenir les données exactes. Les informations sur les recensements étaient trop différentes, les études n'ont pas toujours estimé les taux de mortalité d'adultes avec grande précision, et les systèmes de recensement essentiels étaient sous-développés. Elle a lancé un appel aux différents gouvernements aux noms des chercheurs, afin qu'ils investissent dans un meilleur système de recensement de la population, pour des bénéfices immédiats et futurs.

Un autre sujet qui avait vu beaucoup de présentations était le VIH/SIDA. La conférence a noté qu'il y avait beaucoup de variations dans les taux de prévalence régionale et interrégionale du VIH et que les recherches dans le domaine de sciences étaient importantes pour déterminer la raison. En plus, il a été remarqué l'effet du VIH sur les foyers et leurs familles étaient difficile à estimer pour un certain nombre de raisons, y compris le complexe multi dimensionnalité des impacts, et les problèmes de mise en place de systèmes d'études qui pourraient évaluer ces impacts de façon adéquate. Le stigmate et la discrimination contre les familles infectées par le VIH ont été signalés et elle a aussi fait savoir que souvent, les orphelins non infectés par le VIH ne recevaient pas le même niveau de soutien que ceux qui sont infectés.

Le Professeur Madise a aussi présenté un rapport bref sur les séances qui se sont déroulées en présence des membres des différents parlements et les dirigeants des différents secrétariats de populations. Les décideurs politiques ont signalé la croissance exagérée des taux de mortalité infantile et maternelle dans la région ; les conséquences de la croissance rapide de la population ; et l'augmentation de la pauvreté dans les villes. Ils sont tombés d'accord sur le fait qu'ils aient besoin d'être mieux informés à propos des recherches. Ils ont également lancé un appel aux chercheurs pour qu'ils publient leurs résultats de recherche en formats beaucoup plus simples à comprendre. Le Prof Madise a terminé sa présentation en implorant les différents gouvernements ainsi que les financeurs d'améliorer la formation des chercheurs dans la région. Elle a aussi encouragé ses collègues chercheurs à entreprendre des recherches appropriées sur les politiques envisagées.

Les prix des meilleurs posters et expositions :

Pendant la conférence, des experts ont évalué les posters et expositions quotidiennement pour identifier les meilleurs. Les résultats de la concurrence sont les suivants :

La compétition de la meilleur affiche :

- Le premier prix a été décerné à Victor Gaigbe-Togbe et Barry Mirkin pour leur affiche sur « L'avortement et la fécondité en Afrique ».

- Le deuxième prix : Vinod Mishra, Rathavuth Hong, Bernard Borrere « La Reduction de partenaires et la fidélité du partenaire réduisent les risques d'infection par le VIH en Afrique sub-sahélienne ».

- Deuxième prix : Zakaliyat Bonkoungou « Comportement sexuel et sexualité ».

- Le troisème prix : Zahia Ouadalah Bedidi « Le rôle de l'âge au mariage, dans la baisse de la fécondité en Algérie ».

- Le troisième prix : Bilampoua Gnoumou Thiambiano, Thomas le Grand, Bruno Schoumaker « Niveau, tendance et Facture de divorce au Burkina Faso ».

Les prix emportés à la compétition de meilleures affiches étaient des exonération de payement des cotisations des membres de l'UEPA : 3 ans d'exonération pour le premier prix, deux ans pour le deuxième prix et un an pour le troisième. Des certificats ont été également présentés aux lauréats par le président entrant, Dr. Eliya Zulu. Les prix sur les meilleures expositions ont été remportés par :

- Le Bureau National des statistiques, Tanzanie (Premier prix)

- Maonyesho, Tanzanie (deuxième prix)

- L'Association des Jeunes Tanzaniens (troisième prix)

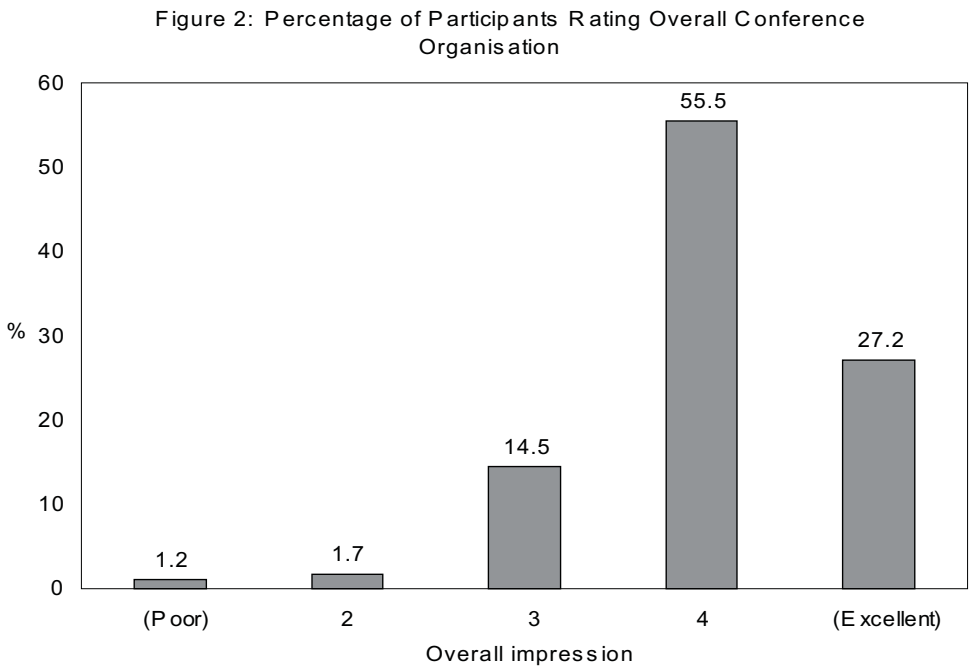
Evaluation de conférence et statistiques

Des questionnaires ont été envoyés aux participants de la Cinquième Conférence sur la population Africaine par email. Les participants ont été invités à faire des commentaires sur tous les aspects organisationnels de la conférence, y compris les informations avant la conférence, le contenu de la séance officielle de la conférence, l'inscription, et plusieurs autres aspects (voir tableau 1). Après vérification de plusieurs email, il a été découvert que le taux de réactions était faible (22%).

Table 1. Percentage Ratings of Conference Organisation and Content
(1 is the Least Positive and 5 is the Most Positive Rating)

		1	2	3	4	5	Average
1.1	Overall impression of conference	1.2	1.7	14.5	55.5	27.2	**4.06**
1.2	Efficiency of the registration	8.8	22.8	32.7	29.6	24	**3.02**
1.3	Pre-conference information	8.1	14.5	32.0	30.8	14.5	**3.29**
1.4	Usefulness of the UAPS website	2.4	9.0	28.7	37.1	22.8	**3.69**
1.5	Usefulness of the Govt of Tanzania conference website	5.9	16.2	27.9	33.1	16.9	**3.39**
1.6	Usefulness of the Scientific Programme website	1.9	5.2	19.5	42.2	31.2	**3.95**
1.7	Information on hotels	15.3	26.4	29.4	19.0	9.8	**2.82**
1.8	Arusha International Conference Centre (AICC) facilities	0.6	4.7	19.4	46.5	28.8	**3.98**
1.9	Catering at AICC	0.6	4.7	21.5	39.0	34.3	**4.02**
1.10	Overall quality of conference packs	0.6	4.2	30.5	41.9	22.8	**3.82**
1.11	Length of the conference	1.2	3.5	13.5	48.8	32.9	**4.09**
1.12	Number of concurrent sessions	3.5	7.6	26.5	48.8	13.5	**3.61**
1.13	Opening ceremony	1.3	4.6	16.6	46.4	31.1	**4.01**
1.14	Closing ceremony	2.1	2.8	20.6	46.8	27.7	**3.95**
1.15	Quality of formal sessions	0	3.5	20.0	57.1	19.4	**3.92**
1.16	Quality of conference posters	0.6	3.7	33.5	51.8	10.4	**3.68**
1.17	Overall quality of exhibitions	1.2	8.5	32.1	47.3	10.9	**3.58**
1.18	Overall quality of French/English interpretation	5.6	15.5	36.0	30.4	12.4	**3.29**
1.19	Relevance of conference to your work	0.6	1.2	8.8	40.9	48.5	**4.36**
1.20	Opportunities to develop new ideas or projects	0.6	3.0	20.8	47.0	28.6	**4.00**
1.21	Opportunities for interactions and networking	0	1.8	22.4	42.9	32.9	**4.07**

La moyenne d'évaluation de la plupart des aspects de la conférence était au dessus de 3, sauf celui des informations sur les hôtels (moyenne 2,82). La note totale était assez élevée (4,06) et a aussi capté dans la figure 2, qui montre que plus de 82% de ceux qui ont répondu aux questionnaires pensent que la conférence avait été très bien organisée (évaluation entre 4 et 5 sur 5). Concernant la séance officielle de la conférence, les données étaient aussi bonnes. Trois quarts des répondants ont dit que la séance officielle était soit bonne ou excellente, ainsi, ils ont accentué la qualité supérieure de la présentation à cette conférence.

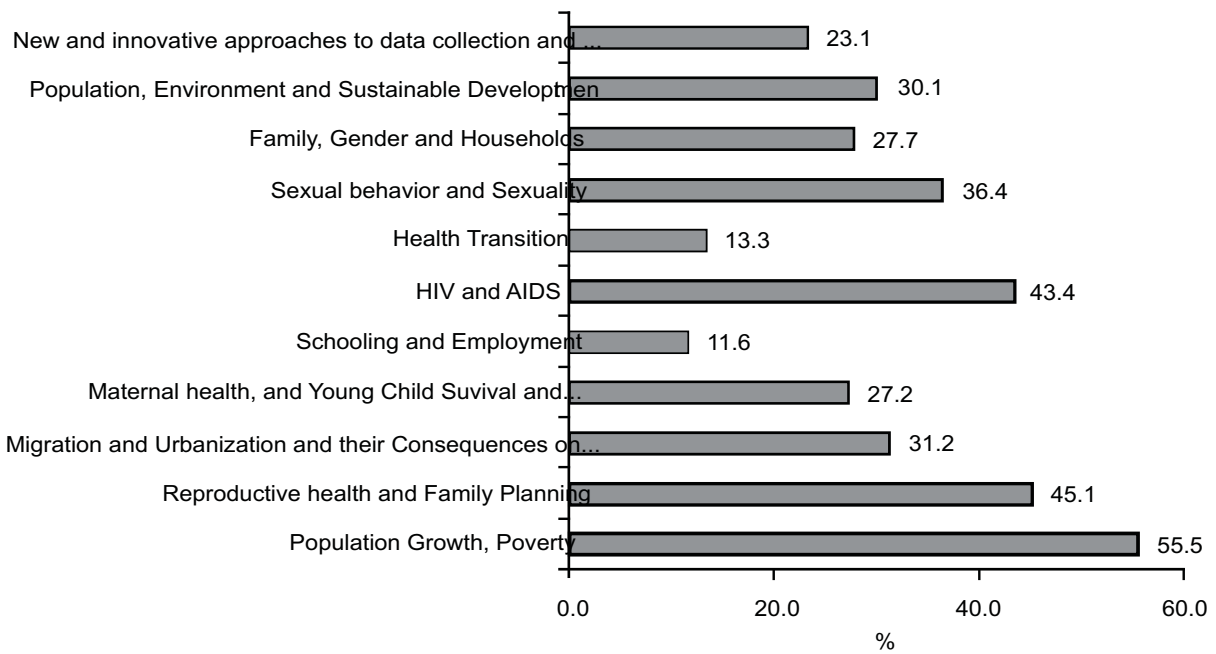


Il a été demandé aux participants de citer les séances qu'ils ont trouvé plus importantes. Comme le montre la figure 4, les trois séances le plus citée étaient : croissance démographique et pauvreté, santé reproductive et planning familial, et le VIH/SIDA.

Autres Commentaires sur la Conférence

Les commentaires reçus ont souligné la bonne qualité des présentations faites et la bonne organisation de la conférence. Cependant, les organisateurs de certaines séances déploré la mauvaise qualité des résumés, qui souvent n'indiquent pas très bien le sujet et les résultats. Il y avait également la tendance des présentateurs à faire de fortes recommandations de politiques, bien que celles-ci ne puissent pas être tirées des études. Comme l'a dit l'un des participants, « les recommandations de politique sont souvent basées sur la connaissance générale, plutôt que sur la recherche. » Une autre observation était la méthodologie de recherche inadaptée employée par bon nombre de chercheurs. Ce sont des points sur lesquels des futures conférences et l'UAEP pourront travailler en vue de renforcer la capacité des savants africains. Néanmoins, le point de vue général est que c'était une excellente conférence et les organisateurs sont à féliciter pour leurs excellents efforts.

Figure 4. Most Relevant Conference Sub-themes



ANNEXES

1. Sommaire du Programme

Sommaire du Programme
LUNDI 10 DÉCEMBRE
08:30-12:45

1. Cérémonie d'ouverture

LUNDI 10 DÉCEMBRE
12:45 – 14:15
2. Séance de posters sur la Tanzanie

LUNDI 10 DÉCEMBRE
14:15 – 16:15
3 JOURNÉE DE LA TAZANIE

3a Journée de la Tanzanie thème un: Santé reproductive et le VIH
3b Journée de la Tanzanie thème deux: Migration et Urbanisation
3c Journée de la Tanzanie thème trois: Genre et Pauvreté
3d Journée de la Tanzanie thème quatre: Environnement

LUNDI 10 DÉCEMBRE
16 :30-18 :30
4 La démographie de l'Afrique de l'Est: Questions émergentes
5 Table ronde : La déontologie de la collecte des bio marqueurs dans la recherche en population et santé
6 Séance en marge : améliorer le niveau de formation des diplômés dans les Universités africaines
7 Séance en marge : L'Association de la Jeunesse Tanzanienne (TAYOA)
8 Séance en marge : responsables des unités de coordination nationale de Population
9 Séance en marge : s'abstenir de la réalité : les restrictions des USA
10 Séance en marge : Organisation Mondiale de Santé (OMS)

MARDI 11 DÉCEMBRE
08 :30-10 :30
11 Explication des tendances nationales contrastées et le progrès obtenu lors de la réalisation des OMD4
12 Sexualité et santé reproductive des adolescents
13 Déterminants des disparités sous nationales de la prévalence du VIH
14 Estimer l'impact du VIH et du SIDA : approches méthodologiques
15 Protection et développement de l'enfant
16 Réalisation des objectifs des OMD pour l'eau et l'hygiène
17 Séance en marge : présentation du CEPED

MARDI 11 DÉCEMBRE
10 :45-12 :45
18 Approches à base communautaire pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile
19 Explications pour la persistance de la fécondité élevée et calée
20 Evaluation des interventions visant à améliorer les résultats scolaires
21 Accueil en famille et les orphelins à cette époque du VIH et du SIDA
22 Mortalité à l'âge adulte en Afrique
23 Mesurer le bien-être des personnes âgées
24 Séance de renforcement de capacité sur la rédaction des résumés de Communications

MARDI 11 DÉCEMBRE
12 :45-14 :15
P - 1 Séance posters 1

MARDI 11 DÉCEMBRE
14 :15-16 :15
25 Croissance démographique en Afrique et ses liens avec la pauvreté
26 Mesurer le changement de comportement relatif à l'infection du HIV
27 Les changements dans la structure d'âge et leurs conséquences pour le bien-être
28 Questions méthodologiques dans l'estimation de la mortalité maternelle
29 Les structures ménagères et les tâches socio-économiques en mutation
30 La prévalence et les conséquences de la violence basée sur le genre 2

MARDI 11 DÉCEMBRE
16 :30-18 :30
31 Séance plénière de l'UEPA : Constitution et nouveau plan stratégique

MERCREDI 12 DÉCEMBRE
08 :30-10 :30
32 Les déterminants démographiques et les conséquences du VIH et du SIDA
33 Quels sont les gains sociaux et économiques de la scolarité contemporaine en Afrique ?
34 Migration internationale en Afrique
35 Santé des enfants et de famille
36 Séance en marge : reconnaître ses droits
37 Genre, sexualité et vulnérabilité : Analyse des intersections dans les populations humaines
38 Séance en marge : La Banque Mondiale et les présentations Sud-Sud

MERCREDI 12 DÉCEMBRE
10 :45 – 12 :45
39 Des enseignements tirées des programmes d'intégration de la santé reproductive, du Planning Familial et du VIH/SIDA
40 Quel est l'impact des taux fécondité élevés sur le bien-être familial ?
41 Les besoins sexuels et de santé reproductive des hommes
42 Les effets du HIV/SIDA sur les enfants
43 La prévalence et les conséquences de la violence basée sur le genre
44 Les mécanismes d'adaptation des ménages et des communautés face aux chocs multiples
45 Questions méthodologiques dans la mesure de la pauvreté et le bien-être humain

MERCREDI 12 DÉCEMBRE
12 :45-14 :15
P-2 Séance posters

MERCREDI 12 DÉCEMBRE
14 :15-16 :15
46 Droits à la santé reproductive et au droit de choisir
47 Déterminants des taux de prévalence différentiels du VIH à l'intérieur et à travers les pays
48 Déterminants de l'évolution de la fécondité en Afrique
49 D'autres questions émergeantes sur la population en Afrique de l'Est
50 Les caractéristiques de la cohabitation, du mariage et du remariage
51 Modèles de cohabitation, de mariage et de remariage
52 Séance en marge : Questions démographiques émergeantes et leurs impact sur le développement économique : opportunités et défis, la Banque Africaine de Développement.

MERCREDI 12 DÉCEMBRE
16 :30-18 :30
53 Séance en marge : protéger la génération prochaine
54 Tendances et déterminants de santé et de mortalité infantile en Afrique sub-Saharienne
55 Planning Familial au Kenya
56 Mesurer le bien-être des personnes âgées
57 Transitions de l'adolescence à l'âge adulte
58 VIH, le SIDA et les familles 2
59 Le rôle changeant des femmes dans les familles africaines

JEUDI 13 DÉCEMBRE
08 :30-10 :30
60 Méthodes contraceptives mixtes et double protection
61 Conséquences de l'urbanisation rapide
62 Transitions de l'adolescence et comportement sexuel
63 Populations en situations de conflit
64 Mesurer le fardeau de la maladie
65 Disparités et inégalités liées au genre
66 Séance en marge : Partager les expériences de la 4ème Conférence Africaine sur la Population

JEUDI 13 DÉCEMBRE
10 :45 - 12 :45
67 Séance en marge du FNUAP
68 Comprendre la santé et la dynamique de la population à travers les systèmes de surveillance démographique longitudinale
69 Conséquences de la migration internationale en Afrique
70 La connaissance et attitudes vis-à-vis le VIH et le dépistage volontaire.
71 Education sexuelle : lignes d'intersection avec le système traditionnel
72 Migration et Urbanisation
73 Rapport du parlement du Royaume Uni sur la croissance démographique et les OMD

JEUDI 13 DÉCEMBRE
12 :45 – 14 :15
P-3 Séance posters 3

JEUDI 13 DÉCEMBRE
14 :15 – 16 :15
74 L'avenir des programmes de planning familial en Afrique
75 Urbanisation et le bien-être humain
76 Expériences et effets des politiques d'éducation primaire universelle sur le développement humain
77 L'impact du VIH/SIDA sur le bien-être des personnes âgées
78 Le VIH/SIDA et les familles
79 Cibler l'iniquité pour réaliser les OMD.

JEUDI 13 DÉCEMBRE
16 :30-18 :30
80 Réunion Générale annuelle de l'UEPA

VENDREDI 14 DÉCEMBRE
08 :30-10 :30
81 Population et changements environnementaux en Afrique
82 Sexualité dans le contexte africain
83 Une fécondité calée : une perspective transnationale
84 Conséquences de la migration interne
85 l 'impact du VIH/SIDA
86 Leçon sur la mise en place et l'exploitation d'un système d'état civil en Afrique
87 Renforcement de capacité : atelier sur la communication

VENDREDI 14 DÉCEMBRE
10 :45 – 12 :45
88 Accès inégal aux services de santé maternelle
89 Droits à la santé reproductive et droit de choisir 2
90 Leçon de la mesure de la pauvreté et du bien-être humain
91 La transition épidémiologique : Le double fardeau des maladies transmissibles et non transmissibles
92 Déterminants de la mortalité adulte en Afrique
93 Evidence de la pression malthusienne sur les populations vivant de cultures de subsistance et sur les sources en eau

VENDREDI 14 DÉCEMBRE
12 :45 – 14 :15
P-4 Séance posters 4

VENDREDI 14 DÉCEMBRE
14 :15 – 16 :15
95 Débat de l'UIESP sur la croissance démographique en Afrique
96 Influences sur la vie reproductive des femmes
97 Inégalités de genre et les OMD
98 Les maladies émergentes et résurgentes (ex. Le paludisme, la tuberculose etc.)
99 Influences du ménage et de la famille sur la sexualité adolescente
100 Besoins en ressources humaines pour atteindre les OMD en Afrique
101 Séance en marge de la Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies

VENDREDI 14 DÉCEMBRE
16 :30-18 :30
102 Cérémonie de clôture

2. Photo Gallery

Opening Day

Les Membres du Conseil de l'UEPA en attente pour accueillir l'invitéd' honneur, Président du Zanzibar, S. E. Abeid Karume

Le Président du Zanzibar, S. E. Abeid Karume salue le Représentant de FNUAP, Dr. Bensom Morah

Le Président du Zanzibar, S. E Abeid Karume, prononce son discours d'ouverture à la conférence .

Le Président du Zanzibar, S. E. Abeid Karume (à l'extreme droite) cause avec le Vice-Président de l'UEPA, Dr. Eliya Zulu (à l'extrême gauche)

L'invité d'honneur, Les Représentants de Gouvernement, les cadres de l'UEPA pendant la séance d'ouverture

Les participants suivent les séances de la conférence

Side Sessions

Dr. Jotham Musinguzi, Directeur de Partenaires en Population et Développement Bureau Régional d'Afrique facilite une séance tenue pour les parlementaires et Chefs des Sécrétariats Démographiques

L'ancien Vice Président de Malawi,son Excellence Justin Malewezi, donne un discours pendant l'une the sessions parallèles

Les participants suivent les procedures pendand l'une des séances parallèles

Les presentateurs réagissent face aux questions et commentaires posés par les participants pendant l'une des séances parallèles

Les participants discutent durant une séance ds posters

The Media

Les journalistes prennent notes pendant une séance de briefing

Les journalistes à la galerie de presse

Les journalists se consultent à la galerie de presse

Derrière les scénes

Le secretariat au travail

Membres du Secrétariat de l'UEPA
Partagent un moment de joie

Inscription : Les délégués continuent de passer
à flot au centre de conférence d'Arusha, même la nuit

Les participants venant de différentes parties du
continent étaient heureux de se réunir

Delegates are entertained at a dinner hosted by the Tanzanian Government

3. Programme pour la cérémonie d'Ouverture

HEURE	ACTIVITÉ	RESPONSABLE
8h 00-9h 30	Inscription	Organisateurs de la conférence
9h 00-9h 00	Arrivée de l'invité d'honneur, Son Excellence Amani Abeid Karume Président du Zanzibar et Président du Conseil Révolutionnaire	Ministère de la planification, de l'Economie et de la Responsabilisation
10h 00 – 10 h 10	Discours d'accueil par l'Honorable Dr. Juma Ngasongwa(MP), Ministre de la Planification, l'Economie et de la Responsibilisation	Facilitateur
10h 10-10h 20	Déclaration par le président de l'Union des Etudes sur la Popul ation Africaine (UEPA)	Facilitateur
10h 20-10h 40	Déclaration par Dr. Ben Morah, Directeur de l'Equipe FNUAP de Soutien Regional au Pays	Facilitateur
10h 40-10h 50	Déclaration par Honorable Prof. David Homeli Mwakyusa (Parlementaire), Ministre de Santé et du Bien-être social	Facilitateur
10h 50-11h 20	Discours de l'invité d'honneur, Son Excellence Amani Abeid Karume, Président du Zanzibar et Président du Conseil Révoutionaire	Facilitateur
11h 20-11h 30	Discours de remerciement par l'UEPA	Facilitateur
A partir de 11h 30	Photo de groupe et thé	Organisateurs de la Conférence

4. Les Discours de la cérémonie d'ouverture

Discours – Programme

Discours du 10 décembre 2007 de Son Excellence Monsieur Amani Abeid Karume, Président du Zanzibar et président du Conseil Revolutionnaire du Zanzibar

Excellenecs Mesdames et Mesieurs les Ministres,
Honorable Députés à l'Assemblée Nationale,
Monsieur le Représentant du FNUPA
Mesdames et Messieurs les Sécretaires permanents,
Mesdames et Messieurs les membres de la délégation de l'Union pour l'Etudes de la Population Africaine,
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs

C'est un grand plaisir et privilège pour moi d'être ici parmi vous ce matin pour l'ouverture de cette importante conférence dont le thème porte sur la population. Permettez-moi de saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue en Tanzanie à nos visiteurs et plus particulièrement dans cette région touristique d'Arusha. Je voudrais également profiter de l'occasion pour adresser mes sincères remerciements à l'Union Africaine de l'Etude de la Population (UAEP) d'avoir offert à la République Tanzanienne la possibilité d'accueillir cette importante conférence. Nous sommes très heureux d'avoir le privilège tant convoitisée par plusieurs pays africains d'accueillir cette conférence. Nous vous remercions le plus sincèrement.

Mesdames et Messieurs
Ce matin, j'ai la responsabilité de déclarer officiellement ouverte cette Cinquième Conférence sur la Population Africaine dont le thème est : « Questions émergeantes sur la population et le développement en Afrique » Dans ce cadre, je suis par conséquent obligé d'évoquer quelques questions relatives au thème de la conférence.

La Cinquième Conférence Africaine sur la Population vise à réunir les chercheurs de différents domaines de la population et du développement y compris les chercheurs, les décideurs politiques, les praticiens et les partenaires en développement. Les participants s'engageront dans des débats scientifiques et politiques qui aideront l'Afrique à bien mener son grand projet de population et de développement. En effet, le succès de la conférence ne sera pas évalué ni par l'intensité des travaux ni par la participation à la conférence mais plutôt par les progrès réalisés dans le continent par rapport à l'éradication de la pauvreté et au développement au cours des dix prochaines années, tout en tenant compte des difficultés créés par la croissance démographique accélérée dans nos pays.

La conférence nous offrira la chance de tirer des enseignements des expériences d'autres pays qui, certainement, sont aptes à nous guider dans la conception des moyens plus performants et plus adaptés relativement à la réduction de pauvreté et à la réalisation des Objectifs Millénaires de Développement. J'espère que nous sommes tous prêts à apprendre les bonnes expériences et pratiques chez nos amis d'Afrique, d'Europe et d'Amérique mais surtout chez nos frères et soeurs africains qui ont les même problèmes que nous et avec qui nous nous avons en commun les mêmes cultures, les mêmes normes et et les mêmes valeurs. Nous devons donc nous ouvrir l'esprit afin d'apprendre les uns des autres les bonnes expériences et pratiques en vue d'un développement accéléré dans le cadre du programme de population, qui doit constituer un élément clé dans notre marche vers le développement économique et la réduction de pauvreté.

Mesdames et Messieurs,
Cette conférence étant sur la population africaine, je suis dans l'obligation de vous donner un résumé de la composition et des tendances de la population africaine. Selon le rapport sur l'état de la population africaine de l'an 2006, l'Afrique compterait 215 millions d'habitants en 1950. Ce chiffre aurait atteint 924 millions en 2006 et devrait atteindre 1,4milliard en 2025 et 2 milliards en 2050. Sans aucun doute, la population africaine est en rapide croissance en raison d'une population essentiellement jeune et un taux de natalité très élevé. Le taux de fécondité total qui s'élève à 5,1% en Afrique est le plus élevé au monde. Peu de progrès ont été enregistrés malgré l'adoption des politiques nationales visant à réduire ce taux de natalité. En Tanzanie par exemple selon les rapports du Centre de Recherche Démographique et Sanitaire (2004/05), le taux de fécondité est en légère baisse de 5,8 enfants par femme pendant à l'âge reproductif en 1996 à 5,7 enfants par femme en 2004. Ce taux élevé de fécondité observé en Tanzanie est lié à de nombreux facteurs - dont notamment les mariages précoces quasi universelles des femmes, l'usage inadapté des méthodes efficaces de contrôle de fécondité chez les femmes à l'âge de reproduction, la perception des enfants comme source de main d'oeuvre dans les ménages et plantations, et comme une source de garantie économique et sociale pour les parents pendant la vieillesse, le statut social et le niveau d'instruction peu enviable des femmes dans la société et le grand écart d'âge entre les époux qui limitent la communication sur des questions relatives à la santé reproductive et aux rôles socio-économiques des sexes. Ces facteurs qui contribuent à la croissance du taux de fécondité en Tanzanie pourraient être les mêmes partout en Afrique.

Mesdames et Messieurs,
Comme le taux de fécondité qui est en hausse, les taux de mortalité et de morbidité sont aussi très élevé. Le

taux de mortalité en Afrique serait de 15 décès pour 1000 personnes. Malgré une chute dramatique, le taux de mortalité infantile en Afrique, estimé à 88 décès par 1000, enfants reste le plus élevé au monde. Le taux de mortalité maternelle en Afrique est compris entre 500 et 1000 décès par 100.000 naissances d'enfants vivants contre 10 décès dans les pays développés. L'espérance de vie des Africains qui est de 52 ans (51 ans chez les hommes et 53 ans chez les femmes) a 15 ans de moins que celle de la population des pays développés. Malheureusement certains pays africains connaissent forte baisse de l'espérance de vie en raison du VIH/SIDA.

De plus, les épidémies comme la malaria, et la résurgence de la tuberculose ont rendu plus complexe les défis de freiner de la propagation du VIH/SIDA de mitiger son impact. Le nombre d'Africains vivant avec le VIH est estimé à 22,5 millions avec seulement une minorité ayant accès au Traitement Antiretroviral (TAR). Même dans les régions où le TAR est plus accessible, la faim et la pauvreté généralisée continuent de faire du VIH/SIDA le plus grand défi pour l'Afrique. L'épidémie constitue une menace formidable pour le développement socio-économique du pays et pose de graves problèmes aux services sociaux. Sans doute, la pauvreté joue un rôle prépondérant dans la propagation du VIH/SIDA, responsable pour la perte de la tranche économiquement très active de la société avec pour conséquences la chute des revenus. La perte en ressource humaine pose de graves problèmes socio-économiques dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Il est donc raisonnable de déployer beaucoup d'efforts en vue de réduire le VIH/SIDA en Afrique en général et en Tanzanie en particulier puisqu'il existe une corrélation étroite entre les questions de population et de développement.

Mesdames et Messieurs
La classe gouvernante africaine y compris la Commission de l'Union Africaine ne cesse de faire de gros efforts pour réaliser les objectifs fixés lors des rencontres internationales sur la question de population et de développement. L'ensemble de pays africains ont fait des efforts louables et ont exécuté des programmes visant à réduire la pauvreté, améliorer le niveau d'instruction de leurs populations, résoudre les problèmes de genre, pourvoir aux besoins sanitaires de leurs populations et protéger l'environnement. Il est à noter cependant que malgré ces progrès sur le plan national, régional et international, l'Afrique risque de ne pas réaliser ses objectifs humanitaires visant à améliorer le bien-être et le niveau de vie de ses peuples si les problèmes liés à la dynamique de sa population ne sont pas bien résolus. Cette conférence tombe à point nommé puisqu'elle nous servira de cadre pour attirer l'attention et celle des partenaires en développement sur les questions émergeantes de la population.

Comme nous le savons tous, l'Afrique fait face à de nombreux défis en matière de population et de développement. Il est estimé que la moitié de sa population vit dans la extrême pauvreté et que le tiers est affamé. Bien que nous n'ignorions la plupart de facteurs à la base de la pauvreté en Afrique, je les cite ici par souci de souligner leur gravité. Ces facteurs regroupent les grandes maladies à charge de morbidité élevé (la plupart de ces maladies sont préventives) des investissements insuffisants en ressource humaine, l'inégalité entre les hommes et les femmes, la discrimination contre les jeunes aussi bien que l'instabilité politique dans bon nombre de pays africains. La situation s'aggrave due à quelques facteurs externes tels que les crises de l'endettement fragilisantes, les termes d'échange défavorables, l'inéquitable fixation des prix des matières premières qui constituent les produits de base de la plupart des économies africaines, le manque d'accès aux marchés des pays développés. Cette situation nous oblige à réunir nos efforts en vue de nous sortir de ce piège.

Il existe bel et bien en Afrique des tendances démographiques constituant de graves obstacles au développement. Hormis le taux de croissance démographique, de mortalité et morbidité très élevés, il faut également compter avec le mouvement migratoire de la population rurale vers les zones urbaines avec pour conséquences la rapide augmentation de la population urbaine pauvre vivant généralement dans des zones dépourvues d'équipements de base, preuves probantes d'inégalité sur le plan sanitaire, économique et social entre les pauvres et les autres sous-groupes de la population. Selon les estimations, plus de la moitié de la population africaine vivraient dans les zones urbaines d'ici 2030. Avec la hausse de la population pauvre urbaine, les conséquences sanitaires et sociales liées de la pauvreté se multiplient dans les autres régions d'Afrique et ailleurs. Cela pose de graves problèmes en matière de sécurité, de développement économique et en matière de liens interétatiques.

Les problèmes découlant de cette croissance de la population urbaine pauvre constituent aujourd'hui un casse-cou aux partenaires économiques et de développement. Tous les secteurs de développement y compris la santé, l'éducation, l'égalité entre les sexes et le renforcement de la capacité des femmes sont sérieusement touchés. L'augmentation des cas d'abandon scolaire, des services de santé inefficaces et plus grave encore le nombre élevé de jeunes toxicomanes en est les conséquences. Les vices responsables de la propagation du VIH/SIDA se sont également répandus.

Mesdames et Messieurs
Aux problèmes liés à l'explosion démographique

auxquels sont confrontée l'Afrique s'ajoute le formidable défi de la protection de l'environnement. Malgré les efforts faits par plusieurs pays dans la protection de l'environnement, les moyens d'existence de la population rurale pauvre du continent continuent de détruire l'environnement. On observe une réduction rapide de la couverture végétale et des zones réservées pour la protection de la diversité biologique. La situation devient plus complexe avec la croissance démographique qui entraîne l'exploitation des réserves comme les marécages et les forêts qui, entre autres, sont coupées pour servir de bois de chauffage ou de construction d'abri.

Les défis consistent à prendre des mesures en vue de protéger l'environnement, établir un état équilibre entre la population et les surfaces disponibles, améliorer la gestion des sources d'eau et éviter la déforestation et la formation des bidonvilles et d'autres problèmes liées à l'explosion démographique. Bien entendu, l'Afrique doit prendre des mesures en vue de protéger l'environnement et les futures générations. Voilà donc quelques uns des problèmes sur lesquels nous devons réfléchir lors des rencontres de ce genre.

Mesdames et Messieurs, avant de dire mes mots de fin, j'aimerais profiter de cette occasion pour remercier nos partenaires en développement et toutes les autres entités qui nous soutiennent en particulier le FNUPA , l'Union Africaine, La Fondation William et Flora Hewlett, L'Association Americaine pour la population, La Fondation Packard , le SIDA-SAREC, la Fondation Rockefeller, le Welcome Trust, la Fondation Bill et Melinda Gates, Venture Strategies for Health and development, la Banque Africaine de Développement et beaucoup d'autres entités qui, d'une manière ou autre ont contribué au succès de cette conférence.

Pour conclure, j'aimerais souligner que les recommandations issues de cette Cinquième Conférence Africaine sur la Population serviront de référence aux pays africains dans la résolution des problèmes relatifs aux questions émergeantes de population et de développement.

Sur cette note, j'ai le plaisir de déclarer officiellement ouverte la Cinquième Conférence Africaine sur la Population. Je vous souhaite plein de succès pour la suite de vos travaux. Merci pour votre attention.

Discours de Professeur Koffi N'Guessan, President de l'Union des Etude sur la Population africaine.

Excellence Monsieur le Président du Zanzibar,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences Mesdames et Messieurs Ambassadeurs,
Honourables Députés à l'Assemblée Nationale,
Monsieur le Représentant du Directeur Executif du Fonds des Nations-Unies pour la population, Mesdames et Messieurs membres de la délégation des Agences des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Régionales
Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions Multilatérales et bilatérales,
Monsieur le Maire d'Arusha,
Monsieur le President de l'Union Internationale des Etudes Scientifiques sur la Population (UIESP),
Messieurs les presidents d'honneur de l'UEPA,
Mesdames et Messieurs les représentants des ONG,
Chers participants à la 5eme Conférence,
Mesdames et Messieurs les représentants de la presse nationale et internationale
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs.

J'aimerais commencer ce discours tout d'abord par exprimer ma profonde gratitude à l'égard de Son Excellence Mr. Amani Beid Karume, Président du Zanzibar d'avoir accepté de prendre part à la cérémonie d'ouverture de la Cinquième Conférence Africaine sur la Population malgré ses innombrables responsabilités.

Au nom de tous les membres de notre organisation et à mon nom personnel, je voudrais profiter de cette occasion pour vous adresser, Excellence, nos sincères remerciements et notre profonde gratitude. Je vous prie tout humblement, son Excellence, de transmettre à Son Excellence Yakaya Kikwete, Président de la République Unie de Tanzanie notre profonde gratitude pour nous avoir permis d'organiser cette conférence ici à Arusha, ville historique et symbolique, et aussi aux membres de son gouvernement et au peuple tanzanien. Excellence, nous vous prions de transmettre à Son Excellence, notre profonde gratitude pour son soutien financier et logistique dans l'organisation de cette conférence.

Permettez-moi aussi de prendre l'occasion pour adresser ma profonde gratitude à tous nos partenaires qui nous ont fait confiance en accordant à notre Union leur soutien technique, financier et logistique dans l'organisation et la tenue de cette grande conférence sur la population de notre continent. Parmi nos partenaires, nous voudrions sincèrement remercier :

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUPA),
La Fondation William et Flora Hewlett
L'Institut National des Etudes démographiques (INED),
La Banque Africaine de Développement (BAD)
Le Centre de Population et de developpement (CEPED),
La Fondation Bill et Melinda Gates,

La Fondation David et Lucile Packard,
L'Union Internatinale d'Etudes scientifique sur la Population (UIESP),
L'Association Americaine pour la Population (PAA),
La Fondation Rockefeller,
L'Université de Princeton,
Venture Strategies for Health and Développement,
SIDA – SAREC
Welcome Trust
Le Centre Africain de Recherche sur la population et la santé (APHRC)

J'aimerai également adresser ma gratitude tout d'abord aux gouvernements qui ont permis à leurs citoyens de venir à Arusha, et ensuite aux responsables politiques et administratifs, aux chercheurs, aux représentants des ONG, aux agents de la presse et à tous les participants qui sont venus prendre part à cette conférence dont le thème est : « Questions émergeantes de la population et de développement en Afrique » Ce thème regroupe une cinquantaine de sous thèmes qui feront objet des différentes présentations et débats.

J'aimerais ensuite remercier les auteurs des présentations et des posters pour avoir manifesté beaucoup d'intérêt dans cette conférence. Je suis aussi reconnaissant aux personnes et entités suivantes pour leurs efforts louables: Le Vice-Président Eliya Zulu, le Directeur Excécutif, le Professeur Elizabeth Annan-Yao, les membres du Comité National d'Organisation (CNO) et les membres de la Commission Scientifique sans qui la tenue de cette importante conférence n'aurait pas été possible. Je leur adresse ma profonde gratitude pour le grand soutien qu'ils ont donné à l'UEPA

Excellence Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Depuis sa création en 1984, l'Union Africaine pour les Etudes la Population s'efforce à nous sensibiliser sur les questions démographique de notre continent, sur les diverses tendances de population, son évolution aussi bien que les défis auxquels est confronté le continent en matière de développement. L'Union vise non seulement à doter les décideurs politiques des voies et moyens leur permettant d'anticiper les effets de la dynamique démographique sur le développement du continent mais aussi à leur signaler les avantages qu'ils puissent en tirer. C'est ce rôle que notre organisation à l'intention de au sein de l'Union Africaine qui vient de l'admettre dans sa Commission pour la Population. Ces idées et moyens doivent émaner des chercheurs dont certains sont ici pour présenter leurs recherches.

En effet, le dialogue entre les chercheurs et les décideurs politiques s'avère nécessaire pour renforcer engagement à améliorer le bien être des populations souvent en proie à de grandes difficultés dans la plupart des régions de notre continent.

Excellence Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
En 2000, 189 Etat membres des Nations Unies (ONU) se sont réunis au Sommet du Millénaire à New York lors duquel huit (8) objectifs et dix-hut (18) buts ont été fixés en vue de lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, la discrimination contre les femmes, la destruction de l'environnement et l'analphabétisme. Quelle est donc la situation de notre continent par rapport à chacun de ces objectifs et par rapport Vision 2015 ? Afin de répondre à cette question pertinente, nous devons examiner chacun de ces objectifs que j'ai pris la liberté de reformuler sous forme de questions.

Serons-nous capables de réduire de moitié la pauvreté extrême et la faim dans les huit prochaines années ? Actuellement, 41% des africains vivent encore de moins de deux (2) dollars par jour.

De nombreux pays seront-ils en mesure d'assurer l'enseignement primaire à tous les enfants, garçons et filles ? En Afrique, 36% des enfants dont la majorité sont des filles ne vont pas à l'école.

L'inégalité entre l'homme et la femme cédera-t-elle place à l'égalité entre l'homme et la femme dans un avenir proche ? Malgré tous les efforts, les attitudes sont toujours discriminatoires et témoignent de la violence contre les femmes.

Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est-il toujours en baisse ? Malgré des progrès considérables réalisés dans certains pays, notre continent reste bizarrement la seule région du monde où des taux de mortalité semblent être en hausse.

Le taux de mortalité maternelle ne constitue-t-il pas un grave problème pour la santé reproductive dans plusieurs pays ? Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, le taux de mortalité maternelle est supérieur à 600 décès pour 100 000 enfants, ce qui est inacceptable.

Le VIH/SIDA ne constitue-t-elle pas l'une des grandes causes de la mortalité en Afrique ? Malgré tous les efforts faits le SIDA conjointement avec le paludisme restent les maladies les plus mortelles du continent.

L'échauffement climatique et ses multiples conséquences ne constituent-ils pas une menace pour l'existence d'un environnement durable ? Actuellement, notre continent n'est pas représenté dans les rencontres internationales où ce thème est débattu.

Les résultats mi figue mi raisin du NEPAD, un mécanisme conçu par les africains eux-mêmes, ne reflètent-ils pas les difficultés d'établir un partenariat pour le développement ? Le résultat final de la coopération internationale demeure mixte en Afrique sub-saharienne.

Excellence Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Il est clair que notre continent aura beaucoup de difficultés à réaliser les huit (8) objectifs mentionnés ci-dessus. De plus, les mouvements migratoires entre l'Afrique et l'Europe et aujourd'hui entre l'Afrique et le Moyen Orient et les fréquents naufrages ne témoignent-ils pas les problèmes auxquels les pays font face dans la résolution des besoins de base de leurs populations ? Pour trouver des solutions durables aux problèmes de développement de l'Afrique, les recherches doivent essentiellement porter sur les facteurs qui bloquent le développement de l'Afrique et doivent surtout continuer de développer de nouvelles voies et moyens appropriés et adéquats au continent.

Par ailleurs, les pays africains qui ont réussi à avoir un développement relativement harmonieux avec leur population sont mandatés à partager leurs expériences avec ceux qui se confrontent aux difficultés.

Comment la démographie peut-elle favoriser la croissance de l'économie qui à son tour, pourrait contribuer considérablement au développement ?

A ce sujet, les Africains peuvent tirer des leçons des expériences des pays d'Asie, qui ont su profiter de la transition démographique observée au niveau de leur pyramide des âges. Cette transition démographique nommée aujourd'hui le « surplus démographique a donné du tonus à l'économie de l'Asie de l'Est puisque les pays de cette région ont fait un usage maximum de leur population active qui a augmenté plus vite que la population inactive (les jeunes et les personnes âgées) et ont judicieusement mis en pratique les politiques économiques efficaces.

En Afrique,et surtout dans la région subsaharienne, les changements démographiques ensemble avec le SIDA pourraient même compromettre le petit gain de population donné par le « surplus démographique » Selon moi les débats doivent porter sur l'étude de la relation qui existe entre la structure d'âge et la croissance économique afin de mettre en pratique d'autres types de politiques de population sur le continent.

Dans ce domaine, notre organisation par ses expériences et la qualité de ses membres a la volonté de promouvoir ces idées et de prendre part au dialogue entre les acteurs de développement pour trouver des solutions appropriées et adéquates pour nos différentes populations.

Excellence Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
En approchant la fin de mon service, je voudrais profiter de cette occasion pour informer les membres de l'Union que depuis janvier 2007, notre siège a été transféré de Dakar à Accra au Ghana. Lors de l'Assemblée Générale, la Secrétaire Exécutive aura la chance de présenter son rapport. Pour le moment, au nom de tous les participants ici présent, je voudrais adresser ma gratitude au gouvernement Sénégalais pour avoir abrité le siège de notre Union pendant plusieurs années et nous voudrons également présenter notre gratitude au gouvernement ghanéen pour accepter d'abriter le siège. Ce pays a mis à la disposition de la direction des locaux et a facilité les procédures administratives contribuant ainsi au bon fonctionnement de la direction.

Excellence Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs
Comme il est souvent dit, l'Afrique est un continent dont l'avenir est prometteur. Pour bien jouer ce rôle dans les prochaines années, il nous faut de la vigueur dans la définition des politiques démographiques et une dans le choix de modèles économiques tout en tenant compte des références culturelles de l'Afrique.

Nous croyons à l'ingéniosité de l'homme en général et en particulier celle des africains. Nous devons cesser de douter de nos aptitudes pour permettre à notre continent de progresser en matière de développement.

S'attachant très fortement à sa vision, L'UEPA s'engage à promouvoir cette ingéniosité des Africains et invite tous ses membres à se préparer pour faire face aux défis.

Vive la Coopération Internationale des chercheurs !
Vive l'Union des Etudes sur la Population Africaine !
Vivent la Tanzanie et l'Afrique !
Je vous remercie

Résumé de la Présentation du Dr. Eliya Zulu, Vice-Président de l'UEPA

Le Dr. Zulu a fait une présentation PowerPoint qui a souligné quelques sous thèmes de la Conférence. Il a fait remarquer que malgré le progrès réalisé en Afrique subsaharienne dans la réduction des taux de fécondité et de croissance démographique, la population du continent s'accroît toujours de façon très rapide à un taux annuel de 2,2%. Selon les estimations des Nations Unies, la population africaine sera à plus d'un milliard d'ici 2050. Le Dr. Zulu a souligné que les grandes inégalités au sein et entre les pays et à travers toutes les régions, les inégalités entre les populations rurales et

urbaines et entre les femmes et les hommes constituent toutes les gros défis dans les efforts de développement.

Il a en plus souligné les inégalités frappantes en matières de fécondité et des méthodes contraceptives en Afrique tout en tenant compte du niveau de richesse des populations qui révèle de grandes inégalités en matière du taux de fécondité entre les riches et les pauvres. Ces taux de fécondité semblent être en baisse chez les populations riches alors que les populations pauvres continuent de ne donner beaucoup plus d'enfants non pas par leur propre choix mais parce qu'elles n'ont pas accès aux services et à l'information pouvant les aider à planifier leur famille.

A propos de la mortalité infantile, il a souligné que celle-ci est en baisse alors et l'espérance de vie a augmenté. Il a exprimé avec beaucoup d'amertume le renversement de la situation dans les pays comme le Kenya et le Zimbabwe où la hausse du taux de mortalité infantile a repris après une décennie de baisse. Au sujet du VIH/SIDA, le Dr. Zulu a dit que cela représentait peut-être le plus grand défi du 21ème siècle touchant toutes les classes de nos sociétés.

Un autre problème auquel est confrontée l'Afrique est l'urbanisation rapide. Le Dr. Zulu a souligné que selon les estimations, le nombre d'Africains vivant dans les zones urbaines sera supérieure à celui des zones rurales d'ici 2030. Cependant, de nombreux gouvernements et urbanistes africains ne prennent pas en compte le flot de migrants et la croissance de la population urbaine dont la majorité vivent dans des bidonvilles. Il a également souligné que les jeunes, qui sont les futurs leaders d''Afrique, ont des difficultés majeures en ce qui concerne l'accès à l'éducation et aux informations relatives à la question de sexualité et de santé reproductive et à avoir accès aux services qui les aideraient à être responsables dans leur décision. Le Dr. Zulu a conclu sa présentation en invitant tous les participants à reconnaître le besoin de résoudre les grandes inégalités au sein et entre les pays africains. Il a plaidé pour une intégration des recherches et actions et pour la nécessité de développer et de renforcer la capacité des Africains pour comprendre les problèmes de population.

Discours du Docteur Benson Morah, Chef de la délégation onusienne à la Cinquième Conférence sur la population Africaine.

Excellence Monsieur le Président du Zanzibar et Président du Conseil Révolutionnaire du Zanzibar.
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres ici présents
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de délégations des Organisation Internationales
Mesdames et Messieurs les membres exécutifs de l'Union pour l'Etudes de la Population Africaine.

J'ai le plaisir et un grand privilège de prendre part à cette conférence et de vous délivrer un message au nom de Madame Thoraya Ahmed Obaid, Directrice Exécutive du Fonds des Nations Unies pour la Population. Elle vous adresse, Son Excellence, ses salutations distinguées et à travers tout le peuple de cette belle nation. Ses salutations vont également aux membres exécutifs et à tous les autres membres de l'Union des Etudes sur la Population Africaine et à tous les participants à cette importante conférence. Par ailleurs, Madame Fama-Hane Ba, Directrice de FNUAP/Afrique adresse également ses salutations à tous les participants à cette conférence. Elles expriment vivement leur regret de n'avoir pu honorer votre invitation à la conférence à cause des exigences de leur fonction.

Je crois que le choix du lieu de la conférence est bien fait. Le plus ancien des participants ici présents se rappellera de la Seconde Conférence Africaine sur la Population qui s'est tenue ici à Arusha en 1984 et qui a vu la délibération du Programme d'Action de Kilimandjaro. Cette venue constitue le cadre continental où les questions de population et de développement sont discutées jusqu'en 1992 où elle a été remplacée à travers la Déclaration de Dakar-Ngor. Le retour à Arusha après deux décennies montre vraiment le grand rôle que cette ville joue dans les débats et la délibération des mesures pour le développement de l'Afrique.

Excellence Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Je voudrais donc féliciter les organisateurs de cette conférence pour le choix du lieu et du thème : « Questions émergeantes de la Population et développement » Ce thème est aussi utile qu'opportun et met en lumière certains sérieux problèmes de développement auxquels est confronté ce continent et continuera à se confronter dans un avenir prévisible.

Certains d'entre nous peuvent croire que bon nombre de ces questions de population et de développement dans la région ne doivent pas être considérées comme « émergeantes » au cas où ils les considèrent comme des questions d'actualité plutôt que de les voir comme des problèmes existant depuis seulement quelques années. Cependant, nous savons tous que dernièrement, il y a eu des changements parfois considérables et spectaculaires dont certains sont de grande envergure. En outre, des changements de mentalité sont également intervenus en ce qui concerne ces questions et innovations et la meilleure manière de les résoudre.

Ce discours sera essentiellement consacré aux populations et aux questions de développement qui ont acquis une grande importance ces derniers temps. Etant donné la recrudescence de ces questions, ce discours sera axé sur quelques unes d'entre elles.

Commençons d'abord par le VIH-SIDA qui est actuellement considéré comme le plus grand défi de développement auquel fait face le continent et qui constitue ainsi son plus grand problème de démographie et de développement. Le VIH et le SIDA ne sont assurément pas des problèmes émergeants mais ils font parti de notre quotidien depuis bientôt deux décennies. Ils ont causé des dégâts incalculables sur la démographie de nos pays, ont bouleversé beaucoup d'acquis de développement que nous avons réalisés à grands coûts pendant ces dernières décennies et constituent une grande menace pour l'avenir de notre continent.

Cependant, il existe « des questions émergeantes » dans le contexte de la pandémie. Le nombre de nouvelles infections a commencé à diminuer bien qu'elles soient toujours très élevées. Cette baisse est due au grand impact des efforts de prévention en particulier parmi la jeunesse et dans les pays très affectés. La prévalence du VIH dans la plupart des régions a atteint ou est en passe d'atteindre un palier. Elle connaît une baisse dans beaucoup de pays et parmi la population jeune. La prévention connaît un regain d'importance dans les réponses nationales et régionales à la pandémie après une certaine euphorie du début relative à l'augmentation du traitement. Les programmes de prévention ont été élargis pour inclure les préservatifs féminins et la circoncision masculine dans certains pays.

Il y a un accès important à la thérapie anti-rétrovirale du aux diverses initiatives globales. Il y a aussi une politique accrue et des programmes pour la promotion des droits de la sexualité et de reproduction des personnes vivants avec le VIH et l'établissement de liens entre la santé de la reproduction et les programmes de VIH SIDA. Il est à déplorer cependant la féminisation de la pandémie dans la région en particulier parmi nos jeunes femmes avec six femmes sur dix personnes vivant avec le virus.

Excellence Mr le président,
mesdames et messieurs,
Une autre question émergeante sont l'inversion de cette baisse des taux de morbidité et de mortalité infantiles dont on a fait l'expérience entre les années 1970 et 1990 dans la région, en dépit des grands investissements fait dans le secteur de la santé. En plus, aucune baisse n'a été observée de manière virtuelle dans les taux de morbidité et de mortalité maternelles au cours de ces dernières années.

Cependant il existe plusieurs nouvelles initiatives globales dont l'objectif est de rectifier cette tendance défavorable et à aider les pays à atteindre les objectifs millénaires de développement en matière de santé. Celles-ci comprennent le partenariat dans le domaine de la santé maternelle, de l'enfant et de nouveau né, le partenariat international de santé et le partenariat de huit agences multi latérales et bilatérales clés de l'ONU travaillant dans le secteur de la santé. Elles comprennent aussi l'établissement d'un Fond Fiduciaire Thématique sur la Sécurité de Produits dans le domaine de la santé de la reproduction et d'un autre fond fiduciaire spécialement destiné à financer les programmes dans le domaine de la santé maternelle.

Au niveau régional, l'Union Africaine a récemment adopté un cadre de travail au niveau continental sur la sexualité et la santé de la reproduction avec le Plan d'Action de Maputo pour sa mise en œuvre. Presque toutes les communautés économiques sous régionales ont adopté des politiques similaires. Plusieurs pays ont aussi préparé et sont en train de mettre en œuvre des feuilles de route pour la réduction de la morbidité et de la mortalité de la mère et du nouveau né.

Un facteur principal sousjaçant du nombre élevé de morts liées à la grossesse et à la naissance de l'enfant dans la région est la sexualité et la santé de la reproduction faibles et persistantes de nos femmes. L'accès aux services de sexualité et de santé de la reproduction est très limité partout. Quand ils sont disponibles leur utilisation est très faible à cause de la mauvaise qualité des services. Comme ceci a été mentionné dans plusieurs fora, la plupart des OMD ne peuvent être atteint sans la réalisation de l'accès universel aux services de sexualité et de santé de la reproduction dont le planning familial est une partie intégrante.

En outre le planning familial ne bénéficie plus de réelles politiques et d'une attention particulière ces dernières années. Les tentatives récentes pour l'intégrer dans des programmes de santé de la reproduction n'ont atteint que des succès mitigés. La dépendance des bailleurs pour l'approvisionnement en contraceptifs persiste toujours. Par conséquent la prévalence des contraceptifs est faible dans la plupart des pays ou s'est stabilisée là elle était élevée par le passé. Les besoins non satisfaits sont élevés et grands presque partout. En réponse à cela les gouvernements africains ont récemment adopté un programme de dix ans avec pour objectif de repositionner le planning familial dans les services de santé de la reproduction étant donné son importance pour la santé de la mère de l'enfant et de la reproduction et pour atteindre les OMD dans le domaine de la santé.

Excellence Mr le Président,
Mesdames et messieurs,
Les questions du genre ont certainement bénéficié de plus de politiques et de programmes dans la région ces derniers temps. Ceci est essentiellement en réponse à la nécessité d'améliorer le statut, la condition et la situation précaire des femmes dans nos régions, accroître l'équité et l'égalité des sexes aussi bien que leur participation dans les prises de décisions. Par conséquent, les gouvernements mettent en place plus de politiques et de mécanismes pour inverser la situation. Beaucoup d'entre eux ont voté des lois contre les différentes formes de violence à l'encontre des femmes y compris le trafic d'enfants, en particulier des filles. Plusieurs de ces lois ont besoin d'être mis en place de manière vigoureuse.

Nous savons tous que nous avons maintenant le plus grand nombre de jeunes gens de toute l'histoire de l'humanité et qu'ils font ou feront bientôt leur transition de l'adolescence vers l'age adulte. Nous savons aussi qu'à travers le monde et particulièrement dans la région, la jeunesse est marginalisée de différentes manières en particulier concernant l'accès à l'emploi, aux services et à l'information sur la santé de la reproduction entre autres. Nos gouvernements reconnaissent d'avantage la nécessité de combler les besoins sans cesse croissants de la jeunesse et de les inclure dans les processus de développement.

A cette fin, des politiques et des cadres institutionnels importants pour répondre aux problèmes de la jeunesse ont été mis en place, bien qu'ils n'aient pas fonctionné de façon optimale. L'Union Africaine a récemment adopté la Charte Africaine de la Jeunesse pour fournir un cadre de programmation pour la jeunesse dans la région. Un plan d'action pour la mise en œuvre de cette charte est actuellement en préparation. Des approches multisectorielles détaillées pour répondre aux questions de sexualité et de santé de la reproduction de la jeunesse, en particulier dans la prévention du VIH, ont été expérimentées dans quelques pays, se sont avérées un succès et sont en train d'être adopté dans presque tous les pays de la région.

Excellence Mr le Président,
Mesdames et messieurs,
Un autre problème émergent inquiétant est le manque apparent de véritables politiques pour la population dans le contexte de planification et de programmation de développement. Par conséquent, la population devient « un domaine de priorité perdue » dans les politiques de dialogue nationales et régionales aussi bien que dans les programmes d'efforts qui ont pour objectif la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD. Un examen de plusieurs PRSPs dans la région atteste de ce fait. Ceci est totalement différent de la situation des années 1980 et 1990 ou plusieurs de nos gouvernements ont adopté et mis en place des politiques et des programmes de populations nationales explicites.

Malgré cela la population demeure toujours un problème de développement majeur dans la région. Les taux de croissance de la population sont toujours très élevés car la population augmente du fait de la structure d'age jeune de la région. Les tailles des populations augmentent donc très rapidement et l'on s'attend à un doublement de la population de la région dans la génération à venir. Les protagonistes de cette croissance rapide n'ont pas trop changé durant les deux dernières décennies.

Nous espérons que nos gouvernements accorderont plus d'attention à ce problème. Des rapports sur les progrès en vue de réaliser les OMD dans la région, en particulier ceux publiés par le PNUD, la Banque Mondiale et le Projet Millénaire de l'ONU ont tous attiré leur attention sur les contraintes imposées par le « facteur population » ou le piège de la pauvreté lié à la démographie » dans leur effort pour réaliser les OMD. Des agences comme le FNUAP ont considérablement attiré l'attention des gouvernements sur les liens entre la population, la réalisation de l'accès universelle à la santé de la reproduction et à la réduction de la pauvreté.

Un problème qui a réapparu avec acuité est le besoin de données et d'informations sur la population, la santé et dans le domaine socio-économique, sans lesquelles un plan de développement approprié et une évaluation du progrès vers des objectifs planifiés ne peuvent être entreprises. La revendication de telles données s'est accru considérablement avec la préparation et la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté et plus récemment dans le contexte d'évaluation du progrès national et régional pour la réalisation des OMD et la promotion de la bonne gouvernance et de la décentralisation. Pourtant ceci est un domaine ou plusieurs de nos gouvernements n'ont traditionnellement pas alloué de ressources suffisantes.

Cependant il est réconfortant de noter que beaucoup de gouvernements accordent plus d'attention et allouent plus de ressources à cette importante question. Leurs partenaires au développement sont plus déterminés à aider contrairement au passé. Il y a de nouvelles initiatives pour rassembler des données déjà existantes dans des systèmes de gestion d'informations intégrés et de les rendre plus facile d'accès aux utilisateurs au niveau national et sous national en utilisant les nouvelles technologies de l'information.

Excellence Mr le Président,
Mesdames et messieurs,
L'urbanisation s'est avérée une question de développement et de population majeure. L'on prévoit

dans l'espace de la prochaine génération que la population urbaine de la région va plus que doubler de 294 millions à 742 millions. Mais comme nous le savons tous, nos villes sont incapables de supporter leurs populations actuelles. Des pressions énormes sont déjà exercées sur elles pour l'approvisionnement de services adéquats en terme d'emploi, de logement, d'éducation, d'assainissement, d'eau, d'énergie, de transport etc. L'installation de quartiers pauvres s'accroît très vite. Malgré tout, beaucoup reste à faire pour maximiser les avantages potentiels de cette transformation urbaine ou de réduire ses conséquences néfastes.

Le nombre croissant de réfugiés et de populations déplacées internes dans la région dû aux nombreux conflits internes et sous régionaux est un problème inquiétant et inhérent. La migration de nos intellectuels vers les pays les plus développés sous la forme de « fuites de cerveaux » n'est pas un phénomène nouveau. Ce qui parait en revanche inquiétant est son niveau sans précèdent, son coût pour nos gouvernements et son impact négatif sur la situation des ressources humaines dans la plupart de nos pays. Par exemple l'on évalue à un sur trois intellectuels qui émigrent hors de l'Afrique chaque année. Ajouté à cette migration phénoménale de nos intellectuels, on note la migration d'un nombre important de notre jeunesse vers les pays occidentaux, très souvent comme « immigrants illégaux » dans leur tentative d'échapper aux privations économiques dont ils souffrent. Néanmoins le coté positif est l'important transfert de fonds envoyé au pays par ces immigrants qui constitue des proportions substantielles du PNB de plusieurs pays africains envoyeurs.

Excellence Mr le Président,
Mesdames et messieurs,
Ceux-ci représentent juste une petite portion des problèmes relatifs à la population et au développement qui ont pris un niveau important dans la région ces derniers temps. Il y a certainement plusieurs autres problèmes, de plus, dans le monde en mutation dans lequel nous vivons, plusieurs autres problèmes doivent être anticipées. Parmi eux, il y a le vieillissement de nos populations et les effets du changement climatique. Puisque plusieurs de nos pays vivent une transition démographique, le vieillissement de la population peut paraître comme un phénomène distant, mais le poids du vieillissement est un fait qui va se réaliser tôt ou tard. Nous savons tous que les pays en voie de développement, en particulier les pays africains supporteront tous le plus lourd fardeau découlant des effets du changement climatique même s'ils contribuent pour très peu à ce changement.

Il y a plusieurs autres problèmes opérationnels que je n'ai pas soulevé. Plusieurs d'entre eux sont liés aux récents changements dans le nouvel environnement d'aide et de reformes au sein et en dehors du système des nations unies qui affectent la manière dont ces problèmes sont traités.

Je ne peux finir mon propos sans toutefois vous rappeler que ces questions sont au cœur du travail du FNUAP dans la région et ailleurs. Elles sont au cœur de son action avec la plupart des professionnels, des décideurs, des académiciens et des chercheurs comme vous. Ce sont aussi des questions inscrites dans le Programme d'Action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement que tous les pays dans la région ont signé. C'est certainement la raison pour laquelle le FNUAP a appuyé les activités de cette organisation durant les années passées et qui justifie sa détermination à continuer dans cet élan dans l'avenir. Le FNUAP s'est engagé à opérer des changements organisationnels qui le rapprocheront plus près des populations qu'il sert dans la région. Il a très récemment adopté un plan stratégique couvrant la période de 2008 à 2011 pour y arriver.

Le FNUAP est particulièrement intéressé par les résultats des délibérations de cette conférence car ils lui permettront d'atteindre sa mission et exercer son mandat dans la région et partout ailleurs. Ce sont : promouvoir le droit de chaque femme, homme et enfant à une vie saine et d'égale opportunité ; d'aider les pays à utiliser les données pour la mise en œuvre de politiques et de programmes de réduction de la pauvreté ; de s'assurer que toute grossesse est désirée, que toute naissance est sans risque, que toute jeune personne n'est pas atteint du VIH SIDA et que toute fille et femme soit traité avec dignité et respect.

J'aimerais terminer en rendant encore une fois un vibrant hommage au leadership de l'UEPA pour le choix du thème de la conférence et pour avoir invité le Directeur du FNUAP à s'adresser à cette conférence. J'aimerais aussi exprimer la reconnaissance du FNUAP à son excellence Mr le Président, au Gouvernement et au peuple de la République Unie de Tanzanie pour avoir abrité cette conférence.

Merci à tous pour votre attention particulière.

L'honorable David H. Mwakyusa (Député)
Ministre de la santé et du bien être social, République Unie de Tanzanie.

Son excellence Amani Abeid Karume, Président du Gouvernement révolutionnaire et président du conseil de Zanzibar, Honorables ministres ;
Messieurs les Secrétaires permanents :
Chers partenaires au développement et diplomates.
Mr le Président de l'UEPA

Mr le vice président de l'UEPA ;
Cher (e) s invité (e) s,

Mesdames et messieurs
Je suis très honoré de participer et de prononcer ce discours sur la population et l'état de la santé en Tanzanie, à cet important forum de la cinquième Conférence sur la Population Africaine. Je voudrais dans le même esprit souhaiter la bienvenue à tous les invités et à tous les participants qui nous ont rejoint aujourd'hui pour être témoins de cette importante conférence. Je suis persuadé que vous avez d'autres importantes responsabilités, et le fait d'avoir choisi d'être avec nous me réconforte et me donne le sentiment que vous accordez la priorité à cette conférence.

Mesdames et messieurs :
Les recensements montrent que la Tanzanie compte au total 38.6 million en 2006. Le recensement de 2002 montre que 77% de la population vivent dans les zones rurales alors que seulement plus 23% vivent dans les zones urbaines. L'espérance de vie est de 49 ans pour les hommes et de 51 ans pour les femmes. Notre population s'accroît plus vite que le développement de nos services de santé. Ceci a des répercussions sur la qualité du système de santé. En général, la qualité du système de santé n'est pas toujours satisfaisante, en dépit des progrès remarquables de ces dernières années, en particulier depuis l'avènement des reformes du secteur de la santé au début des années 1990. Ceci se voit a travers la crise des ressources humaines dans le domaine de la santé, les problèmes de financement, des infrastructures, des médicaments et des systèmes d'approvisionnement inadéquats y compris des vaccins. Ce sont de réels défis que rencontre le secteur de la santé. Nous sommes déterminés à faire face aux défis actuels, en utilisant les ressources disponibles. Jusqu'aujourd'hui le taux de mortalité maternelle est toujours très élevé avec 378 sur 100.000 naissances viables et notre objectif est de le réduire à 225 sur 100.000 en 2010. Le taux de mortalité infantile est de 68 sur 1000 naissances viables alors que le taux de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans est de 122 sur 1000 naissances viables.

Mesdames et messieurs :
Les taux de mortalité élevés, en particulier des enfants et des mères ont été une caractéristique du continent africain pendant des décennies. Alors que le continent a connu une baisse presque générale des taux de mortalité entre les années 1970 et le début des années 1990, il existe aujourd'hui des preuves de l'inversion de cette tendance en particulier dans les pays qui ont un système de santé défaillant et ceux qui ont été sérieusement affecté par le VIH SIDA. Le lourd fardeau des maladies contagieuses et non contagieuses est un défi au système de santé actuel. Les épidémies de paludisme, de tuberculose et de VIH SIDA continuent d'affecter beaucoup de personnes dans le pays et sur notre continent. En Tanzanie, le nombre de cas de paludisme clinique par an est estimé entre 17 et 20 millions, causant approximativement 100.000 morts. Actuellement nous sommes en train d'augmenter l'échelle des interventions efficaces pour atténuer l'ampleur de la maladie. Cette augmentation comprend la gestion de l'environnement en vue de réduire les lieux de prédilection de l'accouplement, l'introduction de pulvérisations domestiques avec le DDT, l'approvisionnement de moustiquaires imprégnés, un bon diagnostic et un meilleur traitement des infections du paludisme. Les protocoles pour le traitement du paludisme ont été révisés. Qui plus est, la tuberculose continue d'être parmi les principaux problèmes de santé publique dans le pays, contribuant à 7% du fardeau de la maladie.

Mesdames et messieurs :
Le taux de prévalence du VIH SIDA depuis la manifestation du premier cas a varié en dessus des 12 % en 1990. Jusqu'aujourd'hui, avec les interventions, le taux de prévalence a chuté dans tous les groupes d'age avec moins de 7%. Nous augmentons maintenant la prévention du VIH SIDA, les interventions pour les soins et les traitements pour réduire la prévalence de 50%, du taux actuel de 7% et fournissons aux malades du SIDA des ART. Actuellement nous avons un total de 1.360.607 personnes qui ont volontairement fait leur test de dépistage pour connaître leur statut sérologique à travers la campagne nationale lancée par son excellence le président Jakaya Mrisho Kikwete, le 14 juillet 2007 et jusque là nous avons 107 128 patients (Septembre 2007) qui sont sous traitement ARV. Puisque le traitement est perpétuel, un engagement financier, durable et continu doit être assuré pour éviter l'interruption de la thérapie qui créera des souches de résistance, et pourrait ainsi exigée des médicaments plus chers. Le VIH SIDA demeure toujours le désastre national numéro un, il a causé des ravages, aggravé le fardeau de la maladie, augmenté les taux de mortalité à un age précoce et saper la croissance économique.

Mesdames et messieurs :
Dans le contexte de population et développement en Afrique, chaque pays a accepté de traiter le problème de la réduction de la pauvreté en conformité avec les objectifs millénaires de développement. Plusieurs pays ont pris avantage des opportunités locales et globales pour mettre en œuvre des reformes économiques qui ont augmenté les revenus et réduit la pauvreté avec des améliorations dans le développement humain y compris une élévation des taux de scolarisation, une baisse du taux de mortalité et une fertilité en baisse. Dans le secteur de la santé, nous devons accélérer la mise en œuvre des OMD 4 relatifs à la santé de l'enfant, les OMD 5 relatifs à la santé maternelle et les OMD 6 qui traitent

des questions du VIH SIDA, du paludisme, de la tuberculose et d'autres maladies contagieuses. Je suis heureux de vous informer qu'en Tanzanie nous sommes en phase avec les OMD 4. Si toutes les conditions restent les mêmes, nous atteindrons nos objectifs avant la fin de l'année 2015 en augmentant l'échelle des interventions rentables telles que l'IMCI, l'EPI et le traitement du paludisme dans les 24h qui suivront le début d'une fièvre par l'utilisation d'un traitement médical basé sur l'ACT. Les questions du nouveau né seront traitées en même temps que la santé de la mère à travers l'opérationnalisation des stratégies des OMD 5, en particulier les soins obstétriques urgents (EMOc). La Tanzanie est en train d'activer les EMOc dans les centres de soins ruraux en vue de fournir des interventions chirurgicales obstétriques.

Mesdames et messieurs :
Au regard des OMD 5 relatifs à la santé maternelle, le secteur de la santé en Tanzanie a mis en place une feuille de route nationale pour accélérer la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle et du nouveau né que nos partenaires au développement ont appuyé. Concernant les OMD 6 qui traitent des questions du VIH SIDA, de la tuberculose, du paludisme et d'autres maladies contagieuses, nous avons reçu un soutien substantiel international en terme de financement et d'appui technique du PEPFAR, du Global Fund, de la Fondation Clinton et d'autres organisations. Cependant d'autres maladies contagieuses, qui sont d'une grande importante pour nos populations, ne bénéficient pas de financement.

Mesdames et messieurs
Les stratégies de la santé de la mère, du nouveau né et de l'enfant ont été acceptées par le gouvernement de la République Unie de Tanzanie et des partenaires au développement. Ces stratégies sont prêtes à être mis en œuvre en tandem avec l'augmentation du IMCI sur l'étendue du territoire national, le renforcement du programme d'immunisation, la promotion d'employés qualifiés et de soins obstétriques urgents, le renforcement des services de planning familial en encourageant les communautés et les foyers à participer pleinement à travers leurs services et comités de santé.

Mesdames et messieurs :
La Tanzanie, à l'instar de tout autre pays en Afrique, connaît plusieurs défis au niveau de la population. Dans l'espace de cinq ans, et ce depuis le recensement de 2002, la population a augmenté de 34.5 à 38.6 million en 2006, affichant ainsi un taux de fécondité ou de croissance élevé. Cependant, vu cette augmentation de la population et des maigres ressources disponibles dans les services de santé, un fonctionnement efficace des services de santé se révèlent discutable. Le secteur de la santé reste toujours en déficit de financement. Nous connaissons tous la Déclaration d'Abuja qui recommande qu'un minimum de 15% du budget total du gouvernement soit alloué au secteur de la santé. Actuellement nous avons atteint 11%, étant donné les défis que connaît notre économie. En général nos exigences sont nombreuses mais nos ressources sont rares, par conséquent, établir les projets par ordre de priorité et allouer les ressources disponibles de manière rationnelle est crucial afin de faire face aux demandes dans le domaine de la santé.

Mesdames et messieurs
Les infrastructures sanitaires actuelles en Tanzanie ne sont pas suffisantes pour répondre aux exigences de santé de la population. L'état des infrastructures est déplorable et requiert d'importantes réhabilitations et des réalisations nouvelles pour faire face aux nombreux besoins de la population. Il est aussi important de fournir des équipements médicaux techniques conformes aux technologies actuelles.

Tous ces efforts sont liés à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (MKUKUTA) 2010 et de la Vision Nationale 2025.

Mesdames et messieurs
J'espère qu'à la fin de cette conférence nous continuerons à nous entraider dans la mise en œuvre des politiques et des stratégies visant à répondre aux besoins de la population. Nous aurons des discussions basées sur des preuves et choisirons des options pour la mise en œuvre de ces politiques et stratégies, en tenant compte de nos réalités locales. L'Afrique a des besoins de santé uniques, étant donné la croissance rapide de la population, les épidémies en cours et autres désastres, les accidents de circulation, les taux de mortalité maternelle et infantile. Il est important d'avoir des positions communes pour trouver des solutions à ces problèmes. J'aimerais conclure par déclarer que des stratégies de santé efficaces et bien exécutées vont mitiger l'explosion démographique, accélérer la croissance de l'économie nationale et nous permettre de réaliser notre vision d'une meilleure qualité de vie et de bien être social.

Merci pour votre attention

Honorable Mr le Député Juma Ngasongwa, Ministre de La Planification, de l'Économie et de l'Autonomisation, République Unie de Tanzanie

Excellence Mr Amani Abeid Karume, Président du Zanzibar, Président du Conseil Révolutionnaire du Zanzibar

Honorables Ministres
Excellences les ambassadeurs et Hauts Commissaires
Messieurs les représentants de l'UEPA
Honorables parlementaires
Chers invités
Mesdames et messieurs

Permettez moi de débuter mon intervention par vous exprimer le privilège qui est le notre d'avoir son Excellence Mr Amani Abeid Karume, Président du Zanzibar et Président du Conseil Révolutionnaire du Zanzibar avec nous, en ce jour, pour présider la cérémonie d'ouverture de la 5ème Conférence sur la Population Africaine. Etant donné votre emploi du temps très chargé et le délai si court que vous avez eu pour nous assurer de votre disponibilité, je ne peux que vous remercier grandement d'avoir accepté d'honorer de votre présence cette cérémonie d'ouverture.

La Première Conférence Africaine sur la Population s'est déroulée au Sénégal en 1988, la seconde fut divisée en 4 sous conférences se déroulant respectivement au Kenya (1990), au Burkina Faso(1991), au Botswana (1992) et en Cote d'Ivoire (1993). La 3ème conférence s'est passée en Afrique du Sud en 1999 et la 4ème en Tunisie en 2003. Celle-ci est la 5eme conférence abritée par Arusha, en Tanzanie. Je suis à la fois enchanté et ému par votre présence à cette rencontre. Je vous souhaite à tous les bienvenus à Arusha, également appelée la Genève de l'Afrique ou encore le coeur du tourisme tanzanien.

Mr le Président,
Dans les domaines de la population et du développement, le continent africain fait face à de nombreux problèmes ayant des répercussions aussi diverses que sérieuses sur notre développement socio-économique. D'un point de vue général, les problèmes démographiques qui impacte négativement sur le développement africain et plus particulièrement celui de l'Afrique sub-saharienne comprennent, entre autres, des taux élevés de fécondité, de mortalité et de morbidité aussi bien que des déplacements incontrôlés, spontanés, non planifiés des populations surtout des villages vers les villes. A toutes ces questions se sont ajoutées d'autres comme les maladies épidémiologiques dont le VIH/le SIDA.

Excellences,
Ces scénarios en mutation perpétuelle que sont les paradigmes démographiques en Afrique, résultant de l'impact négatif de nos populations sur le bien-être économique et social, ont amené les décideurs, les universitaires ainsi que les chercheurs à trouver des moyens pour combiner leurs idées en se focalisant sur les défis suscités par la situation démographique en Afrique. L'UAEP est l'une des organisations panafricaines à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir l'étude scientifique de la population en Afrique par le bien de la recherche, de la formation, de l'information, de l'assistance technique et de la coopération. Nous avons toutes les raisons d'être satisfaits des résultats enregistrés jusqu'à présent par l'Union et nous l'encourageons à continuer sans relâche à relever les problèmes cruciaux qui ralentissent le développement de l'Afrique et par la suite de nous fournir des voies de discussion afin d'apporter un éclairage sur les questions démographiques qui, une fois réglées, pourraient certainement améliorer nos initiatives de développement et combler nos attentes

Mr le président,
Cette conférence nous offrira une opportunité d'établir des contacts et d'échanger des connaissances et expériences entre décideurs, chercheurs, responsables de programmes, partenaires au développement ainsi que tous les principaux acteurs dans les domaines de la population et de la santé.

Cette conférence aura pour objectifs spécifiques de:

- Faciliter la diffusion et l'évaluation critique des découvertes concernant les questions émergeantes de population ainsi que leurs implications sur les initiatives de développement socio-économique en Afrique;
- Faciliter l'établissement et le renforcement des liens tant au niveaux personnel et institutionnels entre les décideurs, les chercheurs, les prestataires de services et les autres acteurs dans les domaines de population, de santé et du développement en Afrique;
- Promouvoir une approche concertée à l'étude et l'application des connaissances en matière de dynamique des populations, à la planification du développement en rassemblant une audience pluridisciplinaire constituée d'universitaires, d'experts, de décideurs et autres partenaires;
- Amplifier la visibilité des questions de population en Afrique par rapport aux discours scientifiques et de développement mondial par une publicité intense autour de cette conférence aux niveaux local, national, régional et international et
- Identifier les connaissances indispensables ainsi que les lacunes méthodologiques à combler afin d'augmenter la qualité et l'application des découvertes au niveau de la formulation de politiques et de programmes efficaces en Afrique.

Des séances formelles se tiendront en marge de la conférence. Elles couvriront les vastes domaines suivants: Croissance démographique Eradication de la pauvreté et bien-être des populations Santé reproductive, planning familial, migrations et urbanisation. D'autres séances porteront sur le VIH-SIDA, transition sanitaire, comportement sexuel et sexualité, environnement et développement durable, famille, sexe et ménages, et une nouvelle approche à la collecte et l'analyse des données.

Mr le président,
Hormis les séances, il y aura une série d'ateliers de formation et de table rondes sur des sujets spécifiques comme la déontologie de la recherche; les prévisions de croissance démographique en Afrique; la communication des récentes découvertes au grand public; le rôle des politiques dans le conception des programmes de recherche en Afrique; la lecture et la rédaction de rapports scientifiques.

Mr le Président,
Selon le programme, suite à la cérémonie d'ouverture, l'après-midi nous sera dévolu à nous les tanzaniens, pour démontrer notre expérience face aux problèmes liés a la population. C'est pourquoi la journée d'aujourd'hui a été dénommée Journée de la Tanzanie. Les tanzaniens partageront avec les autres participants venus du monde entier, leur savoir-faire en matière de population et de développement en s'appuyant sur des exemples typiques de notre pays. Ceci est certainement une initiative digne d'être saluer.

Au cours des jours à venir, les participants s'attelleront sur des questions de populations d'autres pays africains et au delà. L'objectif est d'échanger des points de vue et des expériences, apprendre les uns des autres. Au cours de cette conférence, il s'agira d'apprendre de nos expériences respectives, identifier les problèmes de populations et de formuler les solutions à y apporter en vue de les résoudre de manière prompte et décisive.

Votre excellence Mr le Président,
Permettez moi de céder la tribune aux éminents membres de cette assemblée, qui m'ont rejoint sur le podium, afin qu'ils puissent également prononcer leurs discours, avant de vous inviter a prendre la parole et par la même ouvrir officiellement la 5eme Conférence Africaine sur la Population.

Merci pour votre aimable attention.

Réception de soirée: discours de l'honorable député Dr Juma Ngasongwa, Ministre de La Planification, de l'Économie et de l'Autonomisation, République Unie de Tanzanie

Honorables ministres,
Honorables députés,
Messieurs les représentants du FNUAP,
Messieurs les Secrétaires Permanents,
Distingués délégués de l'UEPA,
Chers invités,

Mesdames et Messieurs,
J'aimerais saisir cette opportunité pour vous accueillir ce soir à cette réception en l'honneur de la Journée de la Tanzanie lors de la 5eme Conférence Africaine sur la Population.

En effet, je voudrais vous remercier de nous avoir réservé un peu de votre temps si précieux pour vous joindre à nous à l'occasion de cet événement si spécial. Imaginez un instant que vous organisiez un cocktail et que personne ne daigne se présenter. Je suis enchanté que vous ayez tous fait le déplacement pour faire de cette cérémonie une réussite. En Tanzanie nous avons un dicton en swahili qui dit : « shughuli ni watu », ce qui signifie “la fête c'est les gens d'abord”. Ceci pour dire que sans les personnes et plus particulièrement les amis et les proches il ne peut y avoir de célébration. C'est pourquoi votre présence à ce modeste cocktail est déjà un succès en soi. « Asante sana ». Merci infiniment pour votre temps et votre enthousiasme.

Mesdames et Messieurs,
J'ai été informé du fait que la plupart des participants à la 5eme Conférence Africaine sur la Population sont des intellectuels et des experts des pays membres de l'UAEP mais également nos partenaires au développement et que vous serez à Arusha pour les 5 jours à venir.

Ceci sera une occasion exceptionnelle d'échanger avec nous, les tanzaniens, votre savoir-faire en ce qui concerne les questions liées a la population et au développement en Afrique.

Dès lors, au cours des 5 prochains jours, nous nous attendons à ce que abordiez les sujets incluant:

- Le VIH-SIDA et son impact sur la croissance démographique
- La population et le changement de

l'environnement

- Les conséquences des migrations internes
- L'égalité des sexes et l'équité
- La croissance démographique
- La réduction de pauvreté en Afrique.

Mesdames et Messieurs,
Je crois que cette conférence discutera en profondeur de tous les sujets mentionnés plus hauts et proposera des recommandations visant à améliorer le travail des planificateurs et décideurs afin de mettre en oeuvre les mesures appropriées dans le but de catalyser la croissance de nos économies ainsi que la réduction de pauvreté.

J'espère également que les délibérations de la conférence poseront des jalons dans le sens de relever les défis de population auxquels font face l'ensemble des pays africains.

Ces défis auxquels l'Afrique est confrontée et pour lesquels le continent a besoin d'interventions politiques très fortes, sont l'accroissement d'une population urbaine pauvre, le taux élevé de mortalité infantile, la diminution de l'espérance de vie, le taux élevé de mortalité maternelle, l'urbanisation galopante et la dégradation environnementale, entre autres.

Mesdames et Messieurs,
Pendant votre séjour, vous aurez l'opportunité d'apprécier l'hospitalité tanzanienne qui est riche en tradition et en culture, et probablement de visiter divers sites touristiques comme le Mont Kilimandjaro, le Cratère du Ngorongoro, les Lacs Manyara et Tarangire. Notre désir est que vous vous sentiez chez vous et nous nourrissons l'espoir secret que vous adopterez la Tanzanie comme votre seconde patrie.

Mesdames et Messieurs,
Je conclurai mon propos en vous souhaitant à tous une santé de fer et un agréable dîner. Permettez moi de porter un toast à la paix éternelle, à l'amitié et au développement du continent africain.
Vive l'Afrique. Vive la Tanzanie.

Merci de votre aimable attention.

5. Programme de la cérémonie de clôture

HEURE	ACTIVITE	RESPONSABLE
04 : 00 – 04 : 30	Arrivée des participants.	Organisateurs de la conférence
04 : 30 – 05 : 00	Arrivée des invités d'honneur, son excellence Shaba Vuai Nahodia, Ministre d'Etat du Gouvernement Révolutionnaire de Zanzibar	Ministre adjoint du Plan, de l'Economie et de la Responsabilisation
5 : 00 – 5 : 30	Délibération sur le rapport de la conférence par le Prof Nyovani Madise, Président du Comité Scientifique	Organisateurs de la conférence
5 :30 – 5 : 40	La Déclaration d'Arusha	Organisateurs de la conférence
5 :40 – 6 : 00	Déclaration du Président de l' UAEP, le Professeur Kofi Nguessan Déclaration du Président entrant de l'UAEP, le Dr Eliya Zulu	Facilitateur
6 : 00 – 6 :10	Remarques de clôture par Mr Kh amis Mussa, Secrétaire Principal, Ministère des Finances et des Affaires économiques.	Facilitateur
6 : 10 – 6 :20	Honorable Gaudence Kayombo, Ministre adjoint du Plan, de l'Economie et de Responsabilisation pour souhaiter la bienvenue à l'invité d'honneur.	Facilitateur
6 : 20 – 6 :40 pm	Discours finale par l'invité d'honneur son Excellence Shamsi Vuai Nahodha, Ministre d'Etat du Gouvernement Révolutionnaire de Zanzibar	Facilitateur
6 : 40 – 6 :50 pm	Discours de remerciement par le Président du Comité National d'Organisation	Facilitateur
6 : 50 pm	Photo de Groupe	Facilitateur

6. Discours de Clôture

Remarque de clôture délivrée par l'honorable Shamsi Vuai Nahodha, Ministre d'Etat de Zanzibar.

Honorable Gaudence Kayomba Ministre adjoint du Plan, de l'Economie et de l'Autonomisation
Messieurs les officiels du Gouvernement
Chers représentants du FNUAP
Distingués délégués,
Chers invités
Mesdames et messieurs

J'aimerais tout d'abord exprimer ma sincère gratitude aux organisateurs pour m'avoir invité à présider la cérémonie de clôture de la 5eme Conférence Africaine sur la Population. J'aimerais par la même occasion remercier la République Unie de la Tanzanie et l'UAEP, premièrement pour avoir organisé cet événement et deuxièmement d'avoir accueilli cette importante conférence en Tanzanie.

Mesdames et Messieurs,
Nous sommes réunis ici depuis cinq jours pour discuter et échanger les informations sur les dynamiques des populations et leurs impacts sur le développement socio-économique en Afrique. Vu le nombre de présentations et de participants, les objectifs de la conférence ont été atteints. Mais comme l'a affirmé le Président Karume dans ses remarques initiales, le succès de cette conférence ne doit pas être jugé par la qualité des contributions scientifiques et par le nombre de participants, mais plutôt par le progrès que le continent pourrait réaliser en vue de répondre aux exigences de la croissance démographique, de la pauvreté et de la dégradation environnementale.

Lors de la Conférence sur la Population de 2003 à Tunis, les participants ont décidé de faire face aux défis auxquels fait face l'Afrique dont le VIH/SIDA, les conflits, l'inégalité des genres et la mortalité maternelle. Cela fait quatre ans que ces délibérations ont été rendues. C'est le moment idéal pour réfléchir et de se demander quels progrès avons-nous réalisés dans la concrétisation des délibérations de cette conférence. Cela me fait toujours de la peine de voir des venir de l'extérieur du continent, considérer l'Afrique comme le continent le moins développé, et l'associer au SIDA et à des guerres civiles. Cela est inacceptable. Nous devons changer l'image actuelle de l'Afrique en prenant d'avance des initiatives visant à trouver une solution à cette fâcheuse situation.

Mesdames et Messieurs,
La croissance démographique est un thème de grande actualité dans le monde d'aujourd'hui. Certains pensent que la croissance démographique stimule le développement économique en ce qu'elle fournit des marchés sûres pour les biens et les services tout en attirant les investissements dans le pays. Ils donnent l'exemple de la Chine qui a su profiter de sa grande population pour promouvoir le développement économique fait de la Chine l'une des économies à forte croissance. En revanche, d'autres pensent que la croissance démographique rapide entraîne l'exploitation excessive des ressources naturelles qui affecte négativement l'environnement et le développement durable. Puisque plusieurs pays africains n'ont pas le personnel hautement qualifié et la capacité de production de la Chine, la croissance démographique est susceptible d'avoir de sévères conséquences sur nos économies démunies. Par conséquent, quelle que soit la position qu'on pourra prendre, la discussion sur les questions de la population ne doit se focaliser uniquement sur les chiffres mais également sur la qualité des ressources humaines des pays.

Mesdames et Messieurs ;
L'Afrique est de loin le continent le plus pauvre au monde, le manque de ressources humaines qualifiées, la faible application de la science et de la technologie affectent la capacité du continent à développer l'agriculture et la fabrication pour la production de biens destinés à l'usage domestique et à l'exportation. La Banque Mondiale affirme que le développement économique futur de l'Afrique dépendra moins de ses ressources naturelles, en cours d'épuisement et objet de baisse de prix à long terme que de l'habileté de sa main d'œuvre et sa capacité à opérer une transition démographique. La croissance dans l'économie mondiale d'aujourd'hui basée sur l'information dépend d'une main d'œuvre flexible, instruite et en bonne santé pour profiter des ouvertures économiques. Accélérer la transition démographique pour réduire la croissance démographique exigera l'éducation, en particulier l'éducation des femmes, des contraceptifs et des services de santé de reproductive. Cette déclaration de la Banque Mondiale indique clairement que le développement de ressources humaines constitue un investissement important pour le développement des pays car l'éducation est un outil efficace de lutte contre la pauvreté.

Mesdames et Messieurs
Il existe une corrélation entre population, pauvreté et dégradation de l'environnement. La population et la pauvreté sont les causes principales des problèmes environnementaux en Afrique. Pendant que la population continue d'accroître, la population pauvre est obligée d'abuser des ressources environnementales pour des intérêts à court terme. Mais une exploitation excessive à long terme va favoriser l'appauvrissement de ces populations, rendant leur survie plus difficile. A

cet égard, les hommes sont à la fois les agents principaux de la dégradation environnementale et les victimes d'un environnement dégradé. Ils détruisent leur propre environnement à travers une exploitation non durable des ressources naturelles. Il s'agit des arbres abattus pour l'agriculture et pour l'installation des hommes, l'élevage et la pêche excessive, la destruction de déchets solides et liquides. Au niveau local ces problèmes environnementaux créent des conflits entre les bergers et les agriculteurs qui rivalisent pour des terres et des ressources en eau. Au niveau régional et international, une utilisation surabondante des ressources en eau, en particulier l'eau de rivières et de lacs qui provoquent des conflits entre les pays dépendant de la même source d'eau. Je citerai les exemples du lac Victoria et du Bassin du Nil où les pays de l'Afrique de l'Est, le Soudan et l'Egypte rivalisent pour une surexploitation des eaux du Nil. La pollution et le déversement des déchets solides et liquides sont tout aussi imminents. Il est évident que ces problèmes environnementaux seront la source de conflits internationaux dans l'avenir entre les pays qui ont en partage les eaux du Victoria et du Nil. Par conséquent, il est urgent pour les peuples qui vivent le long de ces eaux fassent des efforts de collaboration, pas seulement pour promouvoir la gestion durable des ressources naturelles, mais aussi pour échanger des points de vue sur la mettre à utiliser pour mettre en œuvre des programmes pour la réduction de la pauvreté.

Cette conférence se déroule à un moment crucial du développement de l'Afrique. Maintenant que nous sommes presque à mi-chemin de 2015, date butoir pour la réalisation des objectifs millénaires de développement, les pays africains devraient réfléchir aux implications de la dynamique des populations dans leur programme de développement. En Afrique sub-saharienne, la population s'accroît rapidement et devrait passer de 924 millions à 1.7 milliards d'ici 2025 et ce principalement à cause des mariages précoces, la taille des familles, l'usage insuffisant des méthodes de contraception ainsi que l'accès limité aux services de planning familial et un taux de fécondité très élevé.

Mesdames et Messieurs,
Depuis le début des années 1990 jusqu'à nos jours, de nombreux pays africains se sont embarqués dans un train de reformes économiques afin de relancer leur croissance et résorber la grande pauvreté. La république unie de Tanzanie a mis en place des plans de réduction de la pauvreté ainsi que des stratégies pour la promotion de la croissance économique et du recul de la pauvreté. Depuis que nous avons entamé la mise en oeuvre de ces programmes en 2000, nous avons accompli des résultats économiques significatifs. Par exemple, le taux de croissance est passé à 6,8%. Nous avons également enregistré des améliorations notables dans le taux de scolarisation au primaire, au secondaire et au supérieur. De plus, nous avons vu la mortalité infantile baisser de 191 décès par millier de naissances viables en 1990 à 112 en 2006. L'accès à l'eau potable en milieu rural et urbain s'est considérablement amélioré pour atteindre respectivement 55,7% et 78% en 2006. Cependant, un accroissement continu de la population détruira tous les acquis sociaux et économiques que nous avons réalisés jusqu'à présent. Cela débouchera sur une demande accrue pour des écoles, des centres de santé, et des terres arables pour l'installation des hommes.

Mesdames et Messieurs,
2015 n'est plus très loin. En vue d'accélérer la réalisation des Objectifs Millénaires de Développement, nous avons le devoir d'intégrer dans nos programmes de développement les questions de population. Pourtant, les pays africains ne seront pas en mesure d'atteindre ces objectifs tant que le VIH-SIDA et la malaria n'auront pas été jugulés. Dès lors nous devons redoubler d'efforts en investissant dans le développement de nos ressources humaines et plus particulièrement dans la jeunesse afin d'améliorer ses capacités intellectuelles. Nous devrions également augmenter notre investissement dans la santé de sorte que, lorsque les opportunités s'offriront à nous, il y ait des personnes valables dont on puisse utiliser les connaissances et les compétences.

Depuis un certain temps, les pays africains exécutent les programmes de réduction de pauvreté, pourtant leurs croissances ne se sont pas accélérées. Je suis fermement convaincu que l'Afrique a la possibilité d'accélérer l'allure de son développement à condition d'accepter les trois conditions suivantes : Premièrement, les gouvernements africains doivent orienter leurs ressources limitées vers le développement des ressources humaines afin de se doter d'une grande capacité de production. Deuxièmement, les gouvernements africains devraient allouer plus de ressources aux secteurs qui ont un impact direct sur le recul de la pauvreté tels que l'agriculture, le tourisme, et les infrastructures. Troisièmement, ils devraient mobiliser des fonds auprès des pays développés et lorsque cette aide au développement leur sera attribuée, qu'ils en fassent un bon usage pour restaurer la confiance des donateurs.

Mesdames et Messieurs,
Comme vous le savez tous, l'épidémie du SIDA se répand et continue de décimer la tranche économiquement active de la population en Afrique. Cette conférence tire la sonnette d'alarme et nous permet d'apprécier la magnitude du VIH-SIDA. Il est grand temps de trouver une solution à ce problème. J'exhorte tous les gouvernements africains, les sociétés civiles et les partenaires au développement à prendre une part active dans la lutte contre ce fléau afin d'éradiquer cette maladie en Afrique. Je suis conscient de la complexité de la tache à accomplir. Cependant, elle est réalisable si nous travaillons la main dans la main.

Comme le dit le proverbe Swahili: “là où il y a de la volonté, il y a toujours une voie.”

Sur ces quelques mots, je souhaite à tous les délégués un bon retour chez eux et j'ai l'honneur de déclarer officiellement close la 5eme Conférence Africaine sur la Population.

Merci de votre aimable attention.

Mr Khamis Mussa omar, Secrétaire principal du Ministère des Finances et des Affaires Economiques du Zanzibar

Honorable invité d'honneur, honorable Shaamsi Vuai Nahodha, Premier Ministre du gouvernement révolutionnaire du Zanzibar;
Honorables Ministres, députés et membres de la chambre des représentants;
Mr le président de l'UAEP,
Mr le vice-président de l'UAEP;
Chers partenaires au développement, chers diplomates;
Chers distingués ambassadeurs;
Chers dignitaires,
Distingués invités,
Mesdames et messieurs,

Au nom du Ministre des Finances et des Affaires Economiques du Gouvernement Révolutionnaire du Zanzibar, et en mon nom propre, permettez moi tout d'abord d'exprimer ma sincère gratitude à l'endroit de notre invité d'honneur qui a trouvé le temps d'officier la clôture de la 5eme conférence sur la population africaine ici á Arusha. Nous sommes tous conscients de l'emploi du temps extrêmement chargé lié à votre charge et le fait que vous ayez accepté de présider cette cérémonie dénote de l'importance que vous accordez aux problèmes liés à la population et au développement. Nous vous en sommes très reconnaissants.

Honorable Invité d'Honneur,
La 5ème Conférence sur la Population Africaine, que vous clôturez en ce jour, fait partie d'une série de conférences sur la population et le développement organisées à l'initiative de l'Union pour les Africaine pour l'Etude de la Population et différents pays hôtes tous les quatre ans en vue de passer en revue l'état des connaissances ainsi que les lacunes relatives aux divers problèmes démographiques et de développement qui touchent notre continent. Nous savons que la première conférence a été organisée au Sénégal en 1988. La deuxième fut divisée en 4 mini conférences qui se sont tenues au Kenya en 1990, au Burkina Faso en 1991, au Botswana en 1992 et en Côte d'Ivoire en 1993. La 3eme a eu lieu en Afrique du Sud et la 4eme s'est tenu en Tunisie en 2003.

Au cours de chacune des conférences, des thèmes spécifiques sont discutés et les résolutions qui en découlent sont entièrement intégrées aux structures, programmes et politiques. Le thème de la conférence de cette année s'intitule : “problèmes émergeant relatifs à la population et au développement en Afrique”.De manière pratique, le thème a été subdivisé en sous thèmes couvrant les sujets sur population et développement, croissance démographique, pauvreté et bien-être, santé de la reproduction, santé maternelle, santé de la jeunesse et développement; scolarisation et emploi. Les autres sujets étant VIH et SIDA, la transition sanitaire, le comportement sexuel et la sexualité, famille, sexes et ménages; population et environnement et enfin nouvelle approche pour la collecte et l'analyse des données.

Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs,
Les problèmes émergeant actuels relatifs à la population et au développement, qui ont été largement discutés et diffusés, nous offrent l'opportunité d'établir des contacts, et de partager les connaissances entre les participants sélectionnés parmi les représentants des gouvernements, des intellectuels et des experts pluridisciplinaires, de parlementaires venus des différents pays africains, de prestataires de services, des partenaires au développement multilatéraux et bilatéraux, de la presse et de la société civile.

Honorable Invité d'Honneur,
J'ai la certitude que la combinaison de ces sous thèmes et la pluridisciplinarité des participants, de même que l'engouement observé tout au long de cette conférence laissent présager de bons résultats. Dans ce contexte, si les résolutions de la conférence sont intégrées aux programmes, politiques et stratégies nationales dans le domaine social et de développement, puis associés efficacement aux Objectifs Millénaires de Développement, elles accéléreront la réduction de la pauvreté et amélioreront le bien-être des populations.

Honorable Invité d'Honneur,
Les problèmes démographiques ont une place très importante dans les plans de développement nationaux. Par le passé, ces problèmes étaient minimisés de sorte que les plans de développement manquaient de rigueur et n'avaient pas pour objet final le bien-être des populations. De manière générale, les questions de population recueillent de plus en plus l'attention qui leur est due .Le ministre des finances et des affaires économiques apprécie, à leur juste valeur, les contributions de la communauté internationale pour le renforcement des capacités et l'intégration de ces questions dans la Stratégie de Zanzibar pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (MKUZA,

acronyme en Kiswahili).

Honorable Invité d'Honneur,
Pendant les 5 jours qu'ont duré les délibérations, les participants ont fait des déclarations et des recommandations comme indiquées par les organisateurs. Les participants ont également acquis des connaissances et partagé leurs expériences avec une plus large audience. Permettez moi de saisir cette opportunité pour louer les efforts de tout un chacun et d'enjoindre chacun de nous, aux niveaux individuel et institutionnel présents ici, à accorder à nos travaux tout le sérieux qui leur est dû.

Pour conclure mon propos, puis-je une fois de plus remercier les organisateurs et tous ceux qui ont contribué à faire de cette conférence une réussite.

Merci de votre aimable attention.

Prof. Koffi N'Guessan, President de UAPS

Honorable Ministre,
Représentant(e)s du Fonds des Nations Unies pour la Population,
Monsieur le Directeur Exécutif,
Représentant(e)s des Agences des Nations Unies,
Honorables Députés,
Représentant(e)s des gouvernements africains à la Cinquième Conférence
Mesdames et Messieurs les chercheurs,
Membres de UAPS,
Mesdames et Messieurs des médias
Chers étudiants
Mesdames et Messieurs,

Après une semaine de travail acharné, nous sommes finalement à la fin de la Cinquième Conférence sur la Populations dont le thème est "Les Questions Emergeantes en matière de Population et de Développement en Afrique".

Mesdames et Messieurs,
Lorsque nous avons demandé le gouvernement de la République Unie de la Tanzanie, il y a quelques mois, d'accueillir cette importante réunion scientifique africaine, nous n'avions aucune idée quant à la qualité et le nombre élevé des participants que nous avons ici. Nous n'avons pas seulement obtenu le consentent du gouvernement mais aussi avons-nous jouit d'un soutient matériel et financier extraordinaire.Nous vous prions, honorable Ministre, de transmettre à Son Excellence M. Jakaya Kikwete, Président de la République Unie de la Tanzanie, aux membres de son gouvernement et au peuple courageux de la Tanzanie la reconnaissance et l'appréciation de la Communauté Scientifique et de l'UEPA réunie ici pour tout le soutient précieux dont nous avons bénéficié.

Nous vous prions également de transmettre notre appréciation la plus profonde à Son Excellence Amani Abeid Karume, Président du Zanzibar, qui nous fait l'honneur non seulement d'être présent à la cérémonie de clôture mais aussi de prononcer un discours dans lequel il a partagé avec nous sa vision de la population de notre continent.

Nous voudrions profiter de cette occasion pour rendre hommage et pour transmettre notre chaleureux remerciement au Ministre de Planification et aux membres de son Département qui ont participé activement à cette Conférence.

Honorable Ministre,
Mesdames et Messieurs,
Cette Conférence sur les Questions Emergeantes de la Population et le développement en Afrique a réuni des chercheurs qui ont étudié des sous thèmes pour alimenter les débats. Au cours de cette semaine, ils sont venus de tous les continents pour partager les résultats de leur travail. Nous voudrions ainsi exprimer notre profonde reconnaissance à tous les personnels chargés de la communication et les posters, aux organisateurs des différentes séances, animateurs et rapporteurs. Le succès de cette conférence est particulièrement dû à la qualité des documents présentés ainsi qu'à la bonne gestion des débats.

Si de nombreux participants ont assisté à cette réunion; c'est grâce à la contribution de plusieurs partenaires. Ces partenaires ont apporté leur concours technique, matériel et financier à l'UAEP pour l'organisation de cette Cinquième Conférence.

Nous en sommes très reconnaissant et nous espérons que cette confiance placée en nous aboutira à davantage de soutien en faveur des futurs projets.

Honorable Ministre,
Mesdames et Messieurs,
Les membres du prochain conseil ont été élus hier. Le niveau de participation pendant tout le processus électoral témoigne le vif intérêt des membres pour notre organisation. Au-delà des résultats, UAPS a beaucoup gagné puisque ces élections se sont déroulées dans une atmosphère de convivialité et de fraternité. Que de nombreux pays de notre continent connaissent l'atmosphère dan lequel s'est déroulé ce scrutin. Nos voudrions rendre hommage aux membres de la commission électorale sous la présidence de John Oucho, Professeur Émérite. Félicitations à tous les nouveaux membres!

Honorable Ministre,
Mesdames et Messieurs,
Étant à la fin de notre mandat, nous voudrions profiter de cette occasion et ce forum pour exprimer notre reconnaissance à tous les membres de l'Union ainsi qu'aux partenaires qui nous ont apporté leur concours.

Nous voudrions remercier le professeur Annan-Yao pour ses sacrifices et exprimer notre reconnaissance à tous les membres du Conseil sortant. Le président Eliya Zulu, qui présidera sur le destin de notre Organisation de 2008 à 2011, a beaucoup contribué à la réalisation des activités pendant les quatre dernières années. De plus, in n'a ménage aucun effort dans sa contribution à l'organisation de cette Conférence. Nous lui témoignons notre reconnaissance, tout en le félicitant. Il peut compter sur notre pour mener à bien les réformes initiées dans le but de renforcer le dynamisme de notre Organisation. L'Afrique et ses dirigeants doivent en profiter pour formuler des stratégies adéquates permettant à notre continent de mieux profiter de sa population pour un meilleur développement. Les honorables députés qui ont assisté à cette Conférence apporteront leur concours afin que l'Union puisse instituer un dialogue avec le gouvernement sur cette question.

Honorable Ministre,
Mesdames et Messieurs,
Je ne saurai finir ce discours sans remercier la population de cette ville d'Arusha l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé. Nous voulons également remercier le directeur du Centre International des Conférence d'Arusha et ses associés, ainsi que les interprètes, le directeur de APHRC, les membres de OIC et le Comité National d'Organisation, les prestataires de services, aussi bien que les hôtels pour leur contribution importante à l'organisation de cette cinquième Conférence.

Nous souhaitons à chacun de vous bon retour à vos familles, dans l'espoir de nous revoir en décembre 2011 pour évaluer l'état de la population de notre continent.
Au revoir et à bientôt!

Merci.

Le Dr Eliya Zulu, Président entrant de l'UEPA

Excellence, Shamsi Vuai Nahodha, Premier Ministre du Gouvernement Révolutionnaire de Zanzibar,
Honorable Gaudence Kayombo, Ministre adjoint chargé de la Planification, de l'Economie et de la Responsabilisation,
Secrétaire Principal de MOFEA, Mr Khamis Mussa,
Président de UAPS et les membres du Conseil de l'UAPS,
Honorables Députés de la République Unie de la Tanzanie et d'autres pays africains,
Représentants des partenaires bilatéraux et multilatéraux au développement
Honorables Invités,
Chers Délégués,
Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur et le privilège de prononcer ce discours en ma qualité du nouveau Président de l'Union Africaine pour l'Etude de la Population lors de la cérémonie de clôture de la Cinquième Conférence Africaine sur la Population, ici à Arusha, une ville si belle, si amicale et si culturellement riche.

Excellences,
Je suis sûr de parler au nom de tous les participants à cette importante conférence quand je dis que nous avons trouvé agréable notre séjour et l'hospitalité unique du peuple tanzanien dont nous avons bénéficié cours de la semaine écoulée.

En dehors de notre participation à cette conférence instructive, bon nombre de nous avons profité de notre présence à Arusha pour visiter les sites touristiques mondialement connus que possède votre pays, comme le cratère de Ngorogoro et le Mont Kilimanjaro.

Au nom de l'UEPA et ses membres, je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance au Président et gouvernement de la République Unie de la Tanzanie, et le Comité Nationale d'Organisation pour l'engagement dont vous avez fait preuve pour accueillir cette conférence, sans oublier le soutien financier et logistique que vous avez déployé en faveur de cette réunion.

Excellences,
La présence du Président Karume et deux ministres clés lors de la cérémonie d'ouverture le lundi, et votre présence à cette cérémonie aujourd'hui, est preuve irréfutable de l'engagement de votre gouvernement vis-à-vis des problèmes liés à la population et au développement auxquels sont confrontées la Tanzanie et toute l'Afrique.

Heureusement, selon le rapport des rapporteurs, des progrès ont été réalisés dans la recherche des solutions aux nombreux problèmes liés à la population et au développement auxquels est confronté le continent africain. Au nombre de ces défis figurent la prévalence et l'incidence du VIH/SIDA, une amélioration en matière de survie des enfants, croissance économique et contrôle de la fécondité. La population africaine étant robuste, les efforts pour résoudre certains de ces

problèmes ont commencé a porté fruit.

Toutefois, la plupart des exposés de cette conférence n'ont pas seulement confirmé ce que nous savons déjà, mais ont en plus apporté de nouvelles connaissances qui attestent à la précarité de la population africaine. A titre d'exemple, il y a eu des présentations sur des groupes des personnes (comme les jeunes) particulièrement vulnérables à l'infection par le VIH-SIDA, les habitants des bidonvilles, les personnes déplacés à l'intérieur de leur pays, entre autres. Des preuves ont également été apportées pour démontrer l'absence de progrès en ce qui concerne les taux de fécondité et de scolarisation ainsi que la hausse de la mortalité infantile dans certains pays et certaines couches de nos populations. Bien que la migration internationale ne représente qu'un facteur mineur de la croissance démographique en Afrique, l'ampleur de ses conséquences ne cesse de croître étant donné que de nombreuses jeunes personnes à travers le continent, n'ayant pas la possibilité d'emploi, entreprennent des voyages clandestins et dangereux vers le Nord.

Excellences,
Sans doute, l'Afrique est au carrefour du développement. Nous avons en face de nous deux choix: soit rester là à nous plaindre de ces problèmes, se mobiliser en vue de chercher une solution locale et durable pour relever de façon définitive ces défies.

Excellences,
Afin de réaliser des progrès significatifs en ce sens, nous devons nous même impulser cette volonté de changement. Il n'y a que les Africains qui puissent changer la situation d'Afrique.

En ce moment critique, nous devons nous mobiliser à tous les niveaux en vue de changer la situation ; engagement de la part des leaders politiques, des membres de gouvernements, des décideurs, des chercheurs et de tout partie intéressée. Nous DEVONS renouveler notre engagement en ce sens.

Excellences,
Face à une population estimée à un milliard d'habitants d'ici 2010 et à deux milliards en 2050, il y a lieu de s'interroger sur la qualité de population à laquelle nous aspirons.

A mon avis, le choix, parait clair. Nous pouvons opter pour un milliard de personnes analphabètes et démunies en proie à des difficultés économiques. En revanche, nous pouvons choisir d'avoir un milliard de personnes instruites, capable de contribuer au développement économique et dotées d'un pouvoir d'achat apte à propulser nos économies dans la voie de croissance. Que nos zones urbaines et villes en pleine expansion se transforment en centres d'extrême pauvreté, d'insécurité, de mauvaise santé et de toutes sortes de problèmes ou qu'elles deviennent des moteurs de croissance économique et d'industrialisation comme cela fut le cas à l'Occident relève entièrement de notre volonté.

Excellences, Mesdames et Messieurs
L'UEPA et tous les participants à cette réunion sont disponibles pour travailler avec les décideurs, les partenaires de développement et d'autres parties intéressées non seulement en vue de mieux apprécier la gravité des crises que traverse l'Afrique les Africains, mais aussi en vue de générer des preuves susceptibles d'informer la formulation des solutions durables à ces problèmes. Pourtant, il n'existe qu'un dialogue limité entre les chercheurs et les destinataires potentiels des résultats de leurs conclusions partout dans le continent.

Il est à espérer qu'en réunissant les chercheurs et les décisionnaires qui se servent des conclusions pour améliorer le sort de la population, cette conférence aurait contribué à résoudre la multiplicité de problèmes en matière de population et de développement auxquels est confronté le continent.

La vision de l'Union pour l'Etude de la Population Africaine c'est d'être la première organisation à faire des questions démographiques un thème central en matière de développement humain en Afrique. Comme l'a témoigné cette Conférence, l'Union noue des partenariats parmi des scientifiques, des décideurs et d'autres parties intéressées afin d'améliorer la capacité de recherche et de promouvoir des politiques démographiques basées sur les réalités en Afrique.

Excellences,
Permettez-moi de rendre hommage au Professeur Koffi N'guessan, Président de l'Union, pour son leadership exemplaire au cours des quatre dernières années.

Je suis persuadé que quand sera écrite l'histoire de l'UEPA, la principale contribution que le Prof. N'guessan nous aurait légué sera l'actuel plan stratégique qui régissent les reformes et la restructuration de l'Union en vue de la rendre plus efficace, pertinente et bénéfique à ses membres et à d'autres parties intéressées.

Le Professeur N'guessan a été un vrai leader qui a formé des gens et qui a développé la capacité de recherche en Afrique. Pendant 25 ans, il a travaillé à l'ENSEA (Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée) dont il était le directeur pendant les 12 dernières années. Pendant ce temps, il a fait preuve d'un leadership exceptionnel dans la formation des milliers de cadres africains dans les domaines matière de

population, statistiques, et Economie Appliquée.

Prof. N'guessan, nous vous félicitons pour votre réussite académique, et pour vos apports à l'amélioration de la compétence technique des spécialistes africains et à la promotion de l'UAPS à son état actuel.

Je voudrais également remercier tous les membres du Conseil sortant :
Secrétaire General: Béchir Mongi de la Tunisie;
Trésorier: Laurent Assogba du Bénin;
Rédacteur en Chef: Isiugo-Abanihe Uche du Nigeria;
Représentante de l'Afrique Centrale: Evina Akam du Cameroun;
Représentante de l'Afrique de l'Est : Margeret Ndwiga du Kenya;
Représentant de l'Afrique Australe : Sulaiman Bah du Sierra Leone;
Représentant de l'Afrique de l'ouest : Emilien Vignikin du Togo et
Représentant de l'Afrique du Nord: Abdelaziz Bouisri de l'Algérie.

L'engagement du Conseil et ses contributions à l'Union ont été d'une importance capitale au cours des quatre dernières années. Je tiens surtout à remercier le Prof. Elizabeth Annan Yao pour avoir conduit les affaires de l'Union de façon infatigable, faisant fi des défis auxquels l'Union s'est vue confrontée il y a quelques années. Elle est intervenue au moment ou l'UAEP avait d'énormes soucis financiers et elle a su aider l'Union toute seule à surmonter cette situation difficile. Je considère le Prof. Annan Yao plutôt comme la mère de l' UAEP. C'était vraiment insolite qu'elle soit revenue de sa retraite pour aider l'UAPS au moment ou son avenir était en jeu. Je vous demande tous de l'applaudir en reconnaissance de ses efforts.

Excellences, Mesdames et Messieurs,
L'UEPA a à son actif de nombreux accomplissements depuis sa création en 1984 dont:

- L'Union a formé des centaines de chercheurs grâce à son programme de micro crédits et ses ateliers de formation technique. Elle a aussi facilité le création des partenariats de recherche et des par le biais de son programme de réseaux de recherche thématique ;

- Nous avons organisé de nombreux programmes de formation technique et de plaidoyer.

- L'Union continue à publier the Journal of African Population Studies, journal Scientifique le plus systématiquement publié, dédié exclusivement aux questions relatives à l'étude de la population africaine.

- L' UEPA a aussi bien organisé, avec succès, des conférences et des séminaires y compris la Conférence Africaine sur la Population. Ces conférences ont joué un rôle clé dans la visibilité accrue des questions démographiques dans la planification du développement de l'Afrique et dans la promotion d'une approche globale et pluridisciplinaire à l'étude et compréhension de la population africaine.

Ces succès nonobstant, l'Union a également dû se confronter à de nombreux obstacles et défis dont plusieurs de nous sommes déjà au courant. On peut citer, par exemple, la structure actuelle de notre gouvernance par laquelle le pouvoir exécutif réside au Conseil au lieu du Secrétariat. Nous n'avons pas non plus été très efficace dans la mobilisation de membres et la gestion de des cotisations. De nombreux membres basés en Afrique n'ayant pas de cartes de crédit, il est très difficile de percevoir les cotisations en raison des différentes monnaies et des mécanismes de contrôle de change dans la plupart de nos pays. C'est ainsi que l'UEPA a décidé de nommer des représentants régionaux et des points focaux dans les pays chargés de la mobilisation des membres et de la collecte des cotisations. Ces mesures ont données quelques résultats positifs, même si nous sommes encore loin de la situation idéale où tous les membres payeraient leurs cotisations annuelles.

C'est à la lumière de ces défis et bien d'autres que le Conseil sortant a rédigé le nouveau Plan Stratégique dont les membres ont discuté lors de l'Assemblée Générale de mardi.

En ma capacité de nouveau président de l'UEPA, je voudrais vous assurer de mon engagement personnel à assurer que les réformes proposées par le Conseil sortant et approuvée de façon unanime lors de l'Assemblée Générale de mardi soient pleinement mises en œuvre. Ces réformes comprennent les priorités les suivantes:

1. Renforcement de la capacité administratives, financière du secrétariat et de sa capacité à mobiliser des fonds;

2. Renforcement des programmes de l'Union en vue de former la prochaine génération d'experts en matière de population par le bien du programme de micro crédits, des ateliers de formation technique et des séminaires;

3. Renforcement des liens existants entre l'Union et les institutions de recherches et de formation tant au niveau national que régional dans l'optique d'encourager le partage des connaissances en matière de formation et de recherche;

4. Améliorer l'application des résultats de recherche à la formulations des politiques et à la conception et mise en oeuvre des programmes grâce à la facilitation des partenariat entre chercheurs, instances chargées de la conception des programmes et décideurs. A cet effet, nous chercherons à renforcer notre collaboration avec les organismes régionaux comme l'Union Africaine, la BAD, UNECA, la CEDEAO, la SADC, le CEMAC, l'UEMOA, le NEPAD, et la COMESA afin que nous puissions contribuer à la réalisation de nos objectives stratégiques collectifs qui sont tous centrés sur l'amélioration du bien-être des Africains.

5. Améliorer la visibilité de la recherche scientifique sur la population africaine par une meilleure qualité et circulation du Journal de L'Etude de la Population Africaine. Notre engagement et vision, c'est de faire du Journal de L'Etude de la Population Africaine Journal de L'Etude de la Population Africaine un journal de haute gamme en la matière, et j'ose croire que le nouveau rédacteur partage cette vision.

Chers collègues de l'UEPA,
Dès que ces réformes seront mise en application, on peut s'attendre à une Union plus dynamique, prête à prendre sa place pour impulser des politiques et des recherches scientifiques en vue de résoudre les problèmes auxquels est confronté notre cher continent. L'Afrique pourra alors se faire entendre clairement lors de la conception des stratégies pour le développement du continent.

La qualité de formation dans nos universités est un autre secteur nécessitant une amélioration. En effet, à mesure que s'accroît le rôle des universités africaines dans la formation d'experts en matière de population et de développement, et à mesure qu'augmente le besoin en ressources humaines de ce domaine, les bourses d'études à l'étranger se font de plus en plus rare.

Les universités africaines sont-elles prêtes à relever ce défi mais aussi à saisir cette opportunité ? Alors que de nombreuses universités cherchent à améliorer leurs programmes de formation et de recherche, d'autres sont encore prisonnières d'obstacles bureaucratiques et du manque des ressources, avec des conséquences négatives sur la qualité de leurs produits. Excellences, si nous devons accepter l'idée de lier la recherche aux politiques et aux programmes, nous devons veiller avec urgence l'application correcte et fiable de la recherche à la formulation des politiques.

Excellences et chers participants,
Tout programme de renforcement de capacité en matière de recherche qui ne comble pas les lacunes de nos institutions de formation est condamné à ne traiter les problèmes que de façon très superficielle puisqu'il est quasiment impossible de renforcer la capacité des diplômés sans que ceux-ci ne possèdent une base théorique solide et des compétences d'analyse.

Mesdames et Messieurs,
Avant de mettre fin à mon intervention, permettez-moi de féliciter les nouveaux membres du Conseil de l'UEPA qui ont été élus hier, et par la même occasion de vous les présenter. Ils aideront à gérer les affaires de l' UEPA pour les quatre ans à venir:

- Vice Président, Jean-François Kobiane du Burkina Faso;
- Trésorier, Kofi Awusabo-Asare du Ghana;
- Secrétaire Générale, Anne Khasakhala du Kenya;
- Rédacteur en Chef, Clifford Odimegwu du Nigeria;
- Représentant de l'Afrique Centrale, Gervais Beninguisse du Cameroun;
- Représentante de l'Afrique de l'Est, Honorati Masanja de la Tanzanie;
- Représentant de l'Afrique de l'Ouest, Amadou Mouftaou du Benin;
- Représentant de l'Afrique du Nord, Bouraoui Amir de la Tunisie et
- Représentant de l'Afrique Australe, Henry Doctor du Malawi.

Mesdames et Messieurs,
L'avenir s'annonce très bien non seulement pour l'UEPA mais aussi pour toute l'Afrique, à juger par le niveau d'enthousiasme et d'engagement de nos membres et d'autres participants au cours de cette conférence.

L'UEPA est un espace fort utile où chercheurs, décideurs, et responsables politiques africains ainsi que d'autres acteurs clés peuvent réfléchir sur les nombreux problèmes affligeant notre continent en vue d'identifier des solutions éventuelles. Le succès de la Cinquième Conférence Africaine est preuve que l'UEPA est bien vivante, ayant un rôle à jouer dans le discours sur la population et le développement d'Afrique, et que divers acteurs s'attendent à ce que l'Association joue effectivement ce rôle.

De retours dans nos pays respectifs, nous espérons que le succès de cette Conférence ne sera pas seulement jugé par la qualité des documents scientifiques générés et le nombre de délégués mais plutôt, et surtout, par le progrès que le continent aurait réalisé dans la lutte contre la pauvreté, la mauvaise santé et les problèmes démographiques au cours des prochaines années comme résultats des présentations faites et des réseaux

crées lors de cette conférence.

Permettez-moi de profiter de cette occasion pour remercier tous ceux qui ont contribué au succès de cette Conférence. Je voudrais citer nommément des personnes qui ont sacrifié leur temps et parfois leurs propre ressources pour l'organisation de cette conférence : du côté du Comité International d'Organisation, Nyovani Madise, qui a présidé le Comité Scientifique, Alfred Agwanda, président du comité de bourse, Anne Khasakhala, qui a présidé le comité d'expositions, Jean-Christopher Fotso, président du comité chargé des posters et Joana Crichton qui a présidé le comité de publicité. Du côté du Comité National d'Organisation, je voudrais remercier Florence Elisa Njema, Mwanri et Majige Selemani, avec qui nous avons collaboré étroitement. Cette merveilleuse réunion n'aurait pas été possible sans votre engagement à cette Conférence.

La Conférence a été très habillement gérée par un secrétariat dirigé par Emma Gituku qui, malgré son implication ultérieure dans les travaux, a fait un travail excellent. Nous tenons également à remercier tous ceux qui ont travaillé au secrétariat pour leur dévouement des longues nuits durant pour assurer le bon fonctionnement de toute logistique destinée à la Conférence. Nous devons saluer le Dr. Swila et son équipe d'interprètes, dont les efforts magnifiques ont su préserver le statut bilingue de l'UEPA. .

Excellences, Mesdames et Messieurs,
Je voudrais vous remercier pour la confiance que vous avez investie en 2003 lorsque vous m'aviez élu président de l'UAPS en Tunisie. Je ne prends pas cette responsabilités à la légère et je sais qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour faire de l'Union ce dont nous rêvons.

Mes remerciements vont aux nombreux amis et collègues ci-présent et ailleurs qui ont façonné ma carrière - enseignants, professeurs, ami(e)s et collègues. Je remercie également les membres de ma famille nucléaire et de ma grande famille pour leur soutien pendant toute ma carrière. Je suis convaincu que ma présidence à l'UEPA réussira, car je suis persuadé que vous allez tous nous accorder, à moi et à tout le conseil, votre soutient inébranlable.

Permettez-moi, Votre Excellence, de clore mon discours en vous remerciant une fois encore pour avoir trouvé le temps précieux pour d'honorer cette cérémonie avec votre présence.

Que Dieu vous bénisse tous et vous accompagne lors de votre voyage de retour à vos pays respectifs, et que Dieu bénisse l'UAPS, le continent Africain et son peuple!

Je vous remercie de votre attention.

Discours de Remerciements Prononcé par M. Elisa M. Mjema, L'Président du Comité National d'Organisation, Ministère de Planification, de l'Economie et de la Responsabilisation

Excellence, Shamsi Vuai Nahodha, Chef Ministre de Zanzibar;
Hon. Gaudence Kayombo (D), Vice Ministre de Planification, de l'Economie, et de Responsabilisation;
Excellence Isidori Shirima, Commissaire Régional d'Arusha;
Excellences Députés de la Tanzanie et du reste du monde
Dr. Eliya Zulu, nouveau président de l'UAPS ;
M. Hamis Juma, Secrétaire principal au Ministère de Finance et des Affaires Economiques de Zanzibar;
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs,

J'ai le plus grand plaisir de vous remercier, en ce moment, d'avoir trouver le temps pour assister à cette auguste occasion. Cela atteste à l'importance que vous accordez à cet événement, et donc l'engagement des gouvernements à améliorer le bien-être des populations et d'éradiquer la pauvreté. Merci bien d'avoir accepté notre invitation bien que cela soit arrivé un peu tardivement.

Excellences,
C'est un moment historique puisque cette deuxième semaine de décembre de l'année 2007, restera figée dans nos mémoires en raison des solides résolutions proposées dans la déclaration d'Arusha. En effet, ces résolutions permettront aux pays africains de mieux se concentrer sur les résolutions des problèmes liés à la population. La Déclaration d'Arusha sera notre document de travail au cours des quatre prochaines années, jusqu'à la prochaine rencontre en 2011, la sur la même déclaration et dans un pays qui reste à déterminer.

Excellences,
Je tiens également à remercier M. Hamis Musa, Secrétaire Principal au Ministère de Finance et des Affaires Economiques du Zanzibar pour nous avoir rejoint ce soir. Vos remarques nous sont allées droit au coeur. Nous vous sommes gré des remarques précieuses. De la même veine, je remercie mon Ministre l'Honorable Dr. Juma Ngasongwa et mon Vice Ministre l'Honorable Gaudence Kayombo du Ministère de Planification et de Responsabilisation, pour avoir passé la meilleure partie de leur temps à donner des conseils et à s'assurer que la Conférence soit accordée l'attention

qu'elle mérite. Je n'oublie pas mon Secrétaire permanent, l'Ambassadeur Charles Mutalemwa et la Secrétaire permanente adjointe Joyce Mpunjo qui ont veillé à ce que les ressources financières et humaines nécessaires aient été mis en disposition à temps

.

Excellences,

Lors de la séance d'ouverture, l'invité d'honneur, Son Excellence Amani Abeid Karume, Président de Zanzibar et Président du Conseil Révolutionnaire a témoigné notre reconnaissance à l'égard de nos partenaires au développement et d'autres personnes et groupes dont le soutien à facilité cette Conférence. Permettez-moi, en ce moment, de dire quelques mots à sur l'excellent travail réalisé par les Comités National et International d'Organisation. Excellences, un événement de cette envergure ne peut se réaliser le jour au lendemain. C'est le fruit d'une planification minutieuse et d'un suivi sans relâche de la part des organisateurs. J'ai eu la chance d'avoir une équipe travailleuse et engagée, inlassablement à la recherche de réussite. Pendant les préparatifs de cette Conférence qui a duré un an, nous nous sommes heurtés à des obstacles à plusieurs niveaux, mais grâce à l'esprit de collaboration intrinsèque entre les Comités National et International d'Organisation, nous avons pu dompter ces obstacles. Et nous avons finalement réussi cette Conférence. Mes félicitations à tous les membres des Comités.

Excellences,

Je voudrais enfin remercier tous les participants, particulièrement mes frères venus d'autres pays, qui ont mis du temps à planifier avant de décider d'assister à cette Conférence en Tanzanie. Je suis persuadé que vous avez aimé votre séjour en Arusha. N'hésitez pas, s'il vous plait, à revenir nous voir vu les liens d'amitié que nous avons noués. J'ose espérer que vous avez choisi la Tanzanie comme deuxième patrie. Pour ceux qui ne partent pas demain, je vous invite à passer quelques temps à visiter quelques sites touristiques de ce pays, qui compte parmi les meilleurs du monde, dont le cratère de Ngorongoro. S'il vous plaît, soyez, nos ambassadeurs dans vos premières patries

.

Excellences,

On me fait comprendre que vous avez d'autres engagements, c'est ainsi que je vous remercie une fois encore d'être venu, en mon propre nom et au nom des membres des Comités National et International d'Organisation. Nous vous souhaitons aussi, chers participants, bon voyage de retour.

7. Les Membres du Comité National d'Organisation

- M. Elisa. M. Mjema (Président), Ministère de Planification, de l'Economie et de Responsabilisation.
- Mlle. Florence. M. Mwanri, Ministère de Planification, de l'Economie et de Responsabilisation
- M. Selemani Majige, Ministère de Planification, de l'Economie et de Responsabilisation.
- M. Robert Masatu, Ministère de la Planification, de l'Economie et de Responsabilisation
- Mlle. Albina. A. Chuwa, Bureau National des Statistiques
- M. Abihudi A. Baruti, Ministère de la Planification, de l'Economie et de Responsabilisation
- M. Charles. N. Mkomwa, Arusha International Conference Centre
- M. Alhaji. K. Mamboleo, Bureau Régional – Arusha
- M. Christopher. L. Mwaijonga, Fond des Nations Unies pour la Population, Tanzanie
- Dr. Catherine. B. Sanga, Ministère de lSanté et du Bien-être Social
- Prof. Milline. J. Mbonile, Université de Dar es Salaam
- M. Louis. P. Accaro, Fondation du Secteur privé de la Tanzanie
- Ms. Jane. B. Chambi, Bureau Central de l'Immigratione Fifth African Population Conference
- M. Aswegen. W. Magambo, Ministère de Sûreté Publique et de la Sécurité
- M. Clay. V. Manda, Ministère des Affaires Etrangère et de Coopération Internationale.
- M. Deogratias. S. Malogo, Office de Tourisme de la Tanzanie
- M. Adam. R. Msumule, Ministère de Finance
- M. Ryoba. C. Kangoye, Authorité Fiscale de la Tanzanie
- Mlle. Lilian .T. Manga, Confédération des Industries de la Tanzanie
- M. Yakout. H. Yakout, Ministère de Finance et des Affaires Economiques de Zanzibar
- M. Kombo. M. Kombo, Ministère de Finance et des Affaires Economiques de Zanzibar
- Dr. Hanuni. W. Sogora, Ministère de Santé de Zanzibar
- Mlle. Halima. A. Omar, Ministère de Travail, du développement de la Jeunesse, des Femmes et des Enfants de Zanzibar
- Dr. Julius. K. Kivelia, Université de Dar es Salaam

- Dr. Fransis. J. Sichona, Université de Dar es Salaam
- Prof. Eleuther A. Mwageni, Ardhi Université

8. Les Membres du Comité International d'Organisation

Comité Directeur de Conférence

- Eliya Zulu (Président), APHRC
- Elisabeth Annan Yao, Sécrétariat de l'UEPA
- Alfred Otieno Agwanda, Université de Nairobi
- Joanna Crichton, APHRC
- Jean-Christophe Fotso, APHRC
- Anne Khasakhala, Université de Nairobi
- George Kichamu, Agence de Coordination pour la Population et le Développement, Kenya
- Nyovani Madise, Université de Southampton
- Margaret W. Ndwiga, Association Kenyanne pour la Population
- Bernadette Ochieng, UEPA

Membres du Conseil UAPS

- Koffi N'guessan, Ecole Nationale Supérieure de Statistiques et de l'Economie Appliquée (Abidjan)
- Eliya Zulu, APHRC
- Mongi B'Chir, Université de Tunis
- Laurent N. Assogba, UNFPA CST, Dakar
- Uche Isiugo-Abanihe, Université d'Ibadan
- Kokou Emilien Vignikin, Université de Lomé
- Evina Akam, Institut De Formation Et De Recherche Démographiques (Yaoundé)
- Margaret W. Ndwiga, Association Kényanne pour la Population
- Abdelaziz Bouisri, Institut de Sondage d'Opinion et de Fabrication d'Image (Algiers)

Autres members de l'UAPS qui nous ont conseilleé et soutenu:

- Kubaje Adazu, CDC / KEMRI
- Ayaga Bawah, INDEPTH Network
- Ann Biddlecom, Guttmacher Institute
- Philippe Bocquier, Institut de Recherche pour le Développement
- John Cleland, LSHTM
- Alex Ezeh, APHRC
- Tamara Fox, Hewlett Foundation
- François Héran, INED, Paris
- Jean-Francois Kobiane, Université de Ouagadougou
- Samson Lamlenn, UNFPA Afrique
- Michel Loriaux, Université Catholique de Louvain
- Wolfgang Lutz, Institut Internatinal pour l'Analyse Appliquée des Systèmes
- William Lyakurwa, AERC
- Ndalahwa Faustin Madulu, Université de Dar es Salaam
- Monica Magadi, Université de Loughborough
- Cheikh Mbacké, Hewlett Foundation
- Souleymane Mboup, Centre hospitalier, Dantec, Dakar
- William Molmy, CEPED, Paris
- Akim Mturi, Conseil de Recherche sur les Sciences Humaines, Afrique du Sud
- Pierre Ngom, UNICEF
- Kasirim Nwuke, UNECA
- Clifford Odimegwu, Université de Witwatersrand
- Prosper Poukouta, UNFPA Afrique /BAD
- André Quesnel, CEPED, Paris
- Jacques Van Zuydam, Unité Nationale pour la Population, Afrique du Sud
- Basile Oleko Tambashe, UNFPA
- Steve Tollman, Université de Witwatersrand
- Osman Sankoh, INDEPTH Network
- Bernadette Ochieng, Coordinatrice de la Conférence
- Emma Gituku, Organisatrice des Evénement
- Yohane Kalinde, Consultant
- Hellen Gakuru, Stagiaire
- Vincent Otieno, Stagiaire

9. Liste d'exposants

- Centre Africain de Recherche sur la Population et la Santé (APHRC)
- Unité de Meilleure Régulation, Tanzanie
- Conseil de Commerce Externe, Tanzanie
- Centre d'Etudes sur les Adolescents (CSA) Université de Georgetown
- Guttmacher Institute
- Integrated Public Use Microdata Series (IPUMS) USA
- Société Internationale pour la Santé Urbaine (ISUH)
- Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population
- Macro International
- Maonyesho
- Bureau National de Statistiques de Tanzanie
- Agence Nationale de Coordination pour la population et le Développement (NCAPD),
- Gouvernement de la République du Kenya
- Association Américaine de la Population (PAA)
- Bureau de Référence en Matière de Population (PRB)
- Organisation pour le Développement des Petites Industries
- Ecole d'Etude du Développement (SODS), Université de Kwa Zulu Natal
- Office de Tourisme de la Tanzanie
- Commission tanzanienne sur le SIDAT

(TACAIDS)

- Programme Tanzanienne de Réseaux des Femmes (TGNP)
- Centre Tanzanienne d'Investissement (TIC)
- Association Tanzanienne de Jeunes (TAYOA)
- UNICEF, Daniel Vadnais

10. Liste des Sponsors

- Banque Africaine de Développement
- Centre Africain de Recherche sur la Population et la Santé (APHRC)
- Fondation Bill & Melinda Gates
- Centre Français de Population et Développement
- (CEPED)
- Département pour le Développement International, Royaume Unie (DFID)
- Guttmacher Institute
- La William and Flora Hewlett Foundation
- Institut National d' Etude Démographique (INED)
- Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population
- Fondation Packard
- Association Américaine sur la Population
- Université de Princeton
- SIDA
- Fondation Rockefeller
- UNFPA
- République Unie de la Tanzanie
- Venture Strategies
- Wellcome Trust

Des personnes et Organisations ayant rendu possible la tenue de la Cinquième Conférence Africaine sur la Population.

l'UEPA témoigne sa reconnaissance à toutes les personnes et personnes et organisations ayant joué divers rôles pour faire de la Cinquième Conférence Africaines sur la Population un succès resonant. Nous remercions le gouvernement de la République Unie de Tanzanie et le Comité National d'Organisation pour pris l'engagement non seulement à accueillir cette conférence mais aussi pour nous avoir assuré un appui financier généreux et pour avoir mis en place toutes les dispositions logistiques requises pour cette réunion de Tanzanie. Par sa présence à la cérémonie d'ouverture, le Président du Zanzibar à non seulement fait preuve de conduite exemplaire mais a également souligné à quel point la résolution des problèmes de l'Afrique est tributaire à l'engagement sans faille de politiques. L'engagement du gouvernement vis-à-vis la Cinquième Conférence Africaine sur la Population et les questions démographiques a également été démontré par le Vice Président qui, par sa présence a honorer le lancement officiel de la conférence en avril 2007. Le Secrétaire Permanent au Minstère de Planning et de Responsabilisation nous a donné des conseils et a fourni un aperçu utile sur le processus de planification. Il a également monté une équipe très performante sous la direction de Mlle. Florence Mwanri et Monsieur Elisa Njema en vue d'assurer que le gouvernement soit allé jusqu'au bout de ses engagements vis-à-vis la Cinquième Conférence Africaine sur la Population.

L'UEPA est reconnaissant à l'égard des membres du Comité de Pilotage pour avoir sans reserve dédié leur temps et, dans de nombreux cas, leurs ressources à la préparation de cette conférence. Nous remercions particulièrement les présidents des sous-comités du Comité de Pilotage pour avoir animé diverses activités relatives à leurs spécialités. Nous sommes reconnaissants à l'égard de centaines personnes qui ont joué des rôles clés comme présidents, participants, communicateurs et exposants, entre autres. Les organisateurs de séances ont reçus un nombre record de 1000 communications dont 320 ont été sélectionnés pour présentation orale en 80 séances et 200 en posters. D'autres membres et chercheurs ont joué le rôle clés de réviseurs et ont proposé des modifications au contenu du programme scientifique.

La mise en place du programme scientifique a été largement favorisée et facilitée par l'usage d'un système d'organisation de conférence informatisé (Pampa) créé par Princeton University. Nous remercions sincèrement Princeton University et German Rodriguez pour nous avoir accordé à l'UEPA le droit d'utiliser le système Pampa. Nous remercions également l'IUSSP et Philippe Migrenne pour avoir accepté la responsabilité critique et onéreuse de concevoir et gérer la conférence de l'UAEP à l'aide du système Pampa. L'UEPA est également reconnaissant envers le Comité du Programmes Internationaux de l'Association de la Population d'Amérique pour avoir débloqué des ressources financières en faveur de la gestion du programme.

Les membres du Conseil de l'UEPA ont également prodigué des conseils relativement à la conception, préparation et organisation de la Cinquième conférence Africaine sur la Population. M. Koffi N'guessan, Président de lUAEP a prodigué des conseils et assuré la supervision du processus tandis que le Directeur Executif du Secrétariat de l'UEPA, la Professeur Elizabeth Annan Yao, était la pierre angulaire de la coordination et planification de cette conférence. Elle a travaillé infatigablement dans la mobilisation des ressources, le planning, la correspondance avec les participants et la conduite globale de la conférence sous de très éprouvantes conditions de travail, ayant à déplacer le Secrétariat de l'UEPA de Dakar au Sénégal à Accra au Ghana au moment critique de rassembler les divers éléments de la Cinquième Conférence Africaine sur la Population. Nous remercions également la Coordinatrice de Conférence Bernadette Ochieng et la Directrice de Conférence Emma Gatutu pour le dévouement et la réactivité dont elles ont fait preuve dans la coordination et gestion de la conférence.

La tenue de cette conférence n'aurait pas été possible sans le soutien financier et matériel de certaines institutions et partenaires, dont les logos figurent sur la couverture arrière de ce rapport. Nous remercions l' APHRC pour avoir assuré l'appui institutionnel qui a facilité la tenue de cette conférence. Le Centre a abrité le Secrétariat de conférence et a joué un rôle important dans la mobilisation des fonds en faveur de la conférence. Des comités clés de la conférence dont le Comité Scientifique, le Comité de Publicité, le Comité de Posters et le Comité de Mobilisation des Fonds le Comité ont été présidé par plusieurs fonctionnaires du Centre. Alex Ezeh, Directeur Exécutif et Joseph Gichuru, Directeur de Finance et d'Administration, Rose Oronje, Responsable de Communication ainsi que Lilian Okoth nous ont fait bénéficier de diverses formes de conseils et de soutien tout au long de la période de planification et d'organisation de cette conférence.

Eliya Zulu
Vice President de l'UAEP et Président du comité d'Organisation de la Conférence.